

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DU PRÊT A INTÉRÊT

EN DROIT ROMAIN & EN DROIT FRANÇAIS

De la loi du 12 janvier 1886 sur la liberté du taux de l'intérêt
en matière commerciale.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera soutenu le mardi 19 Mars 1895 à 1 heure

PAR

Julien MALLET

Président : M. BOISTEL, professeur.
Suffragants { MM. JOBBÉ-DUVAL, professeur.
CHAVEGRIN, professeur.
LESEUR, agrégé.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, Rue Soufflot, 13

1895

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DU PRÊT A INTÉRÊT

EN DROIT ROMAIN & EN DROIT FRANÇAIS

De la loi du 12 janvier 1886 sur la liberté du taux de l'intérêt
en matière commerciale.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera soutenu le mardi 19 Mars 1895 à 1 heure

PAR

Julien MALLET



Président : M. BOISTEL, *professeur.*
Suffragants { MM. JOBBÉ-DUVAL, *professeur.*
CHAVEGRIN, *professeur.*
LESEUR, *agrégé.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, Rue Soufflot, 13

1895

A MON PÈRE

Hommage de piété filiale.

DU PRÊT A INTÉRÊT

EN DROIT ROMAIN ET EN DROIT FRANÇAIS

CHAPITRE PREMIER

Du prêt à intérêt en général.

INTRODUCTION

Rien n'est plus intéressant à observer au point de vue économique que les différentes phases par lesquelles a passé la question du taux de l'intérêt. Les discussions qui ont eu lieu récemment au Sénat et à la Chambre des députés lors du vote de la loi du 12 janvier 1886 ont appelé à nouveau notre attention sur cette question si souvent débattue et si diversement résolue selon les époques.

Or cette loi de 1886, dont l'élaboration a été si longue et si difficile, ne doit être qu'un acheminement vers un régime de liberté complète. Le vieux préjugé contre lequel ont lutté tour à tour Turgot, Bentham, Bastiat et

tant d'autres a dominé nos législateurs, et seule parmi les grandes nations, la France maintient encore aujourd'hui en partie les anciennes mesures limitatives de la liberté du taux de l'intérêt.

Nous allons essayer de démontrer dans cette étude que toutes les dispositions restrictives sont forcément arbitraires et dangereuses, et que la distinction établie par la loi de 1886 entre les prêts civils et commerciaux ne repose sur aucun fondement sérieux.

Mais auparavant nous étudierons la question du prêt à intérêt tant dans les temps anciens que dans les temps modernes et nous chercherons à établir que si la défense et la réglementation ont pu avoir leur raison d'être à certaines époques, il n'en est plus de même aujourd'hui avec le développement de la civilisation et de l'instruction, les progrès du commerce et de l'industrie.

« La fixation d'un maximum en ce qui concerne les
« prêts d'argent, écrivait M. Arthur Legrand, député de
« la Manche, dans un article de la *Revue contemporaine*
« de 1864, est antisociale parce qu'elle est contraire à la
« liberté individuelle, elle est inutile parce que dans la
« plupart des cas son impuissance a presque toujours été
« démontrée — elle est dangereuse parce qu'elle contri-
« bue à faire monter le prix de l'argent en diminuant la
« concurrence — enfin elle est arbitraire et ne repose
« sur aucun principe. »

En demandant la liberté pleine et entière, nous avons la conviction que nous défendons les intérêts des emprunteurs sur le sort desquels on est si prompt à s'alarmer. Faciliter les prêts, c'est adopter une mesure essentielle-

ment démocratique et par conséquent essentiellement conforme à l'esprit de notre temps. Cette vieille prévention contre le prêt à intérêt, qui prenait en grande partie sa source dans la protestation du pauvre contre le riche, n'a plus sa raison d'être aujourd'hui puisqu'au contraire le prêt est la meilleure manière pour le riche de venir en aide au pauvre.

§ 1^{er}. — *Est-il permis de prêter à intérêt ?*

Peut-on légitimement retirer un produit de son capital, un revenu de son argent ? Cette question, qui aujourd'hui ne fait plus difficulté, a partagé les législateurs et les philosophes jusqu'au siècle dernier.

Le prêt à intérêt avait pour lui la pratique constante des peuples, surtout de ceux qui se sont signalés par leurs progrès dans la richesse, dans le commerce et dans l'industrie, mais il avait contre lui les oracles de la religion et les docteurs de la loi.

Aujourd'hui que la théologie s'est humanisée et que la jurisprudence s'est relâchée de sa rigueur, c'est le socialisme qui reprend à son profit la thèse de l'abolition de l'intérêt. C'est un sophisme qui n'a fait que changer de défenseurs. Seulement, au lieu de chercher dans la charité ou dans une morale peu éclairée le principe de cet interdit jeté sur le capital, on s'adresse désormais à l'envie et aux passions anarchiques. Les lois de Moïse reconnaissaient la légitimité du prêt à intérêt, puisqu'il n'était interdit aux Juifs qu'à l'égard de leurs concitoyens, con-

sidérés ainsi comme des membres de la même famille et que vis-à-vis des étrangers les transactions du crédit ainsi que du commerce reprenaient toute leur liberté.

Les lois de Solon, faites pour un peuple essentiellement commerçant, n'apportèrent à l'emploi de l'argent ni restrictions, ni limites.

A Rome, la sévérité de la législation à cet égard, ne fit que provoquer la désobéissance. Le capital que l'on persécutait devint exigeant dans la proportion des risques auxquels on l'exposait. Nulle part, ainsi que nous le verrons, la théorie ne se trouva plus étrangement démentie par la pratique. Caton, qui comparait l'usure à l'assassinat, était lui-même un usurier avide et impitoyable et l'austère Brutus prêtait ses capitaux à 48 pour 100 par an.

Au moyen-âge, nous voyons l'autorité civile et l'autorité religieuse s'accorder pour prohiber le prêt à intérêt. Cette interdiction, qui était déjà inscrite dans les capitulaires d'Aix-La-Chapelle en 789, s'est perpétuée dans la loi française jusqu'en 1789. Mais pendant toute cette longue période, l'observation du précepte légal a été purement nominale : on eut recours pour l'éluder à toutes sortes de subtilités que nous étudierons plus loin ; partout la force des choses eut raison de cette législation arriérée et antisociale.

Les préjugés qui ont fait prohiber le prêt à intérêt, remontent au temps et prennent leur source dans les écrits d'Aristote et plus spécialement dans sa célèbre doctrine de la stérilité de l'argent.

Pendant tout le moyen-âge, les Pères de l'Eglise et les

orateurs chrétiens invoquèrent, pour justifier la prohibition de la stipulation d'intérêts dans le contrat de prêt d'argent, les mêmes arguments que le philosophe grec.

Luther se montra aussi sévère que l'Eglise catholique sur le prêt à intérêt : « Tout usurier, écrivait-il, est un voleur digne du gibet ».

Calvin, au contraire, autorisa le prêt à intérêt, il exigeait seulement, pour que l'intérêt fût légitime, que les bénéfices réalisés par l'emprunteur soient supérieurs aux intérêts payés. Ce n'est que deux siècles plus tard que Montesquieu osa le premier en France professer les mêmes principes. Dans son ouvrage sur l'Esprit des lois, il soutint la légitimité de la stipulation d'intérêt ; il le fit toutefois d'une façon détournée, n'osant encore braver ouvertement les canons de l'Eglise et les lois de l'Etat. Sous le règne suivant, Turgot n'étant plus tenu à la même réserve, exposa les vrais principes de l'économie politique dans son célèbre mémoire sur les prêts d'argent.

L'Assemblée Constituante, en proclamant la légitimité du prêt à intérêt, mit fin à toutes les controverses.

Aujourd'hui le prêt à intérêt est de droit civil en France ; l'Eglise elle-même ne le conteste plus guère, il suffit pour s'en convaincre de lire les belles dissertations du cardinal de la Luzerne (1) et du cardinal Gousset (2).

Mais le prêt à intérêt ne pouvait trouver grâce devant l'école socialiste qui a déclaré la guerre au capital et a sans accent écrit sur sa bannière : « la propriété, c'est le vol ».

La doctrine de l'Eglise était inconséquente lorsqu'elle

1. *Dissertations sur le prêt de commerce.*

2. *Théologie morale*, I, n° 820.

prohibait le prêt à intérêt. En effet, elle défendait au capitaliste de percevoir une redevance mensuelle ou annuelle pour l'argent qu'on lui empruntait et elle permettait au propriétaire de donner la terre à bail moyennant fermage ou de concéder l'usage de sa maison à un locataire moyennant un prix de loyer. La prohibition s'adressait donc à la forme du placement et non au placement même. On défendait au capitaliste non pas de faire emploi de son capital, mais de l'employer de telle ou telle manière. On établissait ainsi une sorte d'embargo sur l'argent faute d'avoir analysé la nature et d'avoir suivi dans son cours la circulation de la richesse, et à force de prendre le signe pour la chose signifiée et les métaux précieux pour la valeur.

On ne voit pas bien, en effet, pourquoi le possesseur d'une somme d'argent n'aurait pas le droit de la faire fructifier et d'en tirer un revenu, alors que le possesseur d'un fonds de terre peut la donner à un fermier qui le cultive, moyennant une rente ou un loyer. Pas plus que l'argent en effet, la terre n'engendre spontanément un revenu. Sous une forme ou sous une autre, le capital n'est jamais qu'un instrument de travail. Celui qui le reçoit en doit le prix à celui qui le prête. Et ce prix il le doit dans tous les cas ou il ne le doit dans aucun. Il est impossible de le contester.

Nous trouvons dans M. Troplong une très savante réfutation des arguments des adversaires du prêt à intérêt :
« Qu'importe au prêteur, dit-il, l'usage que l'emprunteur
« fera de la chose prêtée. Le prix qu'il reçoit n'est pas
« une part du bénéfice que fera l'emprunteur par son

« industrie ; c'est le prix du transport que le prêteur lui
« fait pendant un certain temps de la propriété d'une
« somme qu'il a dit lui être utile ; prix qui a sa légit-
« mité dans la privation que s'impose le prêteur et dans
« l'avantage allégué par l'emprunteur, *usura propter*
« *usum* (1). »

C'est justement cette affirmation que nie le socialisme, pour eux le prêteur ne subit aucune privation. « Celui
« qui prête, dit Proudhon dans sa 3^e lettre à Bastiat,
« dans les conditions ordinaires du métier de prêteur,
« ne se prive pas du capital qu'il prête, il le prête au
« contraire parce qu'il n'en a que faire pour lui-même,
« étant suffisamment d'ailleurs pourvu de capitaux ; il
« le prête enfin parce qu'il n'est ni dans son intention,
« ni dans sa puissance de le faire personnellement va-
« loir, parce qu'en le gardant entre ses mains, le capital
« stérile de sa nature resterait stérile, tandis que par le
« prêt et par l'intérêt qui en résulte, il produit un bé-
« néfice qui permet au capitaliste de vivre sans travailler ».

A quoi Bastiat a répondu en faisant remarquer que l'argument des socialistes attaquait aussi bien la vente que le prêt. Car si l'on peut alléguer que le possesseur d'une somme d'argent ne se prive pas en la prêtant, pourquoi n'en dirait-on pas autant de celui qui vend des objets qu'il possède en trop grande abondance. Le système de Proudhon aurait pour résultat de rendre toute opération de commerce impossible, il n'y en a pas une seule en effet qui n'ait pour base l'intérêt des capitaux en-

gagés. Quant à l'allégation que le prêt ne doit pas porter intérêt, parce que celui qui prête ne se prive pas et que le capital prêté resterait stérile entre ses mains, il est facile d'y répondre.

En effet, si le capital prêté ne devait pas produire un intérêt, on ne voit pas pourquoi le capitaliste s'en dessaisirait en faveur de l'emprunteur ; on ne conserve l'argent que pour en tirer un revenu et si l'argent devait rester improductif, on cesserait de le prêter. Ce serait la fin du Crédit.

Quoi qu'il en soit, le capitaliste peut toujours trouver l'emploi de son argent. Rien n'est donc moins fondé que cette thèse de l'improductivité nécessaire du capital dans les mains du capitaliste. On ne prête à intérêt que lorsque les autres formes de placement offrent un revenu moins élevé ou plus incertain. Rien n'empêche de faire valoir son argent dans l'agriculture, le commerce ou l'industrie ; et si l'on ne veut pas mettre soi-même la main à l'œuvre, on peut toujours s'associer à un agriculteur ou à un industriel, appliquer ses fonds à une commandite, acquérir des actions dans une entreprise de navigation ou de transport, etc.

Mais les socialistes sont plus conséquents que les canonistes, aussi prohibent-ils le fermage de la terre aussi bien que le loyer de l'argent. Ils considèrent la productivité du capital comme une pure fiction. A ce compte-là, qu'y a-t-il de réel dans le monde ? Les merveilles du capital n'apparaissent-elles donc pas par toute la terre, et n'est-ce pas lui qui est le moteur universel et l'âme de l'industrie ?

Ces théories des socialistes sont purement chimériques ; elles appartiennent à un monde imaginaire et n'ont jamais reçu même un commencement d'exécution à aucune époque de l'histoire.

§ II. — *De la limitation du taux de l'intérêt.*

Depuis l'autorisation par l'Assemblée Constituante du prêt à intérêt par la loi des 3-12 octobre 1789, la question de légitimité n'est plus mise en discussion, mais un autre problème, qui de nos jours encore attend une solution satisfaisante, se posera devant le législateur, celui de la liberté du taux de l'intérêt. Est-il du devoir de la loi de fixer, dans un intérêt de protection, un maximum qu'il ne sera pas permis de franchir ou bien doit-on laisser aux parties contractantes le soin d'en débattre et d'en fixer le prix ?

En effet, si tous les gouvernements ont abandonné le terrain de la prohibition absolue, tous cependant n'ont pas eu le courage de professer ouvertement les doctrines de la liberté.

La législation qui réglemente le taux de l'intérêt passera comme celle qui interdisait le prêt à intérêt, car elle va contre son but : on espère empêcher ainsi le prix de l'argent de s'élever outre mesure, on croit opposer une barrière à la hausse de l'intérêt, or il suffit d'observer ce qui s'est passé de tout temps pour se rendre compte que plus les lois ont gêné le commerce de l'argent, plus le loyer des capitaux a pris des proportions exor-

bitantes. Toutes les peines édictées contre l'usure n'ont jamais servi qu'à la faire naître ou à la développer ; c'est un risque de plus qu'on ajoute à ceux qui s'attachent naturellement au placement des capitaux et le prêteur ne manquera pas d'exiger une prime comme compensation de ce nouveau péril.

Les lois limitatives découragent la concurrence, en diminuant le nombre des prêteurs et la quantité des capitaux disponibles, le nombre des emprunteurs restant toujours le même.

Dans l'antiquité, les peuples qui ont laissé la plus grande liberté au placement des capitaux, sont ceux chez qui le commerce et l'industrie ont été le plus florissants et où l'on a trouvé le plus de modération chez les prêteurs.

Trois éléments principaux sont pris en considération, lorsqu'il s'agit de fixer le taux de l'intérêt : 1° le loyer du capital, 2° la prime d'assurance destinée à couvrir les risques 3° la provision qui comprend notamment les droits de commission, de change et d'es-compte.

Nous allons voir qu'aucun de ces éléments ne présente une base certaine d'appréciation.

1° Le loyer du capital est le premier élément que l'observation découvre. Le prêteur demande à être indemnisé de la privation qu'il éprouvera par suite de l'emprunt. S'il ne prêtait pas son capital, il pourrait le faire valoir lui-même en l'appliquant à quelque opération productive. Aussi on ne voit pas pourquoi il se priverait gratuitement d'un capital qui aurait pu être productif entre ses mains et qui le sera certainement entre celles de l'emprunteur.

Cette privation sera plus ou moins grande, suivant que dans le pays, l'emploi du capital peut être plus ou moins rémunérateur. Il est donc naturel que le loyer varie suivant l'élévation des profits que le prêteur pourra réaliser par des placements industriels ou autres.

La loi de l'offre et de la demande exercera aussi son influence ici comme sur le prix de toutes choses, cette dernière loi étant elle-même subordonnée à toutes les vicissitudes de la production et de la consommation.

2° Le deuxième élément qui influe sur le taux de l'intérêt consiste dans le risque que court le capital. Il est juste que le prêteur tienne compte de la solvabilité de l'emprunteur et des chances de remboursement qu'il a. Les risques variant suivant les personnes et selon la nature des opérations où sont engagés les capitaux, le prêteur demandera une somme qui représentera le risque couru par son capital.

C'est ce qui explique pourquoi l'intérêt commercial en général est plus élevé que l'intérêt en matière civile ; le commerçant n'a en effet le plus souvent qu'un crédit personnel, fondé sur sa bonne réputation et il ne donne pour garantie que sa signature, en outre le prêteur peut rarement s'éclairer d'une manière certaine sur la situation de son emprunteur et il doit le plus souvent s'en tenir à la commune renommée. En matière civile, au contraire, l'emprunteur fournit des gages ou hypothèques, sa situation est mieux connue et sa fortune moins exposée à de subites catastrophes.

M. Paul Leroy-Baulieu, dans son Essai sur la répartition des richesses, distingue le risque général qui diminue au

fur et à mesure que la civilisation se perfectionne et le risque particulier qui reste toujours essentiellement variable et qui provient tant de la personne de l'emprunteur que de l'usage qu'il veut faire de la chose empruntée.

Bien des causes peuvent influencer sur le risque général dont parle M. Leroy-Beaulieu.

Tantôt ce sera l'incertitude de la propriété dans les pays où les possessions des particuliers sont exposées à être pillées, le peu de solidité des pouvoirs publics et la crainte des révolutions qui augmenteront ce risque général, tantôt ce sera la mauvaise organisation des tribunaux, l'insuffisance de la police et l'élévation des frais de justice ; on fera également entrer en ligne de compte les facilités données au créancier pour le recouvrement de son capital, consistant dans des voies d'exécution rapides et des moyens de contrainte énergiques. C'est ainsi qu'en France la suppression de la contrainte par corps par la loi du 22 juillet 1867 a enlevé au créancier un des moyens les plus rigoureux qui lui étaient donnés pour obtenir son paiement.

Le dernier élément dont nous avons parlé, à savoir la provision, est d'une appréciation moins incertaine que les précédents. Elle comprend les droits de commission, de change et d'escompte perçus par les banquiers pour leurs avances et leurs frais. Quoique plus facile à régler à l'avance, cet élément varie cependant suivant l'importance des établissements de crédit, le gros banquier qui opère sur des millions pouvant se contenter d'une commission moindre que le petit négociant.

En résumé, l'analyse du taux de l'intérêt nous con-

duit à cette conclusion que les éléments dont il se compose sont essentiellement variables, et que par suite il n'est pas juste de fixer un taux invariable et d'imposer aux parties une règle uniforme.

Maintenant qu'il est universellement admis que l'intérêt de l'argent est une valeur légitime, pourquoi lui assigne-t-on des conditions d'existence autres qu'aux autres valeurs ? Peut-on donner une raison réellement sérieuse pour soustraire le commerce de l'argent à la loi générale du commerce ?

Celui qui prête est propriétaire de l'argent dont il se prive et en tant que propriétaire il doit pouvoir disposer de sa chose comme il lui plaît. N'avons-nous pas vu l'Etat, dans des moments de crise politique, contracter des emprunts à 10 pour 100, parce que son crédit était ébranlé par les événements politiques. Pourquoi interdirait-on aux particuliers de payer un taux supérieur au taux légal lorsque leur solvabilité est menacée ?

La réglementation officielle de l'intérêt, c'est l'arbitraire substitué au droit qui naît librement des conventions.

Nous arrivons maintenant à la partie plus spéciale de notre travail, c'est-à-dire à l'étude du prêt à intérêt dans l'antiquité, au moyen-âge et dans les temps modernes. Nous terminerons par un aperçu des résultats de la loi du 12 janvier 1886 sur la liberté du taux de l'intérêt en matière commerciale.

CHAPITRE II

Étude sur le prêt à intérêt en droit romain.

INTRODUCTION.

Si nous interrogeons l'histoire des temps passés, nous trouvons bien peu de nations chez qui le prêt à intérêt, en se multipliant, ne soit devenu l'aliment des passions populaires. Ce contrat, fondé sur l'inégalité des fortunes, devait exciter les révolutions, l'histoire des deux premiers siècles de la république romaine est remplie par le récit des longues querelles qui s'élevèrent entre les patriciens et les plébéiens, c'est-à-dire entre les prêteurs et les emprunteurs. Le triomphe de ces derniers, en donnant naissance au tribumat, changea pour toujours le caractère de la Constitution.

La fortune privée, en effet, a été presque depuis l'origine, une des bases principales de l'État Romain, puisque dès la Constitution du roi Servius Tullius, nous voyons le cens déterminer d'après les patrimoines la répartition et la hiérarchie des classes. L'ascendant de la fortune entraîna chez eux, comme d'ailleurs chez les autres peuples, l'influence politique et une certaine égalité des citoyens,

chacun d'eux pouvant s'élever aux premières classes censitaires et y trouver un rôle actif dans la cité.

« Mais sous la République et surtout sous l'empire », dit M. O. de Vallée dans ses études historiques et morales sur les manieures d'argent, « la soif des richesses domina tout et déprava le cœur des Romains : l'or finit par tout remplacer ; l'amour du jeu se répandit dans Rome comme un poison et finit par y éteindre tous les sentiments nobles et généreux ».

Les premiers Romains, comme nous l'apprend Tacite, n'avaient pas de loi pour réprimer l'usure, les intérêts étaient fixés arbitrairement suivant la cupidité des prêteurs. Les abus résultant de cet état de choses donnèrent lieu à des troubles sans cesse renaissants et firent proposer successivement diverses lois qui n'eurent d'autre effet que de produire de nouveaux troubles et de nouveaux abus. La défense de l'usure, l'abolition des dettes, ne firent qu'aggraver le mal qui se perpétua malgré les lois, par des fraudes toujours réprimées et toujours renaissantes.

Le prêt à intérêt se faisait par l'intermédiaire d'un allié, quand il était défendu à l'égard des citoyens, ou par le moyen d'un étranger quand il fut défendu à l'égard des alliés.

A Rome, l'usure fut la plaie sociale la plus profonde et la plus douloureuse, elle fut la cause la plus fréquente des soulèvements populaires. Ce fut sans cesse contre elle que s'élevèrent les plaintes du peuple. Pour réprimer ce qui était un fléau public, on crut devoir faire des lois sévères, mais ces lois amenèrent plutôt une aggravation

qu'un soulagement dans la condition des emprunteurs, car elles ne tardaient pas à être éludées, et plus il y eut de risques, plus le prêteur élevait ses exigences.

D'ailleurs, pendant des siècles, le peuple romain a été pauvre, la position du plébéien était pitoyable, il était l'esclave du patriciat qui possédait à la fois les richesses, les honneurs et la puissance. Toutes les forces vives de la nation étaient accumulées entre les mains de quelques familles privilégiées et alors ou bien elles dictaient les conditions du prêt en dehors et au-dessus de toutes les lois ou bien elles gardaient les capitaux dans leurs caisses, en arrêtaient la circulation et organisaient des crises, des disettes funestes à tous, sauf à elles.

Nous allons étudier cette question du prêt à intérêt chez les Romains, mais auparavant nous donnerons un très rapide aperçu du prêt à intérêt chez les Juifs et chez les Grecs.

SECTION I. — LE PRÊT A INTÉRÊT CHEZ LES JUIFS.

Chez les Juifs, Moïse avait défendu absolument le prêt à intérêt, de Juif à Juif, mais l'usure était permise avec les étrangers non établis en Judée : entre juifs, c'est-à-dire entre frères, le prêt à intérêt devait faire place à la bienfaisance.

Cette prohibition n'existait pas dans les commande-

ments de Dieu, elle fut un précepte spécialement approprié à l'utilité d'une nation petite et pauvre, plutôt agricole que commerçante et dont il était utile de resserrer les liens intérieurs.

Il existe de nombreux textes qui ne laissent aucun doute sur la prohibition : « Non foeneraberis fratri tuo
« ad usuram pecuniam nec fruges, nec quam libet aliam
« rem, sed fratri tuo, absque usura id quod indiget commo
« dabis, ut benedicat tibi Dominus Deus tuus in omni
« opere tuo... » (1).

« Si attenuatus fuerit frater tuus..., ne accipias usuras
« ab eo, nec amplius quam dedisti... pecuniam non dabis
« ad usuram et fructum superabundantiam non exiges (2).

« Domine, quis habitavit in tabernaculo tuo?... qui
« pecuniam suam non dedit ad usuram (3) ».

En mettant le prêt à intérêt sur la même ligne que le vol, l'adultère et les autres crimes de droit commun, Moïse voulait plier son peuple à des sentiments de charité et en faire un peuple de frères; il espérait éviter ainsi les discordes et les troubles; c'est d'ailleurs de cette idée que découlent tous les préceptes des livres saints.

Quant à l'autorisation de prêter à intérêt aux étrangers, elle s'explique par ce fait qu'ils étaient odieux aux Juifs et que Moïse, qui connaissait ce sentiment en même temps que l'ardeur de son peuple pour le jeu, crut devoir faire cette concession à la méchanceté de la nature humaine.

1. *Deutéron.* XXIII, V. 19 et 20.

2. *Lévitic.* XXV, 35.

3. *Lib. Psalm.* XIV.

« L'usure, disait Bossuet, est une chose mauvaise par elle-même, selon l'esprit de la loi ; et si la loi le permet à l'égard des étrangers, c'est une de ces permissions, ou plutôt de ces tolérances accordées à la dureté des cœurs... » (1).

M. Batbie donnait à son Cours une autre explication de la distinction entre les Juifs et les étrangers.

Le commerce des Juifs, disait-il, était extérieur et il ne se faisait presque pas d'opérations commerciales à l'intérieur. Prêter à des étrangers, c'était contracter avec des commerçants. La distinction équivalait donc à dire que l'intérêt serait libre dans les rapports avec l'étranger, tous ou presque tous commerçants, ces rapports étant commerciaux, tandis qu'il était prohibé entre indigènes, les relations entre eux ayant un caractère civil. La loi mosaïque établissait une distinction analogue à celle qui existe aujourd'hui entre le prêt civil et le prêt commercial.

Cette explication rend compte de l'absence d'un taux légal dans les conventions faites avec les étrangers ; la liberté illimitée dans le taux des intérêts s'expliquant tout naturellement par la nature commerciale des opérations (2).

1. *Traité de l'usure*, II^e propos.

2. *Cours d'économie politique*, 20^e leçon.

SECTION II. — LE PRÊT A INTÉRÊT CHEZ LES GRECS.

Les Grecs ne furent pas concentrés en eux-mêmes comme les Juifs : Ils furent avant tout des spéculateurs habiles et rusés. Très favorisée par sa position géographique, la Grèce fut certainement la nation la plus commerçante de l'antiquité. La circulation du numéraire y était très active et les profits souvent considérables. Le prêt à intérêt fut toujours très pratiqué et le crédit parfaitement organisé ; mais aussi jamais ils ne furent arrêtés par aucun préjugé ni aucune réglementation.

Ce fut Solon qui introduisit la liberté du taux de l'intérêt, ainsi que l'affirment Isée, Eschyle et Démosthène. Cette loi de Solon, citée textuellement par l'orateur Lysias dans son premier discours contre Théomneste, § 18, avait dit : « L'argent est placé à tel intérêt que voudra le prêteur ». Aucune limite n'était donc apportée à la libre volonté des parties.

La seule restriction qui fut édictée concernait les capitaux dus à titre de restitution de dot qui produisaient intérêt au taux de 18 0/0 par année.

Le taux des prêts fut toujours très-élevé à Athènes ; on n'a pas d'exemples certains et prouvés, quand il s'agissait de véritables prêts, de stipulations à un taux inférieur à 10 0/0 par an et encore était-ce un taux de fa-

veur. Le taux normal était de 120/0 (1). Mais en pratique le taux de 18 0/0 était d'un usage courant entre particuliers.

Dans le commerce maritime, très important à Athènes, les intérêts s'élevaient à 22, 25, 30 et même 33 0/0 et à ces taux les auteurs, Aristote notamment (2), rapportent qu'un prêteur pouvait toujours se dire un homme honorable.

Ce n'est que lorsque le taux atteignait 36 0/0 qu'il était considéré comme excessif et le prêteur noté d'infamie, ce qui n'empêchait pas les banquiers de l'exiger sans scrupules (3) et même d'aller jusqu'à 48 0/0 par an (4). L'intérêt s'élevait à des chiffres encore bien plus considérables lorsque le prêt était fait à courte échéance. D'ailleurs c'est une règle générale, les prêts de petites sommes au jour ou à la petite semaine faits à des gens de basse condition produisent des intérêts bien supérieurs aux intérêts ordinaires sans d'ailleurs pour cela grever outre mesure les emprunteurs, nous retrouverons la confirmation de ce fait lorsque nous étudierons les prêts à Halle dont les intérêts s'élèvent à des chiffres fabuleux et qui néanmoins sont d'une grande utilité pour toute une classe d'individus ; ceux-ci pouvant, grâce à ce prêt, réali-

1. Saumaise, *De modo usur.* p. 156.

2. *De l'art oratoire*, l. III, ch. 10 § 7 — *Economique*, l. II, ch. 2, sect. 3 § 3.

3. Saumaise, *De fœnore trapezit*, p. 557.

4. Lucien le banquet, § 32 éd. Didot : « neque quaternarum (in mensem) drachmarum fœnus exerceo, neque collum obtorqueo discipulis, si ad tempus non solvant mercedem.. »

ser des bénéfices bien supérieurs à l'intérêt qu'ils auront à verser.

Les causes d'élévation du taux de l'intérêt étaient multiples : d'une part, le commerce donnait de grands profits et les demandes de capitaux étaient considérables. D'autre part, la contrainte par corps avait été abolie par les lois de Solon, les tribunaux étaient imparfaitement organisés, enfin les changeurs accaparaient à bas prix l'argent qu'ils replaçaient à un taux élevé.

Les excès dans l'usure étaient souvent condamnés par l'opinion publique et par certains philosophes, mais jamais ils ne causèrent d'agitation politique comme chez les Romains. La grande majorité des emprunteurs était en effet adonnée au commerce et ayant par suite une profession lucrative, rapportant de nombreux bénéfices, ils pouvaient supporter des charges plus lourdes que ceux qui s'adonnent à l'agriculture ou vivent de leurs revenus.

Parmi les adversaires du prêt à intérêt, le plus célèbre est sans contredit Aristote. Pour lui la stipulation d'intérêt était condamnable dans le contrat de prêt d'argent, lorsqu'elle n'avait d'autre cause que le prêt lui-même, et c'est cette idée que « l'argent est stérile de sa nature » qui fut en si grand honneur pendant tout le moyen-âge, ainsi que nous le verrons plus loin.

Voici d'ailleurs de quelle manière Aristote enseignait sa célèbre doctrine de l'argent : « l'acquisition des biens « étant double, c'est-à-dire à la fois commerciale et domestique, celle-ci nécessaire et estimée à bon droit, « celle-là méprisée non moins justement comme n'étant

« pas naturelle et ne résultant pas du colportage des ob-
« jets, on a surtout raison d'exéquer l'usure (le prêt à in-
« térêt) parce qu'elle est un mode d'acquisition né de l'ar-
« gent lui-même et ne lui donnant pas la destination pour
« laquelle on l'avait créé. L'argent ne devrait servir qu'à
« l'échange et l'intérêt qu'on en tire, le multiplie lui-
« même, comme l'indique assez le nom que lui donne la
« langue grecque (τοκος). Les pères sont ici absolument
« semblables aux enfants, l'intérêt est de l'argent issu
« de l'argent et c'est de toutes les acquisitions celle qui
« est le plus contre nature » (1).

Cet anathème prononcé par Aristote contre le commerce de l'argent, s'étendait à toutes espèces d'opérations commerciales. On a fait à Aristote le reproche de n'avoir pas compris l'utilité du rôle que remplit le commerce dans la société; il n'a pas vu, a-t-on dit, que rapprocher les nations, ouvrir des débouchés, placer les produits à la portée du consommateur, c'était les mettre en valeur et en quelque sorte produire.

Sans vouloir rechercher ici si l'accusation portée contre Aristote est ou non méritée, voyons au moins quel était le fond de la pensée du grand philosophe.

Il est certain qu'en émettant cette proposition : que l'argent est stérile de sa nature, il n'a pas voulu dire que l'argent n'avait pas la faculté de se reproduire comme les animaux; ce serait trop naïf.

Selon le philosophe grec, l'argent est stérile, parce qu'il ne peut servir qu'à échanger des richesses; or l'échange,

1. Aristote, *Πολιτικῶν*, l. 1, chap. III (édit. Amb. Firmin-Didot).

la spéculation sont des actes improductifs, des actes stériles, donc l'argent ne produit pas de richesses. Si par suite d'un prêt, il y a eu accroissement de richesses, cette production sera l'œuvre exclusive de l'emprunteur, le résultat de son industrie.

Nous ne nous attarderons pas ici à discuter la valeur économique de cette théorie, que nous retrouverons lors que nous étudierons la doctrine de l'Eglise sur le prêt à intérêt.

Un autre moraliste grec, Plutarque, dans son traité contre le prêt à intérêt, s'écriait : « Quoi ! vous êtes hommes, vous avez des pieds, des mains, une voix et vous dites que vous ne savez pas de quoi vous nourrir ! Les fourmis ne prêtent, ni n'empruntent, elles n'ont cependant ni mains, ni arts, ni raison, mais elles vivent de leur travail, parce qu'elles se contentent du nécessaire ; si l'on voulait se contenter du nécessaire, il n'y aurait pas plus d'usuriers qu'il n'y a de centaures ».

Plutarque faisait allusion ici aux riches qui dépensaient au-delà de leur revenu et qui se ruinaient en emprunts pour des fantaisies de toutes sortes. Mais à force de se préoccuper des abus, Plutarque finit par ne plus voir les résultats heureux du prêt à intérêt ; il y avait en effet déjà à cette époque des industries qui avaient besoin de recourir au prêt à intérêt ou à la commandite pour étendre leurs opérations. Les trésors accumulés par l'épargne, acquis par le commerce, ou conquis par la victoire n'étaient pas toujours dissipés en luxe et en plaisirs, ils servaient déjà parfois à stimuler la production et à développer la richesse. L'argent était donc un instrument de travail et

ceux qui le prêtaient pour cet usage rendaient service aux emprunteurs et à la société.

En résumé, l'intérêt de l'argent fut presque toujours, en Grèce, en rapport avec les profits du travail et voilà pourquoi la question des dettes, cause permanente de troubles dans l'empire romain, n'excita jamais ni commotions, ni agitations politiques.

La doctrine d'Aristote n'avait prévalu ni dans les lois, ni dans les mœurs; le prêt à intérêt, le crédit qui est l'âme du commerce ne pouvait être condamné par un peuple aussi commerçant que les Grecs.

SECTION III^e. — LE PRÊT A INTÉRÊT A ROME.

1^{re} Partie. — *Exposé chronologique des événements et de la législation concernant le prêt à intérêt.*

Aperçu général

A Rome le prêt à intérêt fut un moment prohibé par les lois et condamné par les moralistes, au moins dans leurs écrits, mais la loi fut sans cesse éludée par ceux-là même qui, comme Caton, déclaraient que l'usure était une chose abominable.

« Les lois de nos ancêtres, écrivait en effet Caton, con-
« damnaient le voleur à l'amende du double, tandis
« qu'elles imposaient celle du quadruple à l'usurier. Cette
« disposition nous montre combien l'usurier était à
« leurs yeux un citoyen plus pernicieux que le voleur » (1).

1. *De re rustica*. Introd.

Et une autre fois, comme on lui demandait : « Qu'est-ce que le prêt à usure ? *Quid est fœnerari ?* — Qu'est-ce que l'assassinat ? *Quid est hominem occidere ?* » répondait-il.

On s'explique ces assertions de Caton, lorsque l'on considère que le malheureux plébéien n'empruntait alors que pour vivre en attendant la récolte. Or les guerres étaient continuelles et il lui fallait presque toujours partir pour quelque nouvelle expédition avant les semailles ou la moisson. Revenant dénué de ressources et dans l'impossibilité de satisfaire à ses engagements, il était finalement livré à un créancier impitoyable qui après l'avoir tenu quelque temps dans les fers, le faisait vendre comme esclave pour se payer (2).

Cette obligation du service militaire fut toujours très dure pour les plébéiens, pauvres pour la plupart. Il leur fallait tout abandonner, leurs familles et leurs champs et au retour, c'était la ruine et la plus affreuse misère, surtout si la guerre avait été malheureuse ; car à cette époque le soldat romain n'avait droit à aucune solde, il avait seulement la perspective d'un butin que venaient encore lui distribuer les patriciens. Il est bon d'observer également que les conditions économiques et morales des deux peuples grecs et romains étaient bien différentes : en Grèce la nation était vive et ingénieuse, à la fois positive et brillante, également avancée dans les arts de la paix et de la guerre, industrielle et commerçante, recherchant la richesse pour la prodiguer en chefs-d'œuvre de sculpture et d'architecture ; à Rome, au contraire, la nation était

1. Jourdan. *Cours analyt. d'écon. polit.* p. 240.

pauvre et avide, sans industrie, sans arts, sans commerce, avec d'ardentes convoitises qui se donnèrent carrière dans la conquête et le pillage de l'univers.

A Rome, la lutte du pauvre et du riche se prolongea durant des siècles et occupa presque toute l'histoire de ce peuple. Les conditions du loyer de l'argent donnèrent lieu à de fréquentes séditions, dont les conséquences furent, il est vrai, presque toujours pour le peuple des conquêtes politiques, ainsi que nous le montrerons plus loin.

§. I. — *Des droits qui appartenaient au créancier sur son débiteur dans l'ancien droit. Origine du droit de vie et de mort.*

Avant la loi des XII Tables, l'intérêt de l'argent n'était pas fixé par la loi, il était abandonné au bon plaisir des prêteurs et ce n'était pas seulement l'argent, mais aussi les objets de toute nature, comme les céréales pour les semences que l'on prêtait à gros intérêts.

Les patriciens, maîtres du gouvernement par la constitution primitive de Rome, étaient aussi les seuls dépositaires de la richesse territoriale et monétaire. Ils devinrent tout naturellement les banquiers des plébéiens. Impitoyables dans leur avidité et leur ambition, ils s'efforcèrent d'écraser le peuple sous les usures. Celui-ci essayait bien de se révolter et cherchait à secouer le joug implacable des patriciens, mais sans pouvoir y parvenir. Ce joug était d'autant plus lourd pour le plébéien qu'il était garant de ses obligations sur sa tête. Par une suite logi-

que de la nature personnelle de l'obligation, dit Ihering, le pouvoir du créancier atteignait uniquement la personne du débiteur, son patrimoine restait sauf, mais sa personne était toute entière exposée. L'exécution de la dette, c'était l'anéantissement de la personnalité du débiteur : de sa personnalité juridique lorsqu'il n'y avait qu'un seul créancier (vente à l'étranger comme esclave), de sa personnalité physique, lorsqu'il y en avait plusieurs (*in partēs secare*, d'après la loi des XII Tables).

Le but de ces rigueurs était d'amener le débiteur ou les membres de sa famille à payer. Le créancier qui ne pouvait arracher le paiement à un débiteur récalcitrant, avait ainsi un moyen efficace d'agir sur sa volonté et de déjouer les fraudes de celui-ci (1).

Mais pour bien comprendre la situation déplorable qui était faite au débiteur insolvable, il faut savoir quels étaient les moyens de contrainte qui étaient donnés aux créanciers dans l'ancien droit romain. Le droit le plus ancien sur lequel nous ayons des documents paraît n'avoir connu que la contrainte contre la personne (*manus injectio*).

La contrainte corporelle avait deux sources, l'une volontaire, le contrat, le consentement amiable des parties, le *nexum* ; l'autre forcée, le jugement, la sentence du magistrat, l'*addictio*. Le *nexum* est la forme antique du contrat chez les Romains, l'engagement solennel *per æs et libram* fut le premier procédé dont ils se servirent pour procurer au créancier une sûreté énergique.

1. *Esprit du droit romain*, tome II, p. 146.

Par le *nexum*, le débiteur engageait sa propre personne pour sûreté de l'obligation ; l'usage le plus répandu du *nexum* concernait les prêts d'argent. Ces prêts se multiplièrent dans de si vastes propositions que vers l'an 200 de Rome, le roi Servius Tullius, au témoignage de Denys d'Halicarnasse, crut politique de rembourser aux prêteurs sur le Forum ce qui leur était dû, et mérita ainsi le nom de roi de la Plèbe.

Lorsque le débiteur *nexus* ne payait pas à l'échéance, que se passait-il ? On peut supposer qu'il fallait alors lui faire une sorte de sommation, peut-être même une dénonciation devant les témoins de l'acte ; s'il ne pouvait payer immédiatement, on lui accordait encore probablement un délai de trente jours, mais ces points sont controversés.

Quoi qu'il en soit de l'existence de ces délais, il arrivait un moment où le débiteur se trouvait soumis à la *manus injectio* et à l'*abductio* du créancier.

Le *nexum* portait en lui-même sa force exécutoire et le créancier *ex nexo* pouvait agir seul, sans autorisation préalable et sans intervention du magistrat.

Il est facile d'expliquer qu'il ne fût pas besoin d'autorisation prononcée par le tribunal, le contrat de *nexum* était un acte public accompli en présence des représentants du peuple, témoins à la fois de la reconnaissance de la dette et de l'engagement tacite du débiteur. Or la dette née du *nexum* ne pouvait être éteinte légalement que par une *nexi liberatio*, laquelle aussi était une procédure solennelle *per æs et libram* en présence de cinq citoyens témoins. Or un créancier ne devait pas être assez

osé pour exercer la *manus injectio*, si le prêt avait été remboursé, car s'il l'eût fait, l'attestation des témoins présents à la libération aurait immédiatement procuré l'élargissement du prétendu débiteur (1).

Le seul moyen pour le débiteur de se soustraire à cette exécution était de se procurer de l'argent pour payer ; peut-être pouvait-il, comme dans le cas où il était *in jus vocatus*, éviter la *manus injectio* en offrant un *vindex* qui prenait sa place, et contre lequel l'exécution commencée se poursuivait.

Le créancier emmenait donc le *nexus* à son domicile, *in carcere privato* ; en droit le *nexum* ne donnait pas par lui-même au créancier le droit d'astreindre le *nexus* à un travail corporel, mais en fait la promesse des *operæ fabriles* était licite dans la *nuncupatio* du *nexum* et on peut dire qu'elle s'y rencontrait toujours ; c'est ainsi que dans la Rome primitive, le débiteur qui ne s'acquittait pas, tombait par la seule force des engagements dans une condition à peu près semblable à celle des esclaves ;

Toutefois, à la différence de l'*addictus*, le *nexus* ne peut être réduit en esclavage, ni mis à mort, il doit seulement travailler pour son patron jusqu'au complet désintéressement de celui-ci.

Jusqu'à la main-mise opérée sur lui, le *nexus* conserve ses droits politiques et de famille, il jouit de la position d'homme libre, il n'encourt aucune *capitis deminutio*, il ne tombe pas sous le *mancipium* du créancier, il n'engage

1. Muirhead. *Intr. hist. au droit priv. des Romains*, p. 202 (trad. Bourcard).

que son travail pour l'accomplissement de son obligation. Cette opinion, défendue par de Savigny et Giraud, se fonde notamment sur un passage de Varron : *Liber qui suas operas in servitutem pro pecunia quadam debebat, dum solveret, nexus vocatur, ut ab ære obærat*. L'homme libre qui ne pouvant payer son créancier s'oblige à le servir est appelé *nexus*, de même que celui qui est surchargé de dettes est appelé *obærat* (1).

On peut encore tirer argument de ce fait qu'à plusieurs reprises, dans le cas de disette de combattants pour faire face à l'ennemi, on demandait aux créanciers de relâcher les *nexi* pour la durée de la campagne, quitte à les réclamer après (2).

Pour Zimmern (3) et Bonjean (4), au contraire, le *nexum* constituait une véritable mancipation du débiteur, au profit du créancier ; il en résultait immédiatement une *deminutio capitis* et le débiteur tombait sous le *mancipium* du créancier. Mais comme la mancipation ne confère pas la possession (5), le débiteur était traité comme libre jusqu'à ce que le créancier, par suite du non-paiement à l'échéance ait réalisé sur lui son droit de main-mise.

Voilà la contrainte conventionnelle.

Le sort de l'*addictus* était encore plus triste. C'était le débiteur approprié au créancier non plus par le contrat lui-même, mais par le magistrat. Le condamné, *judicatus*,

1. *De lingua latina*, liv. VIII, § 105.

2. Muirhead, *op cit.* p. 118.

3. Zimmern. *Traité des actions*, § 45 (trad. Etienne).

4. Bonjean. *Traité des actions*, I, § 161,

5. Gaius. *Comm.* II, § 204 ; IV, § 131.

ou celui qui avouait sa dette en justice, *confessus*, avait un délai de trente jours pour chercher à se libérer. Après ces trente jours, le créancier recourt à l'emploi de la *manus injectio*, il était appréhendé et conduit devant le magistrat. Celui-ci l'attribue (*addicit*) à son créancier qui l'emmène, l'enchaîne et peut le traiter en fait comme un esclave. Cependant il ne devient pas encore *alieni juris*.

Quintillien distingue nettement cette servitude de fait de l'esclavage : *aliud est servus esse, aliud servire, qui servus est si manumittitur fit libertinus ; non itidem addictus* (1). Puis plus loin il résume ainsi les principaux avantages de l'*addictus* sur le *servus* : *Propria liberi, quæ nemo habet nisi liber : prænomen, cognomen, tribum, habet hæc addictus*.

L'*addictus* avait donc le droit de se libérer de la servitude, dès qu'il avait payé ou fait payer le créancier.

L'*addictus* ne perdait pas encore son patrimoine, sa propriété ne lui était pas enlevée, car il lui était loisible de pourvoir à sa nourriture sur ses propres ressources, ainsi que cela résulte d'un article de la loi des XII tables, ainsi conçu : *Si volet suo vivito ni suo vivito qui em victum habebit, libras farris endo dies dato, si volet, plus dato...* Que le débiteur soit libre de vivre à ses propres dépens, sinon que le créancier qui le tient enchaîné, lui fournisse chaque jour une livre de farine ou plus s'il le veut bien.

Cette servitude de fait avait une durée de soixante jours ; lorsqu'ils étaient écoulés, le créancier devait conduire l'*addictus* devant le magistrat aux marchés publics ;

1. Quintil. *Institut. orat.* V, § 10; VII, § 3.

là il proclamait le chiffre de la dette afin d'apitoyer les parents et amis du malheureux.

Si personne ne se présente, la *capitis deminutio* est consommée, et l'*addictus* est à la merci de son créancier qui peut à son gré lui conserver la vie, ou le vendre à un pérégrin *trans Tiberim* comme esclave ou même lui donner la mort.

En droit, c'est par l'esclavage ou par la mort que le créancier parviendra à s'emparer des biens de son débiteur et s'il y a plusieurs créanciers, ils pourront se partager ses membres sanglants *partes secanto*.

Certains auteurs ont essayé de nier cette pratique et n'ont voulu voir dans les expressions *partes secanto* qu'un symbole du partage des biens ; mais cette explication est bien difficile à admettre en présence du témoignage des historiens romains s'indignant au souvenir de ces anciennes pratiques et lorsque nous voyons Aulu-Gelle notamment appeler cette disposition *horificam atrocitatis* (1).

Il est intéressant de rechercher ici l'origine de ce droit exorbitant de vie et de mort que le créancier acquérait sur son débiteur.

M. Fustel de Coulanges, dans son savant ouvrage sur la *Cité antique*, s'est posé cette question dans un chapitre intitulé « le droit de propriété », nous allons essayer de résumer ses explications. Il y a des raisons de penser, dit-il, que dans les premiers temps de Rome et dans l'Italie avant l'existence de Rome, la terre était inaliénable comme en Grèce ; considérée comme émanant

1. Deloume. *Les manieures d'argent à Rome*, p. 36. Aulu-Gelle. *Noct. attic.* XX. 1.

de l'Etat, interprète lui-même de la divinité, la propriété immobilière fut placée dès l'origine sous la protection vigilante du dieu Terme (1); la propriété était alors tellement inhérente à la religion domestique qu'une famille ne pouvait pas plus renoncer à l'une qu'à l'autre. Le champ où se trouve le tombeau où vivent les ancêtres divins et où la famille doit à jamais accomplir un culte, n'est pas la propriété d'un homme seulement, mais d'une famille. Ce n'est pas l'individu actuellement vivant qui a établi son droit sur cette terre, c'est le dieu domestique. L'individu ne l'a qu'en dépôt, elle appartient à ceux qui sont morts et à ceux qui sont à naître. Elle fait corps avec la famille et elle ne peut plus s'en séparer; détacher l'une de l'autre serait altérer un culte et offenser une religion.

Quelques adoucissements ont été apportés à cette règle rigoureuse à partir de la loi des XII Tables. On permit d'abord, s'il y avait plusieurs frères, de diviser la propriété entre eux, mais il était nécessaire qu'une nouvelle cérémonie religieuse fût accomplie, car la religion pouvait seule partager ce que la religion avait autrefois proclamé indivisible. Puis enfin on permit de vendre le domaine, mais il fallait également pour cela des formalités d'un caractère religieux : la vente ne pouvait avoir lieu qu'en présence du *libripens* et avec tous les rites symboliques de la mancipation.

L'homme ne pouvant pas ou ne pouvant que difficilement se dessaisir de sa terre, on ne devait pas l'en dé-

1. Deloume, *loc. cit. supra*.

pouiller malgré lui. Aussi l'expropriation pour cause d'utilité publique fut-elle inconnue des anciens Romains. La confiscation n'était pratiquée que lorsqu'un arrêt d'exil venait dépouiller l'homme de son titre de citoyen et que par suite celui-ci ne pouvait plus exercer aucun droit sur le sol de la cité. L'expropriation pour dettes était inconnue dans le droit ancien des cités. L'hypothèque ne se rencontre pas davantage. C'est pourquoi, d'après la loi des XII Tables, le corps du débiteur répondait seul de la dette, la terre ne pouvant jamais être confisquée au profit du créancier (1).

Mais si le magistrat ni le créancier n'avaient aucun pouvoir sur les biens du débiteur, ils avaient en réalité un moyen très énergique d'agir sur la volonté de ce dernier par la *manus injectio* dont nous venons de constater les rigueurs excessives. Dès les premières poursuites, en effet, le débiteur, pour conserver sa liberté, devait s'empresser d'offrir ses biens à son créancier. Si le débiteur se trouvait par exception posséder encore quelque chose au moment où il était réduit en servitude, ses biens devenaient vacants par la mort civile de leur propriétaire et dès lors rien ne s'opposait à ce que les créanciers pussent s'en emparer en tant que biens vacants. Il faut voir dans cette manière de procéder un abus de cette idée que nul ne peut être forcé à vouloir et à faire. Le condamné refuse de payer, on ne l'y contraindra pas ; il gardera ses biens, mais on s'emparera de sa personne.

Cependant on ne le dépouille pas tout de suite, la con-

1. Fustel de Coulanges, *La Cité antique*, I, II, ch. VI, p. 73 et suiv.

damnation ne s'exécute pas immédiatement sur ses biens, mais qu'il soit vendu ou tué, son patrimoine finira par lui échapper, et ses créanciers se le partageront ou le vendront.

La *manus injectio per pignoris capionem* était bien un mode direct d'exécution sur les biens ; mais elle n'était applicable qu'à certaines créances spéciales se rattachant au droit public ou sacré ; elle n'était autorisée que pour des motifs d'ordre militaire, religieux ou fiscal et pour des considérations d'intérêt public ; dès lors on ne peut en tenir compte par rapport aux créances privées.

Ce n'est qu'avec le droit prétorien que nous trouvons une voie d'exécution directe sur les biens (*venditio bonorum*) établie à côté de l'exécution personnelle.

Le créancier qui avait obtenu une condamnation ou dont le débiteur était *confessus* ou *indefensus* et qui voulait arriver à la vente de ses biens, pouvait s'adresser au préteur ou au président de la Province. Celui-ci, après avoir vérifié la demande, autorisait par un décret le créancier à se mettre en possession des biens de son débiteur.

Cet envoi ne donnait pas au créancier la possession juridique, car il était réputé détenir à titre conservatoire et pour le débiteur, mais il constituait à son profit le gage prétorien.

Par l'effet de la *missio*, le débiteur ne perdait ni la propriété, ni la possession juridique, mais seulement l'administration.

En général la vente devait avoir lieu dans un bref délai après l'envoi en possession, après un certain nombre de formalités de délais et d'affichage, les biens étaient adju-

gés en masse au plus offrant, c'est-à-dire à l'acheteur qui offrait le plus fort dividende aux créanciers.

Cette vente en masse, en faisant perdre au débiteur tous ses biens, ne le libérait point de ses dettes, sinon pour la partie qui avait été payée par l'*emptor bonorum*, et lorsque le débiteur acquérait de nouveaux biens, ils étaient l'objet d'une nouvelle vente jusqu'au paiement intégral de tous les créanciers. La vente des biens établissait une transmission universelle de tous les biens, droits et actions du débiteur sur la tête de l'acheteur.

L'acquéreur n'obtenait pas immédiatement la propriété quiritaire des biens adjugés, il avait seulement l'*in bonis* qui se convertissait en propriété quiritaire par l'usucapion.

Le résultat de la *bonorum venditio* était pour le débiteur l'infamie et la perte de ses biens ; nous verrons plus loin comment la *bonorum cessio* fut établie pour remédier à ces funestes conséquences (1). Mais l'exécution contre la personne fut toujours considérée comme la voie ordinaire d'exécution, et à défaut de l'abandon de ses biens par le débiteur à son créancier, on continua à avoir recours à l'emprisonnement même dans le droit de Justinien.

§ II. — *De la loi des XII Tables.* — *De l'unciarium fœnus*

Revenons à la loi des Douze Tables et reprenons l'his-

1. Consulter Bonjean. *Traité des actions*.

torique de notre étude. Nous avons vu qu'auparavant le taux de l'intérêt était abandonné au bon plaisir des riches, c'est-à-dire des patriciens : *ex libidine locupletiorum agitarietur*, dit Tacite.

Mais le joug était très-lourd pour les débiteurs qui ne purent le supporter sans se plaindre. Les dettes étaient générales. Aussi vit-on éclater à plusieurs reprises les séditions, les révoltes et les soulèvements pleins de violence. Pour calmer le peuple, on lui faisait des promesses, mais on ne les tenait pas. C'est alors que poussés à bout, écrasés par le mal usuraire, *fœnebre malum*, les plébéiens se retirèrent sur le mont Sacré. L'institution du Tribunat, dont l'influence fut si grande sur les destinées de la République, fut une des conditions de la paix. On peut dire que cette magistrature populaire naquit des maux causés par les usures. Il est intéressant à remarquer que ses premières vues se portèrent sur le partage de l'*ager publicus* et sur les lois agraires, et qu'elle ne songea pas tout d'abord à demander la diminution de l'intérêt ni l'adoucissement de la procédure.

Cependant l'usure continuant ses ravages, un remède parut nécessaire, c'est pourquoi une disposition de la loi des XII Tables renferma le taux de l'intérêt dans des limites fixes et punit de la peine du quadruple le prêteur qui les dépasserait.

Tacite rapporte ainsi cette disposition : « nam primo XII Tabulis sanctum, ne quis unciario fœnore amplius exerceret, quum antea ex libidine locupletium... » (1).

1. *Annales*, VI, 16.

« Majores nostri sei habuerunt, dit également Caton, « itaque in legibus posuerunt, furem dupli damnari, « fœneratorem quadrupli. Quanto pejorem civem existi- « marint fœneratorem quam furem, hinc licet existi- « mari... » (2).

La loi des XII Tables établissait donc l'*unciarium fœnus*. Mais que faut-il entendre par ces mots? Quelle fut le taux de l'intérêt fixé par la loi des XII Tables? Cette question a été très controversée et plusieurs systèmes ont été soutenus; nous allons les passer rapidement en revue.

1°. Le premier système, presque complètement abandonné aujourd'hui, fut très en faveur au XVI^e siècle. Ce système prend l'as comme type du capital, l'*uncia* étant le douzième de l'as, l'*unciarium fœnus* devait signifier une once par mois, soit 12 onces par an ou 100/100. Il est facile de réfuter ce système; en effet: 1° l'année de douze mois était très probablement inconnue des Romains au temps de la loi des XII Tables; 2° cette loi venue pour améliorer le triste sort des débiteurs ruinés par les emprunts, ne pouvait établir un taux pareil, sans exemple dans l'histoire et nullement en rapport avec le produit du commerce ou des terres.

2° Le second système, plus adopté que le précédent, se place sous le patronage de Cujas, Saumaise, Dumoulin, Pothier, Montesquieu. Saumaise notamment se fit son ardent défenseur. L'*unciarium fœnus*, d'après ce système, aurait été de 10/0, par an. L'as, disait Saumaise, ou les fractions de l'as, ont toujours été chez les Romains l'intérêt annuel

1. *De re rustica pr.* (éd. Nisard).

d'un capital de 100. Cela résulte des dénominations que l'on rencontre à chaque instant dans les auteurs et qui servaient à désigner chaque taux d'intérêt; *usurae deunces*, 11 0/0, c'est-à-dire 1 as moins une once — *usurae decunces* : 10 onces par an ou 10 0/0 — *usurae septunces* : 7 onces par an ou 7 0/0 — *usurae semisses* : moitié de l'as ou 6 onces par an, *usurae quincunces* ou 5 onces par an, etc. On en arrive ainsi à l'*usura uncia* qui est d'une once par an. L'*unciarium fœnus* est donc l'intérêt d'une once par an pour un capital de cent.

Ce système est très ingénieux, mais de graves objections peuvent lui être opposées. Il est d'abord difficile d'admettre que la législation des décemvirs ait abaissé l'intérêt de l'argent à 1 0/0 par an. Cela est contraire à la vraisemblance historique. Comment expliquer avec ce système les réclamations des plébéiens après l'établissement de l'*unciarium fœnus*, les plaintes qu'ils continuent à faire entendre. Cet intérêt de un pour cent dans un temps où l'argent faisait défaut était dérisoire, c'était pour ainsi dire la suppression de l'intérêt.

La loi des XII Tables, dit M. Troplong dans la préface de son traité « du prêt » ne fut pas une conquête violente de la démocratie sur le patriciat, mais une concession pacifique, une trêve momentanée. Les patriciens n'y perdirent rien de leur autorité et de leur influence. Comment dès lors auraient-ils accepté cette usure si minime qui leur aurait enlevé une des sources principales de leur fortune et de leur puissance. Comment admettre que cette classe aristocratique, orgueilleuse et jalouse, dont on connaît la dureté envers les plébéiens, se fût tout

à coup adoucie au point de consentir pour ainsi dire à la suppression de tout intérêt.

Cet intérêt de un pour cent est également étrange au point de vue économique. Chez ce peuple sans industrie et sans commerce, pauvre, la monnaie métallique étant rare et concentrée en un petit nombre de mains avares, nous trouvons tous les indices et toutes les causes naturelles de la cherté de l'argent.

Enfin, comment expliquer l'histoire nous montrant les usures accroissant la masse écrasante des dettes, car enfin ce n'est pas un intérêt de 10/0 par an qui accumule les misères des débiteurs et entasse dettes sur dettes, on ne peut pas même supposer que les créanciers aient demandé des usures plus fortes que celles permises, car jamais on ne porta contre les prêteurs l'accusation d'usure injuste, les prêteurs se prévalant au contraire toujours de la loi et faisant sonner haut leur droit. Quant à la nomenclature invoquée par Saumaise, elle n'a existé que dans des temps postérieurs à la loi des XII Tables. Lors de cette loi, les Romains avaient très peu de rapports avec les Grecs ; ce n'est que plus tard, lorsque les relations furent devenues plus fréquentes, que la *centesima usura* fut adoptée par les Romains.

Le nombre cent pris comme type de capital, comme mode de computation était très probablement inconnu des Romains lors de la rédaction de la loi qui nous occupe.

3° D'après un troisième système, l'*unciarium fœnus* signifierait douze pour cent par an ou un pour cent par mois. Il aurait été synonyme de *centesima usura* qui représente

justement un pour cent par mois. On se réfère ici au nombre de cent pour figurer la somme prêtée. Cent onces rapporteront une once par mois ou un as par an. La *centesima usura*, dit-on, est souvent qualifiée de *legitima*, elle doit donc dater de la loi des XII Tables, car toutes les institutions connues sous le nom de *legitimæ* remontent à cette loi. Les décemvirs, ajoute-t-on, ont pris ce taux dans la législation athénienne où d'ailleurs ils ont puisé beaucoup d'idées nouvelles. Les paiements avaient lieu à la fin de chaque mois, à ces tristes calendes dont nous parlent les écrivains de l'époque.

Ce système mérite les mêmes reproches que le précédent. Le capital de cent est une imitation tardive de la Grèce, et il était inconnu ou tout au moins inusité dans les premiers temps de Rome.

Le paiement des intérêts à la fin de chaque mois n'est pas plus conforme aux mœurs et aux habitudes de l'époque. En effet, les Romains étaient toujours en expédition et hors de la ville, il leur aurait été bien difficile de payer les intérêts de leurs dettes à la fin de chaque mois. Cela se comprenait à Athènes où la vie était plus sédentaire et où l'on savait mieux faire fructifier l'argent.

4° Le quatrième système est le plus acceptable, il a été mis en lumière par Niebuhr dans son histoire romaine t, V, p. 75 et suiv., et a été adopté par M. Troplong, Ortolan, Batbie et d'autres savants auteurs.

Ce système prend l'as comme type du capital et décide que le taux de l'intérêt, l'*unciarium fœnus*, correspondait à l'*uncia* ou douzième partie du capital (l'as valant douze onces). L'*unciarium fœnus* aurait donc été le denier douze

par an, soit $8\frac{1}{3}$ pour cent avec l'année de dix mois ou 10 0/0 avec l'année de douze mois.

Les Romains n'avaient en effet aucune raison de prendre le nombre 100 comme type du capital. Cela se concevait à Athènes, la monnaie principale du pays « la mine » représentant cent drachmes ; à Rome la monnaie courante était l'as représentant douze onces. Les Romains ont donc dû prendre l'as comme type du capital et n'ont pas dû adopter un calcul de capital et d'intérêt contraire à leur système monétaire. La logique veut que l'as étant pris comme capital type, l'intérêt fût représenté par une monnaie inférieure, subdivisionnaire de l'as, par l'*uncia* en un mot. D'après ce système l'intérêt se calculait par an et non par mois comme le prétend Saumaire, ce qui est plus conforme aux mœurs du temps.

Ce système est celui qui est le plus en rapport avec les faits, les traditions historiques et la situation économique de Rome au temps de la loi des Douze Tables. L'intérêt de $8\frac{1}{3}$ ou de 10 0/0 suivant le nombre de mois que l'on compte dans l'année, n'était pas exorbitant, si l'on regarde la disette du numéraire à ce moment. Il faut considérer également que l'emprunteur, sans cesse détourné du soin de ses propres affaires par celles de l'État et le service militaire, sans commerce, sans industrie, avait de nombreux empêchements de se libérer. Une solde, il est vrai fut accordée à l'armée en l'an 349 par le Sénat, 37 ans après la loi des XII Tables, mais les campagnes devinrent plus nombreuses et les affaires personnelles furent plus négligées.

Maintenant quelle était l'année à laquelle se référait

cet intérêt ? Était-ce l'année primitive des Romains, l'année lunaire de dix mois ou bien l'année commune, celle de douze mois, déjà introduite par Numa, ce qui ne paraît pas clairement établi. Niebuhr soutient par analogie avec quelques autres institutions dans lesquelles le compte par année de dix mois s'était maintenu, qu'il en avait été de même à l'égard des intérêts dans l'*unciarium fœnus*.

Montesquieu, dans son *Esprit des lois*, nie l'existence de la fixation du taux de l'intérêt dans la loi des XII Tables. « Si la loi des XII Tables avait réglé cela, dit-il, comment dans les disputes qui s'élevèrent depuis entre les créanciers et les débiteurs, ne se serait-on pas servi de son autorité ? On ne trouve aucun vestige de cette loi sur le prêt à intérêt et pour peu qu'on soit versé dans l'histoire de Rome on verra qu'une pareille loi ne devait point être l'ouvrage des décemvirs » (1).

D'après lui, ce serait une loi portée en 398 sur la proposition des tribuns Diulius et Mœnius. Or cette loi, dont il est parlé par Tite-Live, n'intervint très probablement que pour remettre en vigueur la disposition de la loi des XII Tables tombée en désuétude.

Tite-Live, en effet, attribue la fixation d'un taux à un plébiscite de l'an 393 ou 398 que la foule, dit-il, accueillit et sanctionna avec ardeur : « *Haud æque lata Patribus insequenti anno, C. Marcio, C. Manlio Coss. de unciarii fœnore, a M. Diulio, L. Mœnio, tribunis plebis, rogatio est perlata : et plebs aliquanto eam cupidius scivit et accepit* » (2).

1. Montesquieu, *Esprit des lois*, l. XXII, chap. XXII.

2. Tite-Live, VII, 16.

Mais Tacite ne pouvait ignorer les dispositions de la loi des XII Tables et était plus à même que Montesquieu de les connaître. D'ailleurs, les circonstances au milieu desquelles cette grande loi fut redigée, la misère du peuple romain causée par l'excès de l'usure, devaient faire établir la limitation légale que l'on croyait propre à mettre un terme à cet état de choses.

§ III. — *Situation malheureuse des débiteurs à Rome. —
Mesures prises pour y remédier.*

La question des dettes revint à l'ordre du jour après l'invasion des Gaulois et le siège de Rome, le peuple s'étant trouvé épuisé par les dépenses de reconstruction de la ville et la réparation de ses propres désastres. La question envenimée par Manlius prit le même caractère de violence qu'avant la loi des XII Tables. Un centurion connu par ses exploits ayant été adjudgé comme insolvable et Manlius ayant été condamné à mort en 371 par ses ennemis qui l'accusaient de tendre à la royauté, la situation devint très grave. En 377 la révolte reparut encore au sujet des dettes. Les poursuites contre les débiteurs avaient été suspendues pendant une guerre survenue à l'improvisite, mais une fois la crainte de l'ennemi évanouie, les patriciens redoublèrent de dureté.

De nouvelles dettes étant venues s'ajouter aux anciennes, le peuple fut réduit aux abois. Malheur alors au débiteur à l'échéance ; l'intérêt arriéré devenait à son

tour capital frugifère et le débiteur finissait par succomber sous le poids des intérêts accumulés. Cette conversion annuelle de l'intérêt en capital s'appelait « *versura* ».

Quelle que soit l'interprétation que l'on admette, que l'on entende avec Cujus par ce mot l'opération par laquelle un débiteur, ne pouvant payer le capital et les intérêts dus à son créancier, va prendre chez un tiers à intérêt la somme nécessaire pour échapper aux poursuites, ou que l'on admette avec Niebuhr que ce mot désigne la conversion forcée et de plein droit du capital et des intérêts échus en une nouvelle dette productive, il n'en est pas moins certain que la *versura* comprenait implicitement la rude obligation de l'intérêt par le seul fait de l'échéance et que cette obligation devait nécessairement amener dans un court délai tous les malheurs sur la tête du débiteur obéré.

Les débiteurs étaient en effet le plus souvent dans l'impossibilité de se libérer ; ils étaient alors à la merci des créanciers patriciens qui leur faisaient subir les vexations et les dégradations de toute nature. Reposant plus sur la coutume que sur la loi, le droit du créancier, ainsi que nous l'avons vu, était de saisir son débiteur à défaut d'exécution, de l'emmener chez lui, de l'y détenir et d'employer ses services comme ceux d'un esclave de fait. Mais les créanciers considéraient leur *jus detinendi*, non pas comme leur procurant le moyen d'obtenir satisfaction matérielle par le travail de leur débiteur, mais comme l'occasion d'exercer sur eux leur vengeance privée. Ils employaient la force, dit Ihering, non pas pour obliger

le débiteur qui a trompé leur foi, à s'exécuter, mais pour le punir et satisfaire sur lui leur légitime courroux (1).

Décimée continuellement par les addictions, la population libre décroissait rapidement et la faction patricienne put se croire un moment maîtresse de l'État.

Les célèbres rogations des deux tribuns Licinius Stolon et L. Sextius donnèrent aux plébéiens, outre le consulat plébéien et le partage des terres, la diminution des dettes. Il fut décidé qu'on imputerait sur le sort principal les intérêts perçus et que le paiement du surplus se ferait sans intérêts en trois paiements annuels. Les dettes avaient déjà valu aux plébéiens le tribunat, elles leur donnèrent également le consulat.

Cette mesure qui diminuait les dettes était mauvaise, car rien n'élève autant le prix de l'argent que l'incertitude dans les engagements. Le crédit s'en trouve ébranlé et le seul résultat est de faire payer par des intérêts plus élevés les risques des capitaux engagés dans les prêts. Cependant les usuriers éludaient constamment la loi et les misères de la plèbe existaient toujours. Il fallut une loi des tribuns de la plèbe Mænius et Diulius en 398 pour ramener l'intérêt au taux fixé par la loi des XII Tables.

En l'an 403, le poids de la dette avait atteint de nouveau d'intolérables proportions. L'État intervint pour apaiser les esprits excités et faciliter le règlement des dettes. Une Commission de cinq membres fut instituée ; on lui assigna un fonds sur l'*ærarium* ; une partie des créances fut portée au nom de l'État et reprise par lui ; une autre fut

1. Voir Thaller, page 7. Introd. *La faillite en droit comparé*.

éteinte par la Commission qui ménagea un accord entre créanciers et débiteurs, notamment au moyen de la cession de choses contre des prix modérés. On éteignit ainsi, à la satisfaction de toutes les parties, et sans perte considérable pour l'État, une masse considérable de dettes (1).

En 408 de Rome, une nouvelle loi votée sous le Consulat de L. Manlius Torquatus et C. Plautius, vint fixer l'intérêt au *semunciarium fœnus*, soit à la moitié de celui établi par la loi des XII Tables.

« *Idem otium domi forisque mansit T. Manlio Torquato, C. Plautio Coss. semunciarium tantum ex uncario fœnus factum et in pensiones œquas trienni, ita ut quarta præsens esset, solutio æris alieni dispensata est* », nous dit Tite-Live (2).

Cette dernière loi fut violée comme les précédentes, ce taux étant évidemment trop faible pour la situation économique dans laquelle Rome se trouvait. Aussi le peuple continue à murmurer et de nouvelles séditions éclatèrent. En 413 de Rome le tribun L. Genucius imagina pour détruire la tyrannie des capitalistes, cet expédient toujours aussi impuissant et aussi absurde qu'il semble radical : la suppression complète de l'intérêt de l'argent. Cette loi fut rapportée par quelques historiens dont la véracité n'inspirait pas une certitude complète à Tite-Live : « *Propter hæc invenio apud quosdam L. Genucium, Tribunum plebis, tulisse ad populum, ne fœnerare liceret...* » (1).

1. Tite-Live, VII, 21. Ihering, *Esprit du droit romain*, tome II, p 253.

2. Tite-Live, VII, § 27.

3. Tite-live. VII, § 42.

Tacite, au contraire, déclare que cette loi n'a jamais existé. Quoiqu'il en soit, il est certain qu'elle n'a dû avoir qu'une existence éphémère comme toutes les lois excessives et contraires à la nature des choses.

Au V^e siècle en effet, nous voyons le prêt à intérêt rappelé sans cesse dans les Comédies de Plaute, comme un acte habituel, patent et que rien ne réprouve. Or ces comédies, sous le pallium grec, cachaient la peinture des mœurs romaines d'alors. Caton, contemporain de Plaute, faisait l'usure maritime, la plus chère de toutes, et donnait à son fils le conseil d'augmenter sa fortune par ce moyen, plus fructueux que l'agriculture.

Les lois sur l'usure oncière et semoncière étaient donc toujours en vigueur et la loi Genucia bien oubliée.

En résumé, toutes les lois établies jusqu'alors étaient demeurées inutiles. De temps en temps seulement, quelques procès furent intentés aux usuriers devant le peuple par les édiles curules, qui avec le prix des amendes présentèrent au peuple des jeux plus brillants et aux dieux quelques offrandes dorées (1).

§. IV. — *De la loi Pœtelia-Papiria.*

La seule loi efficace en faveur des débiteurs fut celle des Consuls de l'an 429 de Rome. Cette loi nous est très imparfaitement connue dans ses dispositions, mais son existence est hors de doute, car plusieurs ouvrages nous

1. Emile Belot. *Hist. des chevaliers romains*, tome II, p. 148.

en ont conservé le souvenir (1). Elle a souvent été dépeinte comme une loi abolissant l'emprisonnement pour dettes et substituant l'exécution réelle à l'exécution personnelle. Sa portée est loin d'avoir été aussi étendue, car l'emprisonnement d'un débiteur à la suite d'un jugement était encore possible dans la législation de Justilien, bien que, grâce à la loi Julia, on pût l'éviter ou y mettre fin par l'abandon de ses biens. La loi *Pœtelia-Papiria* (*de nexis*) apportée par une rumeur populaire et par un soulèvement spontané contre la barbarie luxurieuse d'un créancier nommé Papirius, fût, selon les expressions de Tite-Live, comme un nouveau commencement de liberté pour la plèbe « *velut aliud initium libertatis factum est, quod necti desierunt.* »

Puis après avoir fait le récit des faits, Tite-Live ajoute : « *Jussi que consules ferre ad populum ne quis nisi qui noxam meruisset, donec pœnam lueret, in compedibus aut in nervo teneretur. Pœcuniæ creditæ bona debitoris, non corpus obnoxium esset. Ita nexi soluti : Cautumque in posterum ne necerentur.* » (2) La loi *Pœtelia Papiria*, dit Zimmern, n'est venue modifier en rien la *manus injectio*, elle a eu seulement pour effet d'abolir le *nexum* pour la *credita pecunia*, elle l'a laissé subsister pour les délits. En conséquence, personne, excepté celui qui s'est mancipé *noxæ causâ*, ne

1. « *Propter unius libidinem omnia nexa civium liberata, nectier que postea desitum.* » Cicéron.

« *Hoc C. Poplilio auctore Visolo (Pœtelio) dictatore sublatum ne fieret et omnes qui bonam copiam jurarunt ne esset nexi dissoluti* » Varron de ling. latin. VII, § 105.

2. Tite-Live. VIII, § 28.

doit rester dans les fers, et pour l'avenir, les débiteurs qui ne le sont qu'à titre d'emprunt d'une somme d'argent ne doivent plus engager leur personne, le gage de leurs biens doit suffire (1).

Pour Ihering les termes de la loi *bona debitoris, non corpus obnoxium esset* ne doivent pas être entendus de l'exécution, mais du *jus paciscendi* ; il pouvait avoir pour objet la fortune du débiteur, mais non sa personne. Lorsque depuis cette loi les débiteurs cherchaient à payer leurs dettes au moyen de services rendus à leur créancier, ce que personne ne pouvait les empêcher de faire, ils restaient libres, conservaient la jouissance de leurs droits politiques et pouvaient, si les créanciers les traitaient mal, cesser à tout instant leur prestation de service (2).

Trois décisions, dit Muirhead, résultent de la loi Poetelia : 1° les chaînes et les fers au cou, au bras, aux pieds ne seront appliqués à l'avenir qu'à ceux qui subiront l'emprisonnement pour crime ou délit. 2° On n'était plus le *nexus* d'un créancier pour lui avoir emprunté de l'argent. 3° Ceux qui étaient alors *nexi et qui bonam copiam jurarent*, devaient être mis en liberté.

Cicéron, Tite-Live, Denys d'Halicarnasse ne parlent pas de cette dernière condition, Varron seul dit que l'élargissement était limité à ceux qui *bonam copiam jurarunt*, ceux qui apparemment pouvaient déclarer son serment qu'ils avaient agi de leur mieux et ne pouvaient faire davantage pour donner satisfaction aux réclamations de

1. *Traité des actions*, p. 133. (trad. Etienne.)

2. *Esprit du droit romain*, (trad. Meulenaere), tome II, p. 149 note 207.

leurs créanciers. Il était assez juste, en somme, de ne libérer que ceux qui se trouvaient par impossibilité et non par leur volonté empêchés de remplir leurs engagements ; il y aurait eu au contraire une injustice à agir de même envers ceux qui le pouvant refusaient frauduleusement de payer leurs dettes.

Ce n'est pas le *nexum* lui-même, le contrat *per æs et libram* qui fut aboli par la loi Poetelia Papiria, mais bien l'exécution personnelle à laquelle le contrat donnait naissance. Avec cette loi le droit accordé au créancier d'amener le débiteur dans sa maison et l'y retenir prisonnier, cessa d'être absolu, c'est-à-dire d'appartenir *ipso jure*, directement, au créancier, il fut remplacé par la simple faculté laissée à ce dernier de demander au magistrat qu'il lui fit *addictio* de son débiteur (1) ; dès lors la conséquence capitale du *nexum* s'évanouit ; le contrat de *nexum* subsista peut-être, mais il n'y eut plus de *nexi*, de citoyens retenus pour dettes, dans une situation comparable à celle des esclaves ; et si la loi ne proscrivit pas directement l'usage de la balance et de l'airain dans les transactions, elle l'abolit implicitement, en le rendant désormais superflu. Ainsi donc disparut le droit pour le créancier de saisir et d'enchaîner son débiteur de sa propre autorité, sans jugement du tribunal, ni mandat du magistrat. Pour l'avenir, l'exécution ne devait être dirigée contre un débiteur qu'en vertu d'un jugement formellement adjugé à son créancier par un décret du magistrat et sous les restrictions de la loi Poetelia (2). Le *nexum*, avec ses formes

1. Keller, *Traité des actions*, page 395, § LXXXIII.

2. Muirhead. *Intr. hist. au droit privé des Rom.* page 208, (trad. Bourcard).

compliquées, était condamné à disparaître le jour où il perdrait les garanties barbares qui avaient jusque là consacré son règne. Quand il n'eut plus d'autres effets que ceux de la stipulation, il ne tarda pas à tomber en désuétude, et Tite-live a pu dire avec raison : « *Victum eo die ob impotentem injuriam unius ingens vinculum fidei.* »

La loi Poetelia adoucit également la condition de l'*addictus*, mais elle ne supprima pas l'*addictio* qui étant prononcée par le magistrat, offrait plus de garanties que l'exécution contractuelle résultant du *nexum*, le *jus ducendi* du créancier sur son débiteur, put avec l'autorisation du magistrat continuer à s'exercer ; mais les chaînes, les entraves, les violences de toute sorte, qui faisaient de l'*addictio* un véritable supplice, furent supprimées. Désormais le créancier devait considérer son débiteur et le travail qu'il pouvait tirer de lui comme une source de profits qui avec le temps, diminuerait et peut être éteindrait la dette plutôt que comme un objet sur lequel il pouvait exercer toute sorte de cruautés en guise de châtement.

L'*addictio* d'ailleurs ne paraît pas avoir jamais été formellement supprimée, mais elle dut tomber en désuétude, lorsque le prêteur eut introduit au profit des créanciers, la *bonorum possessio* qui fournissait un moyen d'atteindre directement les biens du débiteur (1).

La loi Poetelia, par l'humanité de ses dispositions, fit plus pour la tranquillité de Rome, qu'en avaient fait toutes les restrictions et toutes les prohibitions du taux de l'intérêt. En supprimant l'exécution personnelle directe,

1. Bonjean. *Traité des actions*, tom. I, page 407.

elle dissuada les patriciens d'engager leurs fonds chez des débiteurs insolvable et elle diminua ainsi le nombre des dettes.

§ V. — *De la loi Sempronia.*

Les créanciers avaient inventé mille moyens pour tourner la loi. L'usure étant libre pour tous ceux qui n'étaient pas soumis à la loi romaine, on vit les créanciers se servir d'abord d'un latin, puis ensuite d'un allié, derrière le quel ils se cachaient pour exiger de leurs débiteurs des usures illimitées.

« *Instabat enim cura alia, quod civitas fœnore laborabat, et quod, quum multis fenebribus legibus constricta avaritia esset, via fraudis inita erat, ut in socios, qui non tenerentur iis legibus, nomina transcriberent: ita libero fœnore obruebant debitores* ». Ces prêts faits en fraude étaient devenus si nombreux que l'on dut prendre des mesures pour remédier à cet état de choses. La loi Sempronia (561-193 av. J.-C.) établit que les latins et les alliés seraient soumis aux prescriptions relatives à l'intérêt.

« *Inde... N. Sempronius tribunus plebis ex auctoritate Patrum plebem rogavit, plebesque scivit, ut cum sociis ac nomine latino pecuniæ creditæ, jus idem, quod cum civibus romanis esset...* » (1).

1. Tite-Live, l. XXXV, § 7.

§ VI. — *De la centesima usura. Dispositions concernant le taux de l'intérêt jusqu'à Justinien. Apreté au gain et culte de la richesse poussé chez les Romains jusqu'aux derniers excès.*

Les rapports des Romains et des Grecs étant devenus plus fréquents, beaucoup d'habitudes grecques s'introduisirent chez les Romains, notamment dans le mode de calculer les intérêts.

Le centésime ou le tant pour cent par mois était adopté pour supputer les usures chez toutes les populations grecques. Ce mode de calcul passa à Rome, et au temps de Cicéron il est employé couramment comme plus pratique que le calcul national. En conséquence, le nombre de cent fut pris comme type de capital et les intérêts furent calculés par centièmes payables mensuellement.

L'intérêt de 12 pour 100 admis dans la pratique pénétra dans les lois. Un sénatus-consulte de l'an 701 de Rome porta le taux légal à 12 p. 100 par an. Ce taux fut désormais transmis d'édit en édit jusqu'aux derniers temps de l'empire.

« *Interim quum ego in edicto translatitio centesimas me ob-*
 « *servaturum haberem cum anatocismo anniversario, ille ex*
 « *syngrapha postulabat quaternas. Quid ais ? inquam. Pos-*
 « *sum ne contra meum edictum ?* » J'avais fixé dans mon édit comme d'autres gouverneurs l'intérêt de l'argent à 1 pour 100 par mois en ajoutant au bout de l'année l'in-

térêt au principal, disait Cicéron dans une lettre qu'il écrivait à Atticus en l'an 704, alors qu'il était gouverneur de la province de Cilicie.

Et plus loin dans la même lettre à Atticus : « *Habes meam causam, dit-il, quæ in Bruto non probatur, nescio, cur illum amemus : sed avunculo ejus certe probabitur, præsertim quum senatus-consultum modo factum sit.... in creditorum causâ, ut centesimæ perpetuo fœnore ducerentur* » (1).

La *centesima usura* supposait un règlement mensuel ; c'est pourquoi, à l'imitation des Grecs qui tenaient des registres appelés éphémérides, les Romains eurent le *Calendarium*, livre de compte mensuel sur lequel ils mentionnaient les échéances des intérêts des sommes prêtées ou empruntées. (Fr. 41, D. *de rebus cred.* XII, 1). L'usage était en effet d'acquitter les *usurae* aux calendes. Ce registre des échéances devait être distinct des *adversaria* et du *Codex accepti et depensi* ou *nomina transcriptitia* que les pères de famille étaient dans l'habitude de rédiger. La tenue du *Calendarium* était confiée souvent soit à un esclave qui était chargé aussi de prêter ou d'exiger l'argent à lui confié, soit à un fils de famille.

Les villes municipales possédaient comme les particuliers des capitaux qu'ils plaçaient à intérêt et dont les échéances étaient constatées par un registre spécial appelé également *calendarium*. A la gestion des deniers communaux était préposé un magistrat nommé parfois *quaestor*, ou *logista*, ou *curator calendarii* qui prêtait à ses

risques et périls les deniers communaux. L'usage du *calendarium* était devenu courant (1) ; cependant l'ancien usage romain de liquider les intérêts par an ne fut pas entièrement aboli et la centésime ne se payait souvent qu'à la fin de l'année.

Le taux de 12 pour 100 par an demeura le taux légal. Il survécut aux dernières guerres civiles, aux crises financières et aux orages de la politique. On le retrouve en vigueur sous Néron, Trajan, au temps du jurisconsulte Paul et sous Dioclétien.

Les empereurs en effet respectèrent presque toujours cette limitation de l'intérêt de 12 p. 100, la *centesima usura* étant acceptée par l'opinion publique, c'est ainsi que les décrets de Néron, de Trajan en l'an 98 (2), de Dioclétien rappelaient à l'observation du Sénatus-Consulte bien plus qu'ils n'innovaient (3).

Constantin maintint également le taux antérieur « *et regulariter ex Constantini M. constitutione, fœneratores pro pecunia singulas tantum centesimas accipere potuere* » (4). Cela s'entend de l'intérêt mensuel, 12 p. 100 était donc l'intérêt légal.

Cependant le taux de 12 p. 100 n'était pas une règle absolument fixe et invariable, il variait suivant les circonstances : ainsi à l'époque des élections il montait par-

1. Daremberg et Saglio. *Dictionnaire des antiquités grecq. et rom.* page 822.

2. Plinius, l. X, épît. 62. « Si ad annos, ut hodie computes, centesima est quæ duodecim annua in centum præstat ».

3. *Const.* 8, C. *si certum petat*.

4. L. 2 *Cod. Theod.* L. II, t. 33.

fois de quatre pour cent à huit pour cent, quand la bri-gue électorale et les dépenses des candidats rendaient la demande plus forte (1).

En fait, si certains créanciers se contentaient de la *centesima usura* et même des *semines usuræ*, c'est-à-dire 6 0/0, certains autres montraient un amour du gain, une rapacité, un culte de la richesse poussé jusqu'au suprême degré. C'est ainsi que l'on vit des hommes jouissant du plus grand renom d'austérité et de vertu parmi les anciens se livrer à tous les excès de l'usure et du trafic de l'argent.

Nous avons déjà montré Caton l'ancien, le vertueux Caton, qui assimilait nettement le prêt à intérêt au meurtre (2), prêtant ses capitaux à des taux fabuleux à d'innombrables emprunteurs qu'il pressurait ensuite sans pitié. Sénèque prêchait en philosophe le mépris des richesses, pendant qu'il épuisait la Bretagne par ses usures (3).

Le grand Pompée lui-même, le chef de l'ordre équestre, se servait d'un prête-nom pour pressurer les peuples et les rois qui lui devaient leur couronne, usant de ses armes et de son autorité pour trafiquer dans tout l'Orient avec les villes obligées de lui emprunter et surtout de lui rendre ses millions augmentés d'énormes intérêts (4). L'usure de Brutus était encore plus monstrueuse. Il disputait à Pompée le malheureux Ariobarzane comme une proie à dévorer ; en six mois, il tira de lui cent talents

1. Emile Belot, *Histoire des chevaliers romains*, p. 154.

2. Cicéron, *de officiis*. II, 1.

3. Dion Casius. LXII, 2. Valère Maxime, IV, VIII, 2.

4. E. Belot, *Hist. des chevaliers*, loc. cit.

(550.000 fr.) pour un prêt plus de moitié moindre que celui pour lequel Pompée en exigea deux cents (1.100000 fr.) (1).

En l'an 56 av. J.-C. les habitants de Salamine, écrasés d'impôts et de contributions, envoyèrent des délégués à Rome pour y contracter un emprunt. Or il était défendu aux provinciaux de venir emprunter à Rome (2), les spéculateurs romains s'étant réservé les bénéfices du commerce de l'argent entre Rome et les provinces ; mais Brutus ayant des fonds à placer et comptant sur son influence au Sénat, fit offrir de l'argent à 4 0/0 par mois, soit 48 0/0 par an (*quaternis centesimis*) aux malheureux grecs de Salamine qui acceptèrent ; puis il fit rendre plusieurs sénatus-consultes qui lui permirent de poursuivre le recouvrement de sa créance. Les Salaminiens ne payant pas, Brutus fit assiéger par Scaptius son agent ou plutôt son limier, dans la salle de leurs délibérations, les sénateurs de Salamine, les y cernant avec une troupe de cavaliers et dans cette nouvelle espèce de siège, laissant mourir de faim cinq sénateurs (3).

Casius, Antoine, Sylla et bien d'autres prêtaient également à 48 et même à 70 0/0, Verrès plaçait ses capitaux en Sicile à 24 0/0.

C'était dans les provinces bien plus qu'à Rome et dans l'Italie que le fléau de l'usure exerçait ses ravages.

Les trafiquants d'argent y abondaient en effet. On y voyait

1. Cicéron, *ad atticum* VI, 1.

2. En 685-69, la loi Gabinia défendit aux provinciaux d'emprunter à Rome et annulait tous les engagements qui y seraient contractés par eux.

3. Cicéron, *ad atticum* VI, 2. — Emile Belot, *Histoire des chevaliers romains*, t. II, p. 156.

de simples soldats dans les pays qu'ils occupaient où qu'ils étaient en train de conquérir se faire usuriers avec l'argent dont ils avaient garni leur ceinture au départ et pendant leur séjour, et spéculer lorsque le service leur en laissait le loisir.

Mais aucune province ne fut plus exploitée par les rapaces dominateurs que la riche province d'Asie. Là le banquier se faisait le complice des passions du magistrat qui portait l'épée et celui-ci en retour lui prêtait main-forte contre ses débiteurs.

Plutarque nous rapporte que lorsque Lucullus commandait l'armée d'Asie contre Mithridate en 684 de Rome, il trouva la province en proie aux exactions usuraires des chevaliers adjudicataires de la ferme des impôts ; ennemi de la puissance politique de ces derniers, il saisit cette occasion de frapper en eux l'usure qui les enrichissait et de se rendre agréable aux populations d'Asie ; il établit que le taux des intérêts ne dépasserait pas le centésime, c'est-à-dire le 1 0/0 par mois, et qu'ils s'arrêteraient lorsqu'ils auraient atteint le sort principal. C'est le premier témoignage que nous ayons sur le taux légal de 12 0/0 (1). Les questeurs, entre autres C. Malleolus, partant de Rome pour la Cilicie, réalisaient toute leur fortune pour la placer à gros intérêts, se faisant signer des billets par leurs administrés.

Des proconsuls firent même la banque avec les fonds de leur Caisse militaire et nous voyons Cicéron accusant Verrès d'avoir fait valoir à son profit l'argent de la République et d'en avoir tiré 24 0/0.

1. Plutarque. *Vie de Lucullus*, trad. Amyot, n° 35.

Nous avons donné une idée des procédés auxquels recouraient certains grands personnages : Les faits du même genre sont très nombreux dans l'histoire romaine, on n'avait même pas recours à la dissimulation ou la fraude pour se soustraire aux lois (1).

Mais reprenons l'historique de la législation concernant le prêt à intérêt. Durant la période de guerres civiles qui précède l'empire, le besoin de se concilier la faveur du peuple obligea les chefs de parti à prendre des mesures favorables aux débiteurs. Sylla permit de payer les dettes avec les terres engagées pour garantir celles-ci ; or ces terres étaient très dépréciées et les créanciers devaient les prendre pour leur prix d'avant la guerre.

Plus tard on demanda à César l'abolition des dettes, mais il n'osa pas aller jusque là et en 706-48, il ordonna une liquidation des dettes par des *mensarii* chargés de faire des avances avec les fonds de l'Etat ou de contraindre les créanciers à recevoir en paiement les biens de leurs débiteurs, suivant une estimation équitablement faite (2).

§ VII. De la loi Julia de cessione bonorum.

La loi Julia, rendue sous César ou sous Auguste, eut pour objet de réglementer la *bonorum cessio*, elle paraît même l'avoir créée, car nous trouvons au Code Théodosien un titre dont la rubrique est ainsi conçue : « *Qui bonis ex lege*

1. Voir 3 lettres curieuses de Cicéron à Attius, V. 21, VI, 1 et 2.

2. E. Belot. *Hist. des Chevaliers*, II, p. 152.

Julia cedere possunt » IV, 20 C. D'après la loi Julia, le débiteur avait le droit d'éviter les effets de la déconfiture et plus particulièrement l'infamie et la prison en faisant à son créancier l'abandon de tous ses biens (1). La cession portait sur l'ensemble du patrimoine, et elle donnait lieu à une *missio in possessionem* suivie d'une *bonorum venditio* (2).

Applicable d'abord seulement à l'Italie, la loi Julia fut étendue aux provinces par des constitutions impériales (3).

Les avantages de la *cessio bonorum* étaient les suivants : 1° les créanciers ne pourront pas recourir aux voies d'exécution sur la personne ; 2° le débiteur insolvable n'encourra pas l'infamie ; 3° Si après la vente en masse, conséquence de la cession de biens, le débiteur insolvable acquiert un nouveau patrimoine, il jouira de l'exception *in id quod facere potest* pour les dettes antérieures à la cession de biens.

La *bonorum cessio* n'était permise qu'à un débiteur condamné ou *in jure confessus* (4). Cette restriction s'explique par le but de la *bonorum cessio* qui était de soustraire le débiteur à l'exécution sur la personne, exécution qui n'est possible que dans ces deux cas. Un texte contraire d'Ulpien (L. 8, D. *de cess. bon.*), paraît avoir été interpolé par les rédacteurs du Digeste.

Comment se réalisait la cession de biens ? L'initiative de cette cession appartenait au débiteur, l'autorité judiciaire ne pouvait l'imposer, et le débiteur pouvait même

1. L. 1. C. VII, 71. — L. 11. C. II, 12.

2. Gaius, C. III, § 78. — L. 11. C. II, 12.

3. L. 4. C. *qui bon. ced. poss.* VII, 71. — L. 26. C. *de usuris*, IV, 32.

4. L. 1. C. *qui bon. ced. poss.* VII, 71.

déclarer renoncer à ce bénéfice après l'avoir demandé et obtenu (fr. 3 et 5 D. XLII, 3).

La *bonorum cessio* fut entourée au début de certaines formalités et rites solennels ainsi qu'il résulte de la Const. 6 *qui bon. ced.* Mais Théodose, en 386, supprima les rites symboliques et Justinien dispensa même d'une déclaration en justice : *Bonis cedi non tantum in jure, sed etiam extra jus potest. Et sufficit, et per nuncium vel per epistolam id declarari* (Marcianus, L. 9. C. de cess. bonor.)

Malgré la cession de biens, le créancier devait solliciter du prêteur l'envoi en possession (1) : *Si vivi bona veniant jubet ea prætor per dies continuos 30 possideri tum proscribi.*

Le débiteur ne se libère pas par le seul fait de la *bonorum cessio* (2), mais il pourra faire cesser de nouvelles poursuites par l'exception *nisi bonis cesserit* (3), quand il n'aura pas acquis de nouveaux biens. S'il en avait acquis, il jouira du bénéfice de compétence, mais il est évident que cette exception n'était pas opposable aux créanciers postérieurs à la cession.

Si le débiteur revient à meilleure fortune, il peut se dégager de la *bonorum cessio* qu'il avait consentie ; celle-ci en effet ne devient définitive que par la vente *venditio aut distractio* ; elle ne conférait pas en effet aux créanciers la propriété des biens du débiteur, et c'est surtout en cela que la *bonorum cessio* différait de la *datio in solutum*. Tant qu'ils ne sont pas vendus, le débiteur peut reprendre ses

1. Gaius Comm. III, § 79.

2. L. 1. C. *qui bon. ad poss.*, VII, 71.

3. LL. 4 et 6. D. *de cessione bon.* XLII, 3.

biens à la condition toutefois de désintéresser ses créanciers (1).

La bonne foi est-elle nécessaire au débiteur pour qu'il puisse recourir à la cession de biens ?

Dans une première doctrine, la cession de biens ne serait autorisée que pour les débiteurs malheureux et de bonne foi. A l'appui de ce système on invoque la constit. 1 au Code Théodos. *Qui ex. leg. Jul.* IV, 20 qui refuse nettement la cession de biens aux débiteurs de mauvaise foi, mais cette constitution n'a trait qu'aux débiteurs du fisc, de plus elle est du VI^e siècle et elle a pu ne statuer que pour son époque. Les partisans de l'affirmative s'appuient encore sur un passage d'Aulu-Gelle dans lequel le jurisconsulte Sextius Cécilius dit « *addicti nunc et multos vinciri videmus* » (2) et ils concluent de ce texte, qui n'est pas spécial aux débiteurs du fisc, que seuls les débiteurs de bonne foi étaient admis à la cession, car sans cette restriction on ne s'expliquerait pas la persistance de la contrainte personnelle.

Or on peut expliquer facilement que la procédure ordinaire soit maintenue ; on peut supposer, en effet, que le débiteur se fait des illusions ou espère arrêter les poursuites, puis la *missio in bona* étant obtenue, il sera trop tard pour opérer la cession de biens. On peut encore observer que la contrainte par corps dont parle Aulu-Gelle ne s'exerçait pas nécessairement sur les débiteurs de mauvaise foi, mais sur des débiteurs qui ne possédant rien ne pouvaient recourir à la *bonorum cessio*. Enfin la loi 27

1. CC. 2 et 4, C. *qui bon. ad. poss.* VII, 71.

2. Nuits attiques, XX, 1.

§ 7 D. *Qui in fraud. Cred* XLII, 8, prive de la *bonorum cessio* celui dont les biens ont été vendus et qui a dissipé ceux qu'il a acquis depuis ; elle donne contre lui l'action paulienne *non propter emolumentum actionis, sed propter pœnam*. Contre tous ces débiteurs, on continuera à exercer la contrainte par corps dont nous parle Sextius Cécilius.

Les partisans de la négative observent avec raison que les textes de l'époque classique semblent accorder cette faculté de la cession de biens d'une manière générale. Si une distinction de cette importance avait existé, elle aurait figuré dans le recueil de Justinien, or on n'en trouve aucune trace dans le *corpus*. On peut encore invoquer la *novelle* 135 qui, distinguant entre le débiteur simplement malheureux et le débiteur de mauvaise foi, fait une situation plus favorable au premier ; elle va même jusqu'à le dispenser de la *cessio*, sous la condition qu'il prête serment sur la Bible qu'il est sans ressources et qu'il a remis à ses créanciers tous les éléments de sa fortune. La cession de biens était donc bien un bénéfice commun à tous les débiteurs.

§ VIII. — *Du taux de l'intérêt sous l'Empire jusqu'à Justinien. Législation de Justinien.*

Sous l'Empire, la situation économique des Romains s'était considérablement améliorée, mais il faudrait bien se garder de croire que l'usure avait disparu et que la prospérité était générale.

La passion du luxe et des richesses avait augmenté au fur et à mesure que les anciennes vertus civiques étaient oubliées, et tous n'avaient plus qu'un but : augmenter leur fortune par n'importe quels moyens et satisfaire les jouissances matérielles.

Cependant, à partir d'Auguste, la situation des débiteurs alla en s'améliorant. L'*addictio*, que la loi *Pœtelia* avait laissé subsister, cessa d'atteindre le malheureux qui ne pouvait satisfaire à ses engagements. La loi *Julia* avait organisé la cession de biens qui permettait au débiteur d'éviter l'*addictio* et l'*infamie* qui résultait de la *venditio bonorum*. Après le triomphe d'Alexandre, Auguste avait fondé à Rome une banque de prêts gratuits (1). La législation ainsi amendée avait cessé d'exciter la colère du peuple, mais si l'usure ne fut plus un danger pour la paix publique, elle ne cessa jamais d'être un mal contre lequel tous les décrets demeurèrent impuissants.

Tibère, à son tour, fondait une institution qui devait avoir aussi les plus heureuses conséquences et qui ramena un moment la confiance et la prospérité ; il ouvrit sur son trésor particulier, une caisse de prêt hypothécaire gratuit, au capital de cent millions de sesterces. Cela permettait aux détenteurs d'immeubles de se procurer les capitaux dont ils avaient besoin, sans avoir recours à des aliénations désastreuses, la multiplicité des ventes ayant fait baisser considérablement le prix des immeubles. On pouvait emprunter à cette caisse une somme

quelconque sans intérêts pour trois ans, à la seule condition de donner hypothèque sur un immeuble de double valeur (1).

Le sénatus-consulte Macédonien, que nous étudierons plus loin, eut également des conséquences importantes, en enlevant à la profession d'usurier son principal aliment. L'action du créancier se trouvant à tout jamais paralysée, il rendit impossibles, ou tout au moins très-difficiles ces sortes de prêts où l'élévation des intérêts compensait les chances de recouvrement.

Plus tard, l'empereur Alexandre Sévère, dans le but de faire baisser le taux de l'intérêt et de soulager les familles pauvres, leur prêle de l'argent pour qu'elles puissent acheter des terres et n'exige que trois pour cent d'intérêts payables sur le produit des fonds (2). Mais toutes ces mesures laissaient intacte la législation précédente et ne changeaient rien à ses dispositions.

A l'époque où Justinien monta sur le trône, la misère n'avait pas disparu et les riches, pour satisfaire leur goût du luxe et des jouissances matérielles, continuaient à accabler les pauvres d'exactions sans mesure.

C'est pourquoi Justinien, se préoccupant avec raison de cette question de l'usure, qui de tout temps fut liée intimement à l'existence sociale de Rome, comprit la nécessité d'une réforme législative dans un sens favorable aux débiteurs.

Le taux de l'intérêt fut même un des points législatifs où l'esprit novateur de Justinien se donna le plus libre-

1. Tacite, *Annales*, VI, 16-17.

2. Duruy, *Hist. des Romains*, t. VI, pages 292.

ment carrière. Il ne craignit pas de s'attaquer à la centésime que les siècles avaient respectée ; il alla plus loin, il modifia les règles suivies jusqu'alors dans le calcul de la computation dupli, aggrava la prohibition de l'anatocisme, créa des catégories privilégiées de prêteurs et d'emprunteurs, en un mot transforma de fond en comble la législation.

Ce fut une pensée de protection qui dicta ces réformes ; une révolution économique s'était produite et le numéraire n'était plus rare comme aux temps tourmentés qui marquèrent la fin de la République. Le taux normal de l'intérêt était bien au-dessous de celui que la loi permettait encore ; il est vrai que bien des prêteurs peu scrupuleux profitaient de la tolérance légale pour continuer à pressurer leurs débiteurs, car l'usure est de tous les temps et de tous les pays.

Mais ce n'est pas dans la valeur de l'argent que Justilien chercha le principe de ses réformes ; il le prit dans la qualité des personnes, dans la situation plus ou moins élevée du prêteur et plus ou moins digne d'intérêt des emprunteurs.

Le taux de droit commun fixé à six pour cent (*dimidium centesimæ*) (1), mais à cette règle il apportait des exceptions nombreuses.

Pensant que les personnes d'un rang élevé devaient donner l'exemple du désintéressement, parce que leur haute situation leur prescrivait une plus grande délicatesse, il décida qu'elles ne pourraient prêter à un taux

1. L. 26. C. de *usuris*, IV, 32.

excédant quatre pour cent : *Idcoque jubemus illiustribus quidem personis sive eas præcedentibus, minime licere ultra tertiam partem centesimæ usurarum nomine in quocumque contractu vili vel maximo stipulari.*

Les commerçants, au contraire, pouvaient exiger le taux de huit pour cent par an, *usque ad bessem centimæ*, les profits qu'ils pouvaient tirer de leur argent étant plus considérables.

Justinien établit ensuite des dispositions spéciales en faveur de l'agriculture. Les promesses de la terre sont souvent menteuses et l'homme des champs les escompte trop facilement ; il est trop disposé à se procurer des avances au-dessus de ses facultés. Si la récolte trompe ses espérances, il ne peut servir les intérêts qu'il a promis et le créancier perdant patience, saisit les instruments de travail, les bestiaux et la terre. La culture est interrompue, les champs restent en jachère et la société, intéressée à la production individuelle, source du bien-être général, est atteinte elle-même par delà le laboureur imprévoyant qui a compromis étourdiment l'héritage qui lui était départi. Justinien chercha à entraver de pareils résultats et essaya d'y porter remède, mais les moyens qu'il employa lui firent dépasser le but qu'il s'était proposé, et il ne réussit qu'à porter atteinte au crédit agricole. Il décida que les prêts faits aux agriculteurs ne pourraient jamais excéder le taux de quatre pour cent et que si un prêteur le dépassait, il serait déchu du droit de réclamer même l'intérêt légitime.

Puis dans les nouvelles 32, 33 et 34, il établit que les prêts de denrées faits aux agriculteurs ne pourraient ja-

mais donner lieu qu'à un intérêt de huit pour cent ; en outre, si le cultivateur devenait insolvable et ne pouvait s'acquitter, on ne pouvait saisir ni ses charrues, ni son bétail, ni sa terre. Cette situation exceptionnelle eut pour résultat que les agriculteurs sans avances ne trouvaient plus de prêteurs et que les champs restaient sans culture.

En ce qui concernait le prêt maritime ou le *nauticum fœnus*, où jusqu'alors les intérêts pouvaient être aussi considérables que les parties le voulaient, Justinien décida qu'il ne pouvait comporter qu'un intérêt de 12 pour 100 : *In trajectiis autem contractibus vel specierum fœnori dationibus usque centesimam tantummodo licere stipulari, nec eam excedere, licet veteribus legibus hoc erat concessum* (1).

Mais cette prescription ne tarda pas à tomber en désuétude et les parties continuèrent à fixer librement le taux de l'intérêt dans le *nauticum fœnus*.

Lorsque le débiteur avait payé des intérêts supérieurs au taux permis il avait la *condictio indebiti*, pour répéter ce qu'il avait payé en trop (2). La seule sanction pénale était l'infamie.

L'intérêt de 12 0/0 fut dû de plein droit pour les capitaux compris dans une condamnation non exécutée au bout de quatre mois (3), alors que d'après la législation du Bas-Empire, les capitaux dus en vertu d'une condamnation qui n'avait pas été exécutée dans les deux mois, produisaient de plein droit un intérêt égal au double de la *centesima usura* (4).

1. I. 26 § 1. C. *de usuris*, IV, 32.

2. L. 20 et 29, D. *de usuris*, XXII, 1. — L. 26 § 1, C. *de usuris*, IV, 32.

3. L. 3, § 1, C. *de usuris rei judic.* VII, 54.

4. L. 2, C. *de usuris rei jud.* VII, 54.

En étudiant l'anatocisme, nous retrouvons encore un certain nombre de réformes opérées par Justinien.

Toutes ces dispositions étaient louables, mais elles ne réussirent pas à mettre un frein à la cupidité des riches, ni à atténuer la misère des pauvres. Il fallut l'intervention du christianisme, religion de charité et d'apaisement, pour faire cesser cet état de choses. La prohibition dont l'Eglise entoura le prêt au moyen-âge lui fut dictée par un esprit de réaction contre toutes les misères dont souffraient les emprunteurs à Rome et dans les provinces.

Dominé par les doctrines généreuses de l'Eglise, l'empereur Basile crut devoir, dans une pensée d'humanité, abolir le prêt à intérêt, mais son fils Léon le philosophe, comprenant que la prohibition absolue allait à l'encontre des malheureux qu'elle avait pour but de protéger, car les capitaux se cachaient, rétablit la législation de Justinien. Toutefois lorsque le christianisme se fut rendu complètement maître de la civilisation, le prêt à intérêt fut à nouveau prohibé sans distinction de taux.

DEUXIÈME PARTIE

Etude juridique sur le mutuum et la stipulation d'intérêts

§ 1^{er}. — *Comment la convention d'intérêts prend naissance.*

Le contrat de prêt à intérêt se présente dans la législation romaine d'abord sous la forme du *nexum* et ensuite

sous la forme du *mutuum*. Le *nexum* était un mode formaliste et symbolique auquel les Romains recouraient à l'origine, soit pour réaliser la transmission des immeubles, soit pour donner naissance à des obligations.

Varron le définissait d'après Mamilius : *Omnia quod per æs et librum geritur* (1). Festus et Cicéron en donnaient des définitions analogues. Le *nexum* était donc un acte solennel accompli en présence d'un *libripens pontifex* et de six témoins ; or on avait pris l'habitude, en accomplissant la solennité du pesage, de faire des déclarations accessoires qui permettaient aux parties, à la suite de la numération des espèces, de faire telles conventions accessoires qu'elles jugeaient utiles et ces conventions puisaient leur force dans le fait même du *nexum* et participaient à toutes les garanties qui pouvaient couvrir celui-ci. C'est ainsi qu'on convenait le plus souvent, en procédant à la remise d'un capital, que l'emprunteur fournirait des *operæ*, c'est-à-dire des services corporels jusqu'au moment où il aurait effectué le remboursement de ce qu'il avait reçu. Les anciens Romains réalisaient ainsi sous cette forme un véritable prêt à intérêt.

Le *nexum* disparut avec les actions de la loi. Il fut remplacé par le *mutuum* qui permit aux prêteurs de rendre un capital productif d'intérêt sans avoir recours aux anciennes formes symboliques.

Le *mutuum* est le contrat par lequel une personne transportait à une autre la propriété de *res quæ pondere, numero mensuræ constant*, l'emprunteur s'engageant à ren-

1. Varron, de *ling. lat.* VIII, § 105, p. 161.

2. Cicéron de *orat.* III, § 40.

dre à une époque déterminée des choses de même espèce, quantité et qualité. --- Il y avait donc une aliénation de la part du prêteur : le *mutuum*, en effet, était un contrat qui se formait *re*, c'est-à-dire par la tradition de la chose prêtée et l'action à laquelle il donnait lieu était la *condictio certi*. Mais c'était en outre un contrat *stricti juris* qui n'obligeait l'emprunteur que dans la limite de ce qu'il avait reçu. Par conséquent, en vertu du *mutuum*, le prêteur ne pouvait obtenir des intérêts, il fallait une convention spéciale pour que le prêteur pût exiger plus qu'il n'avait donné.

La convention d'intérêt se formait au moyen d'une stipulation, elle donnait naissance à une nouvelle obligation qui ne se confondait pas avec l'obligation dérivant du *mutuum*. Deux actions distinctes en effet garantissaient le remboursement du capital et des intérêts : le prêteur avait à sa disposition la *condictio ex mutuo* et la *condictio ex stipulatu*.

Toutefois, afin de permettre au prêteur de poursuivre le paiement du capital et des intérêts par une seule et même *actio*, on ajoutait au *mutuum* une stipulation de la somme prêtée. Le créancier, grâce à cette stipulation, n'avait pas à prouver qu'il avait transféré la propriété des écus prêtés, preuve toujours difficile à faire. Il est vrai que le débiteur, en opposant l'exception *non numeratæ pecuniæ*, pouvait remettre la preuve à la charge du créancier, mais cette preuve de la *numeratio nummorum* était plus facile à faire que celle de la *datio*. Mais qu'il y ait deux *condictiones* ou une *condictio* unique, elle sera toujours *certi* quant au capital et *incerti* quant aux intérêts dont la

quotité ne peut être fixée par avance. *Qui sortem et usuras stipulatur, certum et incertum stipulatu videtur, et tot stipulationes sunt, quot res sunt* (1).

Voyons maintenant si la convention d'intérêts était valable, quand, au lieu de résulter d'une stipulation, elle dérivait d'un simple pacte. Le prêteur pouvait-il convenir par pacte qu'un capital donné en *mutuum* produirait des intérêts ? Il faut répondre négativement, car il est de principe en droit romain, qu'un pacte ne peut engendrer une action : *Nuda pactio non parit actionem, sed parit exceptionem* (2). Seuls les pactes joints *in continenti* à un contrat de bonne foi peuvent produire un effet ; s'ils interviennent *ex intervallo*, ils ne font plus corps avec le contrat principal, fût-il de bonne foi ; ils ne sont plus garantis par l'action de ce contrat et ne donnent naissance qu'à une obligation naturelle.

Quant aux pactes joints à un contrat *stricti juris*, ils ne donnaient jamais lieu à une action, mais seulement à une exception, cela paraît résulter *a contrario* d'une constitution de Maximilien : *In bonæ fidei contractibus, ita deum ex pacto actio competit, si in continenti fiat ; nam quod postea placuit ; id non petitionem, sed exceptionem parit* (3).

Voyons maintenant quel effet peut produire un pacte joint à un *mutuum*.

Il est certain que l'adjonction d'un pacte était impuissante à rendre le *mutuum* productif d'intérêts. L'obligation résultant du *mutuum* étant une obligation de rendre,

1. L. 75, § 9, D. XLV, I.

2. L. 7, § 4, D. *de pactis*, II, 14.

3. 13, C. *de pactis*, II, 13.

jamais elle ne pourra excéder ce qui a été fourni ; en conséquence, le pacte joint au *mutuum*¹ qui aurait pour objet d'augmenter l'obligation primitive, doit être considéré comme sans effet. Si au contraire le pacte était intervenu *ad minuendam obligationem*, alors il produisait son effet aussi bien dans les contrats de droit strict que dans les contrats de bonne foi.

Ce système n'avait pas toujours été admis unanimement par les jurisconsultes, mais il avait fini par triompher (1). La règle que le pacte était impuissant à transformer un *mutuum* en prêt à intérêt, avait reçu de nombreuses exceptions que nous allons passer en revue.

Dans le *nauticum fœnus*, les intérêts pouvaient résulter d'un simple pacte : « *Si dederò decem trajectitia, ut salva nave sortem cum certis usuris recipiam, dicendum est, posse me sortem cum usuris recipere* » (2). Cette dérogation avait été admise à cause du caractère aléatoire du prêt maritime ; pour le même motif le taux de l'intérêt fut toujours libre, Justinien voulut le limiter à 12 0/0, mais cette règle ne tarda pas à tomber en désuétude.

L'exception admise en faveur du *nauticum fœnus* fut étendue à tous les contrats qui pouvaient faire courir un risque au prêteur (3), comme dans l'antichrèse, par exemple.

Les intérêts pouvaient encore résulter d'un simple pacte, quand le prêt avait pour objet des choses fongibles. « *Frumenti, vel hordei mutuo dati accessio, etiam ex*

1. L. 11, 40, D. *de rebus creditis*, XII, 1.

2. L. 7, D. *de naut. fœn.* XXII, 2.

3. L. 5 § 1, D. *de naut. fœn.* XXII, 2.

nudo pacto præstanda est » (1). M. de Savigny trouve la cause de la différence qui existait entre le prêt d'argent et le prêt de denrées quand aux intérêts, dans le système même de la procédure. L'action, dit-il, qui assure le prêt d'argent est la *condictio certi* et dans la formule la *condemnatio* mentionne une somme déterminée pareille à celle qui était indiquée dans l'*intentio* et que le juge devra consacrer dans sa décision. Lorsqu'il s'agit d'un prêt de denrées, au contraire, la *condemnatio* est *incerta* en ce sens qu'elle doit être pécuniaire et que le juge aura par suite à la déterminer. Le juge ici a le droit d'apprécier la valeur de la chose prêtée, il pourra donc, sans violer les règles de la procédure formulaire, adjuger au prêteur les intérêts qu'il jugera convenables (2).

Un simple pacte suffisait encore pour faire produire des intérêts aux sommes prêtées par les villes et par le fisc (3) et en faveur du fisc, on supposait même que le pacte était toujours intervenu (4).

Un simple pacte pouvait également faire produire des intérêts aux prêts faits par les communautés.

Justinien concéda la même faveur aux prêts faits par les *argentarii* et aux prêts faits par les banques de Constantinople (5).

Dans toutes les hypothèses, le créancier avait à sa disposition, l'action afférente à tous les pactes reconnus par

1. L. 12, C. *de usuris*, IV, 32.

2. De Savigny, t. VI, p. 268.

3. LL. 30 et 43, D. *de usuris*. — L. 3, C. *de usuris*.

4. L. 6. D. *de jure fisci*, XLIX, 14.

5. Just. Novel. 136, cap. 4.

la loi, la *condictio ex lege*. En dehors de ces cas, le simple pacte produisait seulement une obligation naturelle opposable par voie d'exception. Le créancier pouvait s'en prévaloir par exemple lorsqu'il se trouvait en possession d'un gage au moment de la convention d'intérêts : *Per retentionem pignoris usuras servari posse de quibus præstandis convenit* (1).

§ II. — Preuve de la convention d'intérêts.

La charge de la preuve en droit romain incombait à celui qui prétendait faire valoir un droit. Lorsqu'il s'agissait d'une convention d'intérêts dont le créancier poursuivait l'exécution en justice, était-il nécessaire que la preuve résultât d'un écrit ? Il résulte de la loi 1, au Code *De usuris*, que cela n'était pas indispensable : « *Si interrogatione præcedente promissio usurarum recta facta probetur, licet instrumento conscripta non sit, tamen optimo jure debentur.* »

Cependant les prêteurs prenaient le plus souvent la précaution de faire constater par certains écrits appelés *instrumenta*, la numération des deniers ainsi que la convention d'intérêts ; l'obligation du prêteur se trouvait ainsi rigoureusement fixée.

La constatation par écrit se faisait au moyen de l'inscription sur le Codex ou les *tabulæ*, sorte de registres que chaque citoyen romain tenait avec une grande régularité

1. L. 4, C. *de usuris*.

et où il avait l'habitude d'inscrire journallement ses recettes et ses dépenses. L'inscription ne créait pas l'obligation, elle n'était qu'un moyen de preuve : *Arcaria nomina*, dit Gaïus, *nullam facere obligationem, sed obligationis factæ testimonium præbere* (1).

L'écrit était donc le moyen de preuve le plus répandu et le plus habituel, mais la convention d'intérêts pouvait résulter également de l'aveu du débiteur ou même être établie par témoins : « *Adhiberi quoque testes possunt, non solum in criminalibus causis, sed etiam in pecuniariis litibus sicubi res postulat* » (2).

Quelquefois le prêteur avait à prouver non seulement la convention d'intérêts, mais encore la numération des espèces, lorsque par exemple le débiteur invoquait l'exception *non numeratæ pecuniæ*, mais cette exception devait être opposée, avant Justinien, dans le délai d'un an et à partir de cet empereur, dans le délai de deux ans.

Dans tous les cas, le créancier était tenu de prouver que le taux de l'intérêt avait été convenu.

§ III. — Capacité en matière de prêt d'argent.

La capacité juridique exigée ici était la même que celle requise dans les contrats en général. La convention avait en effet pour résultat de produire l'aliénation d'un capi-

1. Gaïus. *Comm.* III.

2. L. 1, D. *de testibus*, XXII, 5.

tal et l'engagement de restituer la chose reçue avec augmentation d'intérêt.

Aussi le pupille placé sous l'*auctoritas tutoris* ne pouvait faire un prêt, ni recevoir une somme à titre de prêt sans l'intervention de son tuteur; car d'une part il ne pouvait pas lui-même consentir l'aliénation des deniers qui lui appartenaient et d'autre part il ne pouvait rendre sa condition pire, en réalisant un emprunt, sans l'intervention de son tuteur. *Si mutuum pecuniam sine tutoris auctoritate alieni dederit (pupillus) non contrahit obligationem* (1). Si donc un pupille avait consenti un prêt, celui-ci devait être considéré comme non avenu, tant à son profit que contre lui, et il conservait la ressource de rentrer en possession de ses deniers par la revendication ou par l'action *ad exhibendum*.

En ce qui concerne les personnes *alieni juris*, le prêt d'argent présentait une particularité remarquable. Le sénatus-consulte Macédonien décidait en effet que le prêt d'argent fait à un fils de famille, quels que soient son âge et son état, ne produira pas d'obligation civile. Justinien nous dit que ce sénatus-consulte avait eu pour but d'empêcher qu'un fils de famille ne fût tenté de précipiter la mort de son père pour se soustraire aux exigences de ses créanciers. (Inst. IV, VIII, 7.)

Le demandeur qui réclamait en justice le remboursement d'un prêt fait à un fils de famille pouvait être repoussé par l'exception *senatus-consulti Macedoniani* mais il fallait qu'il y eût eu réellement prêt d'argent et

1. *Institutes*, liv. II.

que l'emprunteur eût été sous puissance paternelle au moment où le prêt avait été réalisé.

L'exception du sénatus-consulte appartenait au fils de famille même devenu *sui juris*, au père du fils de famille, aux héritiers du père et du fils et à tous ceux qui avaient cautionné la dette. Elle pouvait être opposée même après le jugement, et elle anéantissait pour toujours les droits du prêteur. Elle laissait subsister toujours une obligation naturelle qui empêchait la *condictio indebiti* dans le cas où le remboursement du prêt aurait eu lieu.

Le bénéfice du sénatus-consulte Macédonien était refusé au fils de famille s'il s'était fait passer frauduleusement pour *sui juris*, s'il avait reconnu la dette après être devenu *sui juris* ou encore si l'emprunt avait été contracté dans le but d'éteindre une dette antérieure légitimement contractée.

Enfin lorsque le fils de famille avait un pécule *castrense* ou *quasi-castrense*, il se trouvait obligé jusqu'à concurrence de ces pécules (1). Quoique le S. C. Macédonien refuse toute action au créancier, le prêt n'était pas nul *ipso jure* et la nullité ne pouvait être opposée que par voie d'exception.

Avant de terminer les incapacités qui se rencontraient en matière de prêt d'argent, nous trouvons une incapacité relative qui empêchait les gouverneurs de province et les personnes de leur entourage de se livrer au commerce de l'argent dans le ressort de leur administration. *Principalibus constitutionibus, cavetur ne hi qui provinciam regunt,*

1. L. 1 § 3, D. de S. C. Macéd.

quive circa eos sunt, negotientur, mutuamve pecuniam dent, fœnus ve exerceant » (1). Les règles d'une bonne administration suffisent à expliquer cette mesure.

§ IV. — *De l'anatocisme.*

L'anatocisme est une convention dangereuse en ce sens qu'elle fait grossir en très peu de temps la dette, amenant ainsi presque inévitablement la ruine du débiteur. Aussi tous les législateurs qui ont cherché à lutter contre l'usure se sont-ils toujours attaqués à l'anatocisme.

A Rome, on n'est pas d'accord sur l'époque à laquelle remonte la prohibition. Dans une première opinion, on soutient que c'est la loi des XII Tables qui défendit pour la première fois la convention d'anatocisme. On s'appuie sur le texte de la loi 28 au Code *de usuris* qui, en prohibant l'anatocisme, se réfère à quelques lois anciennes : *et veteribus quidem legibus constitutum fuerat*. Ces *veteres leges*, dit-on, devaient être contemporaines de la loi des XII tables, et peut-être même étaient-elles une disposition de cette loi.

Dans une seconde opinion, que nous croyons plus fondée, on soutient que l'anatocisme était permis jusqu'au sénatus-consulte de l'an 703 ; rien en effet ne nous autorise à croire que les *veteres leges*, dont parle la loi 28, soient contemporaines de la loi des décemvirs. On fait re-

1. L. 33, D. *de rebus credit.*

marquer ensuite que les textes nous parlent d'une institution appelée *versura*, qui, probablement, n'était rien autre chose que l'anatocisme. Enfin, on voit souvent des intérêts convertis en capital et produisant eux-mêmes des intérêts.

Quoi qu'il en soit, il est certain que l'anatocisme était permis vers la fin de la République, car nous avons vu que Cicéron écrivait à Atticus, alors qu'il était gouverneur de la province de Cilicie, qu'il avait autorisé dans son édit à joindre au capital l'intérêt échu de l'année : « *Cum anatocismo anniversario* » (1). Or il devait en être de même à Rome, l'édit du préteur de Rome servant de modèle aux préteurs de province. Mais vers la même époque (703 ou 704 de Rome) un sénatus-consulte vint prohiber l'usage de l'anatocisme, en statuant *ut centesima perpetuo fœnore ducerentur*.

Depuis cette époque, l'anatocisme fut toujours prohibé, mais cette prohibition fut constamment violée ainsi qu'il résulte de nombreux textes (2) et constamment aussi elle fut renouvelée par les empereurs. Dioclétien alla jusqu'à noter d'infamie ceux qui percevraient l'intérêt des intérêts.

Justinien se montra plus sévère encore ; pour rendre impossible les violations continuelles de la loi, il décida que l'anatocisme ne pourrait être stipulé ou exigé de quelque personne et de quelque manière que ce soit (3).

Puis il statuait que les intérêts échus ne pourraient

1. Cicéron, *ad atticum*, V, 21.

2. L. 3, C. *de usuris rei jud.* VII, 54.

3. L. 28, C. *de usuris*.

être capitalisés, « de façon, disait-il, que les intérêts restent toujours intérêts et ne puissent jamais être transformés en capital ».

Jusqu'alors la prohibition n'était pas absolue, il fallait distinguer; on ne pouvait stipuler valablement les intérêts des intérêts non encore échus, mais il était permis d'ajouter les intérêts échus au capital et de les rendre ainsi eux-mêmes productifs d'intérêts. Justinien étendit la prohibition même aux intérêts échus. Le débiteur qui avait souscrit un engagement de cette nature n'était pas tenu de l'exécuter (L. 29, D. XXII, 1). S'il avait cru devoir remplir son engagement, il pouvait agir en répétition (L. 26 § 1, D. XII, 6), et le créancier qui s'était permis de transgresser la loi était noté d'infamie (L. 20, C. II, 12).

Justinien défendit également aux créanciers de demander des intérêts qui par leur accumulation feraient plus que doubler le capital; les intérêts tant ceux dus que payés, ne pouvaient jamais dépasser le capital, ce qui évidemment était exagéré (1). Dans le droit classique au contraire, les intérêts ne cessaient de courir que lorsqu'ils atteignaient le capital, mais cette règle ne concernait que les intérêts actuellement dus et non ceux payés antérieurement, il suffisait donc aux créanciers d'user d'un peu de diligence pour ne pas laisser les intérêts dus égaler le capital (2).

En établissant cette dernière disposition, Justinien se trompait et réalisait un but tout autre que celui qu'il avait souhaité, car redoutant les effets d'une pareille dis-

1. Nouvelles 121 et 138.

2. L. 26 § 1, *de condict. ind.* XII, 6.

position, les créanciers poursuivaient le remboursement de leurs capitaux avec plus de rigueur, Justinien, en fait, portait préjudice aux débiteurs qu'il voulait protéger.

La défense de l'anatocisme était donc absolue sous Justinien. Si dans quelques cas, des exceptions paraissent avoir été admises, on peut voir, en examinant bien les hypothèses, que ce ne sont pas de vraies exceptions à la règle.

Ainsi, il y a une loi qui décide que le tuteur qui aura détourné à son profit les intérêts perçus sur le débiteur du pupille, devra les intérêts de ces intérêts (1). A première vue, il semble qu'il y a anatocisme, il n'en est rien cependant. Les intérêts du pupille perçus par le tuteur constituent, en effet, par rapport à ce dernier, un vrai capital, une somme dont il se trouve constitué débiteur. C'est comme s'il avait emprunté au pupille les intérêts qu'il a employés à son profit. Il en est de même dans le cas où un mandataire aurait diverti les intérêts qu'il avait touchés pour le mandant (2). Dans ces cas et dans les autres pareils, il y a un changement dans la cause de la créance, l'ancienne créance d'intérêts se trouve transformée en une vraie créance de capital.

§ V. — *Conséquences de la stipulation d'intérêts usuraires.*

La peine du quadruple était prononcée par la loi des

1. L. 7 § 1, D. *de adm. et per. tut.* XXVI, 72. — L. 58 § 1 et 4, *id.* XXVI, 7.

2. L. 10 § 3, D. XVII, 1.

XII tables contre le prêteur qui dépassait le taux fixé par cette loi, ainsi que nous l'avons vu plus haut.

Une loi Marcia *de usuris reddendis*, qui paraît appartenir à l'an de Rome 403, vint renouveler la disposition de la loi des XII Tables établissant la peine du quadruple contre celui qui avait exigé des intérêts usuraires.

La loi Marcia est citée par Gaius notamment comme l'une des applications de la *manus injectio pura* : *Item lex Marcia adversus feneratores, ut si usuras exegissent, de his reddendis per manus injectionem cum eis ageretur* (1).

Elle est mentionnée également dans le fragment de Caton l'ancien (*de re rusticâ proœmium*), que nous avons cité plus haut, et dans pseudo-Asconius (*Divin. in Cæc.* 7) : « Si a quadruplatoribus] quadruplatores delatores
« *erant criminum publicorum, in qua re quartam partem*
« *de proscriptorum bonis, quos detulerunt, consequenceban-*
« *tur.. Alii dicunt quadruplatores esse eorum reorum accu-*
« *satores, qui convicti quadrupli damnari soleant, aut aleæ,*
« *aut pecuniæ gravicricus usuris feneratæ quam pro... aut*
« *ejusmodi aliorum criminum* » (2).

Sous le nom d'*usuræ*, la loi Marcia visait-elle les intérêts dans un sens général ? Je crois qu'il faut décider qu'elle ne s'appliquait qu'aux intérêts usuraires (3). Le sens de la loi devait être le suivant : si des intérêts usuraires ont été payés, ils doivent être restitués au quadruple. Dans ce cas la situation étant très rigoureuse, la *manus injectio*

1. Gaius, IV, 23. *Comment.*

2. Tome 5, part. 2, p. 110, édit. Orelli.

3. Accarias, II, p. 843.—Muirhead, *Introduct. Hist. du droit privé des Romains*, p. 276, trad. Bourcard.

pura avait été substituée à la *manus injectio pro judicato*, ce qui permettait au débiteur de contester lui-même les allégations de son adversaire, sans être obligé de fournir un *vindex* pour le défendre.

Ihering au contraire pense que la loi Marcia recevait son application dans le cas de perception de tout intérêt, même minime; cela se comprend, dit-il, si l'on se rappelle que la *lex Genucia* avait absolument défendu de percevoir des intérêts. Or nous avons vu que l'existence même de la loi Genucia n'était pas certaine et que Tacite déclarait même qu'elle n'avait jamais existé.

Puis Ihering nous montre la combinaison faite par le préteur des deux lois Genucia et Marcia: c'était à l'époque des guerres civiles, de nombreux débiteurs se trouvaient hors d'état de payer les intérêts à leurs créanciers; pour se soustraire à une situation pénible, quelques-uns se retranchèrent derrière les dispositions prohibitives de la loi Genucia, tombée en désuétude depuis longtemps, cette loi n'avait jamais été légalement abrogée. On menaça les créanciers de leur faire appliquer les peines édictées par cette loi. Ceux-ci ne se laissèrent pas intimider et intentèrent leur action. Que fit le préteur? Il paralysa l'action intentée par les créanciers pour obtenir les intérêts en accordant aux débiteurs la *manus injectio (pura)* que leur assurait la loi pour obtenir le quadruple. Le motif du mécontentement des créanciers était peut-être que le préteur avait combiné les deux lois de telle manière que tandis que la loi Genucia avait simplement défendu de recevoir des intérêts sans appliquer aucune peine, il avait transporté dans cette loi la peine du qua-

druple apportée par la loi Marcia contre l'usure dans le sens de cette dernière loi (1).

Quoi qu'il en soit de toutes ces conjectures, il est hors de doute que l'action tendant au paiement du quadruple, accordée aussi comme action populaire, est la forme la plus ancienne de répression des intérêts usuraires.

Mais la loi Marcia punissait-elle l'acceptation d'intérêts ou simplement la réclamation en justice ? Pour Ihering, la *manus injectio* qui était donnée ne supposait pas un paiement préalable effectué en exécution d'une condamnation ; il suffisait que l'action en paiement des intérêts eût été intentée ; les deux procès étaient instruits en même temps et suivaient une marche parallèle.

La loi Marcia avait traduit la prohibition qu'elle apportait dans la forme d'une *lex minus quam perfecta* : au lieu de suivre la voie la plus naturelle, celle d'une défense légale sous peine de nullité (*lex perfecta*), elle avait pris un biais. L'acte juridique était maintenu intact dans sa validité abstraite, mais on punit celui qui tente de le réaliser. Le préteur accordait sans hésiter une action tirée de l'acte juridique, le juge devait donc condamner le défendeur. Mais la victoire coûtait cher au demandeur qui devait rendre au quadruple ce qu'il avait obtenu.

En résumé, le but de l'action Marcia était de paralyser le créancier dans l'exercice de son droit, car il est évident que le créancier n'osait pas réclamer une chose qu'il avait la perspective de rendre au quadruple ; la prohibition ne s'appliquait en réalité qu'à l'exécution de l'acte (2).

1. Ihering, *Esprit du droit romain*, tome IV, p. 115 et suiv.

2. Ihering, *Esprit du droit romain*, IV, p. 108.

Lorsque le droit se fut perfectionné, on abandonna cette forme primitive et la contrainte indirecte fut remplacée par la contrainte directe sous la forme de l'exception donnée au défendeur.

La peine du quadruple finit par tomber en désuétude et pendant toute la période classique aucune sanction pénale ne garantissait plus le respect du taux de la centésime. Aussi nous avons vu qu'on ne se faisait pas faute de violer la loi.

Les empereurs Dioclétien et Maximien édictèrent qu'à l'avenir les usuriers seraient notés d'infamie (1). Théodose II et Valentinien III, rétablissent la peine du quadruple pour ceux qui désormais dépasseraient le taux légal de la centésime et par une disposition rétroactive rendirent débiteurs du double de la somme perçue en trop ceux qui avaient prêté au-dessus de ce taux dans le passé. *Quicunque ultra centesimam jure permissam quicquid sub occasione necessitatis eruerit, quadrupli pænæ obligatione constrictus, sine cessatione, sine requie protinus ablata redhibebit. Hi vero, qui antea pari furore grassati uspiam detegentur, induplum extorta restituant* (2). Mais ces dispositions étaient à nouveau tombées en désuétude à l'époque des jurisconsultes du Digeste et elles ne se retrouvent pas dans la compilation de Justinien. Ce prince conserva seulement la peine de l'infamie admise par Dioclétien.

Qu'arrivait-il quand un intérêt excessif avait été con-

1. L. 20, C. *ex quib. caus. infam, irrog.* II, 12. « *Improbum fœnus exercentibus et usuras usurarum illicite exigentibus, infamiæ macula irroganda est.* »

2. L. 2, C. Théod., *de usuris*, II, 33.

venu, la stipulation était-elle nulle pour le tout ou valable jusqu'à concurrence des intérêts légaux ? L'esprit formaliste du droit romain cadrerait mieux avec la nullité complète, la différence entre le chiffre de la demande et la réponse amenant une nullité radicale, nous savons également que toute condition contraire à une loi expresse, illicite par conséquent, apposée à un contrat, le rendait absolument nul, mais il résulte de plusieurs lois au Digeste que la stipulation n'était nulle que pour tout ce qui dépassait le taux légal et que le créancier pouvait exiger non-seulement le capital, mais même les intérêts légitimes. Si des intérêts excessifs avaient été stipulés, on n'en tenait pas compte ; on les ramenait à l'intérêt légal. L'obligation d'intérêts illégitimes n'était pas nulle, mais seulement réductible et le créancier n'avait pas d'action pour tout ce qui excédait les intérêts licites ; il ne subsistait même pas une obligation naturelle. Nous trouvons en effet au Digeste un texte du jurisconsulte Marcien ainsi conçu : « *Placuit sive supra statutum modum quis* »
« *usuras stipulatus fuerit, sive usurarum usuras, quod illi-* »
« *cite adjectum est pronon adjecto haberi et licitas peti posse* » (1). On peut donc dire que l'usure n'était pas punie chez les Romains, aucune peine pécuniaire ni corporelle n'étant prononcée contre les usuriers, tout au moins pendant la période classique.

Nous venons de voir que si des intérêts excessifs avaient été stipulés, on les ramenait à l'intérêt légal, mais comment s'opérait la réduction ? Poursuivi en paiement, le débiteur pouvait refuser de les payer, mais une fois payés, qu'arrivait-il ?

1. L. 29, D. *de usuris* XXII, 1.

Si le capital restait dû, il pouvait opposer en compensation l'excédent des intérêts déjà payés et en faire l'imputation sur le sort principal restant dû. *Usuræ supra centesimam solutæ sortem minuunt*, dit Paul dans ses *Sentences* (1).

Si le débiteur avait payé le capital après les intérêts, l'imputation des intérêts excessifs ayant amoindri la dette du capital, le débiteur qui l'acquittait intégralement se trouvait avoir payé l'indû, en conséquence il pouvait répéter la portion payée indûment : *consumpta sorte, repeti possunt* » (2).

Si enfin il avait payé les intérêts après le capital, on l'autorisait encore à les répéter ; la même solution était encore donnée si les intérêts et le capital avaient été acquittés simultanément.

En deux mots, quand les intérêts excessifs n'étaient pas payés, on pouvait les retenir ; payés, on pouvait les répéter.

« *Si non sortem quis sed usuras indebitas solvit*, dit
« Ulpien, *repetere non poterit, si sortis debitæ solvii : sed*
« *si supra legitimum modum solvit, D. Severus rescripsit*
« *(quo jure utimur) repeti quidem non posse, sed sorti im-*
« *putandum ; et si postea sortem solvit, sortem quasi indebi-*
« *tam repeti posse. Proinde et si ante sors fuerit soluta usu-*
« *ræ supra legitimum modum solutæ, quasi sors indebita,*

1. L. 29, D. *de usuris*, XXII. 4.

2. Paul, *Sentences*, I, 2. t. XIV, § 2.

« *repetuntur. Quid, si simul solveverit? Poterit dici, et tunc repetitionem locum habere* (1) ».

La différence entre le système de Paul et la doctrine d'Ulpien et de Septime-Sévère consiste plutôt dans les mots que dans les choses, seulement il faut prendre le texte d'Ulpien en son entier et ne pas détacher le premier membre de phrase de la suite du texte. Dans le système de Paul, on peut répéter les intérêts indûment payés ; avec Ulpien, on peut en toute occasion les imputer sur le capital et répéter une somme équivalente indûment payée. En réalité, la répétition est admise dans les deux cas, et elle a lieu pour une somme égale à l'excédent des intérêts légaux.

Exigeait-on, pour que la répétition fût admise, qu'il y ait eu erreur ? Malgré le texte de Paul : *usurae quæ centesimam excedunt, per errorem solutæ repeti possunt* (2), j'admettrai avec M. Accarias que cela était peu probable ; il s'agissait, en effet, non pas d'une simple *condictio indebiti*, mais d'une *condictio ex injusta causâ*, qui ne supposait aucune erreur de la part du *tradens* et qui lui comptait alors même qu'il n'avait fait qu'exécuter une promesse antérieure. Le texte de Paul est généralement regardé comme altéré (3).

La doctrine qui autorisait la répétition des intérêts payés en trop ne fut pas toujours admise sans contestations. Un texte de l'empereur Philippe au Code permet de conjecturer qu'il fut un temps où l'imputation sur le

1. L. 26, D. *de condict indeb.* XII, 6.

2. Paul, *Sentences*, L. 2, t. XIV, § 4.

3. Accarias, tome II, page 1157 note 4.

capital encore dû était la seule garantie du débiteur :
« *Indebitas usuras, etiamsi ante sortem solutæ non fuerint, ac propterea minuere eam non potuerint, licet post sortem redditam creditori fuerint datæ, exclusâ (veteris) juris varietate repeti posse, perpensa ratione firmatum est* (1) ».

Ces mots *exclusa juris varietate* sont la preuve qu'il y avait controverse sur le point de savoir si on pouvait répéter les intérêts excessifs payés postérieurement au capital : l'empereur décida l'affirmative, confirmant la doctrine d'Ulpien.

Septime Sévère avait prohibé la répétition des intérêts illégalement perçus : si le débiteur ne s'était pas dessaisi du capital, il pouvait les imputer, sinon il restait désarmé. Effrayés des inconvénients pratiques de cette législation, les jurisconsultes permirent indirectement d'abord, puis directement ensuite la répétition des intérêts excessifs. Cette jurisprudence fut consacrée définitivement par la constitution de l'empereur Philippe qui rendit la répétition possible dans tous les cas.

§ VI. — *Principaux détours employés par les usuriers pour la perception d'intérêts illégitimes.*

Il était facile de prévoir que les usuriers, au lieu de stipuler directement des intérêts illégitimes, préfére-

1. L. 48, C. *de usuris*, IV. 32,

raient recourir à certains détours afin de tromper la vigilance des lois.

Nous allons passer en revue quelques-uns des moyens les plus répandus et les plus usuels :

1° Je demande à Titius de me prêter mille francs, il prétend qu'il ne les a pas, mais en place il me donne des objets mobiliers dont nous faisons l'estimation, puis il exige un gage et stipule un intérêt plus fort que le centésime pour se dédommager du sacrifice qu'il fait en se privant pour moi d'objets auxquels il attache un prix d'affection ; il faut qu'il retrouve dans le prix que je lui devrai une compensation de la privation qu'il s'impose. On trouve cette fraude indiquée dans un rescrit des empereurs Dioclétien et Maximin : « *Si pro tua pecunia quam a creditore poscebas, argentum, vel iumenta, vel alias species utriusque consensu æstimatas accepisti, dato auro pignori, licet ultra usurum centesimam usuras stipulanti spopondisti: tamen sors, quæ æstimatione placito partium definita est et usurarum titulo legitima (summa) tantum recte petitur. Nec quicquam tibi prodesse potest, quod minoris esse pretii pignus quod dedisti, proponis, quominus hujus modi quantitatis solutioni pareas (1)* ».

2° Titius prête à Sulpitius une somme de 1000 francs en argent, puis il stipule qu'au lieu de lui rendre mille francs, il lui livrera en place une certaine quantité de froment équivalente. Il y avait dans cette clause un moyen facile de dépasser le taux légal. Comme les intérêts des choses

1. L. 8, C, *si certum petatur*, IV, 2.

fongibles sont illimités et ne sont pas soumis à la centésime comme ceux de l'argent, Titius stipule que les intérêts seront non pas ceux d'une somme d'argent prêtée, mais ceux plus considérables que l'on retire du prêt de froment. L'empereur Gordien n'accorde dans ce cas que les intérêts légitimes et il autorise le débiteur poursuivi dans ces conditions à faire réduire les intérêts au taux consacré pour les prêts d'argent « *Cum non frumentum,* » dit-il, *sed pecuniam fœnori te accepisse alleges ut certa mo-* » *diatio tritici præstaretur, ac, nisi is modius sua die fuisset* » *oblatus, mensurarum additamentis in fraudem legitimarum* » *usurarum gravatum te esse contendas : potes adversus im-* » *probam petitionem competenti uti defensione* (1). »

3° Un individu prêtait mille francs à intérêt légitime, mais il stipule que si cet intérêt n'est pas payé exactement, vous serez tenu au double ou au triple à titre de peine, ou bien encore que si le capital n'est pas rendu à telle époque, vous devrez, à titre de peine pour chaque mois ou chaque jour de retard, une certaine somme toujours supérieure aux intérêts légaux du capital.

Il y avait là une violation flagrante du taux légal. Les intérêts ne sont, après tout, que la représentation du dommage que le créancier éprouve par la privation du capital et la peine qui est aussi la représentation de ce dommage doit être limitée dans les mêmes proportions. Cette clause fréquente se trouve condamnée au Digeste par Modestin, Ulpien et Gordien qui décident avec raison que le montant de la clause pénale ne sera dû que jusqu'à concurrence du taux légal des intérêts.

1. L. 16, C. de *usuris*, IV, 32.

Citons seulement Ulpien : « *Ibidem Papinianus respon-*
 « *disse se refert : si convenerit, ut ad diem pretio non so-*
 « *luto, venditori duplum præstaretur, in fraudem constitu-*
 « *tionum videri adjectum, quod usurarum legitimam exce-*
 « *dit, diversamque causam commissoriæ esse ait, cum ea*
 « *specie (inquit) non fœnus illicitum contrahatur, sed lex con-*
 « *tractui non improbata dicatur (1).* »

Nous retrouvons dans notre Code civil (art. 1153) une disposition analogue à celle du droit romain.

4° Il arrivait encore fréquemment que l'on retranchait des deniers versés une certaine somme à titre de rémunération ; cette petite opération ne laissait pas de traces et la vigilance des lois était éludée (2). Ou bien encore si l'on prêtait à un marchand, on exigerait de lui un supplément en marchandises ou en denrées. Cette fraude était d'un usage très répandu et elle était d'un contrôle presque impossible.

5° La *lex commissoria* ou le pacte commissoire qui était d'un emploi fréquent aggravait aussi le sort des débiteurs. Elle fut d'abord laissée libre. C'était la convention que le gage appartiendrait au créancier en cas de non-paiement à l'échéance, et quelle que fût d'ailleurs la valeur du gage.

Constantin prohiba cette disposition pour le motif qu'elle était trop désastreuse pour le débiteur et qu'elle permettait trop facilement de dissimuler des prêts usuraires. Cette défense a passé dans notre Code civil (article 2078).

1. L. 13 § 26, D. *de actionib. empti et venditi*, XIX, 1.

2. L. 26 § 1, C. *de usuris*, IV, 32.

Justinien autorisa par exception l'*argentarius*, après un temps double de la durée du prêt, à prendre en paiement la chose engagé, estimée par experts, en présence de *tabularii*.

Tels étaient les moyens les plus employés à Rome pour tromper la vigilance des lois. Comme on le voit, la prohibition était de toute part assaillie et battue en brèche.

Appendice 1^{er}. — Des prêts faits par les banquiers ou
« Argentarii. »

Sous le nom de banquiers, il ne faut pas confondre tous les *negotiatores*, qui tant à Rome que dans les provinces, trafiquaient sur les prêts et les dépôts d'argent d'une façon plus ou moins frauduleuse. Les banquiers proprement dits pratiquaient leurs opérations d'après des règles établies par les lois, les traditions et les coutumes professionnelles.

L'institution à Rome des *argentarii*, qu'on appelait encore *mensarii* ou *trapezitii*, remonte à une époque très éloignée dans l'histoire de Rome. Véritables officiers publics, ils étaient désignés sur l'avis des magistrats ; ils se livraient d'une manière générale au commerce de l'argent, pesant les monnaies, recevant des dépôts, prêtant pour leur compte ou servant d'intermédiaires. A l'origine, les banquiers vérifiaient la substance des lingots de cuivre et d'airain et en déterminaient le poids lorsque ceux-ci remplacèrent les échanges des objets les uns contre les autres. Puis lorsque la monnaie officielle frappée sous le contrôle de l'Etat fut substituée au lingot primitif et qu'elle fut acceptée à Rome sans difficulté, le rôle des banquiers fut d'apprécier les monnaies étrangères inconnues ou douteuses qui s'introduisaient de toute part sur le Forum, où,

sauf peut-être quelques monnaies grecques, elles n'avaient pas cours forcé.

Les valeurs exotiques affluant de plus en plus à la suite des conquêtes, le *collybus*, c'est-à-dire le change, fut l'une des principales occupations des banquiers anciens en même temps que la *probatio*, le contrôle des monnaies, la fixation des cours du change, l'assistance à la pesée et au versement qui en était fait.

Mais les avances d'argent furent l'opération la plus ordinaire des banquiers romains. Lorsqu'on ne trouvait pas à exercer le *mutuum* gratuit avec un ami désintéressé, dit Saumaise dans son traité de *fœnore trapositico*, on recourait au banquier qui prêtait à intérêt. De là vient même le nom de *fœneratores*, sous lequel on désigne parfois les banquiers.

A la différence des banquiers grecs qui prêtaient au commerce et aux producteurs, les banquiers romains prêtaient surtout aux nobles et aux débauchés, c'est-à-dire à la consommation. Or tandis que le premier genre de prêt est une source de richesse, le second est une cause de ruine. Aussi à Rome nous avons vu que le prêt eut toujours des effets désastreux, car il conserva toujours le même caractère, qu'il fût consenti par les patriciens aux plébéiens ou par les banquiers à une noblesse déchue. Pour avoir droit aux intérêts il fallait ajouter au *mutuum* une convention spéciale, à savoir la stipulation; un simple pacte même joint *in continenti* ne pouvait rien ajouter à l'obligation. Or cette règle qui obligeait à stipuler des intérêts était pour les banquiers plus gênante que pour tout autre, en raison des formes solennelles de la stipulation, des

lenteurs qu'elle pouvait rendre nécessaires et qui étaient le plus souvent incompatibles avec les opérations de banque.

Aussi les banquiers se contentaient-ils habituellement de faire avec leurs clients un pacte d'intérêts, qui leur permettait seulement d'opposer à ceux-ci la compensation, s'en remettant pour le reste à la bonne foi de leurs débiteurs.

Justinien, jugeant avec raison que leur concours était indispensable pour relever le commerce, sanctionna légalement ce qui se passait tous les jours en fait.

Désormais, un simple pacte joint au *mutuum* suffit pour faire courir les intérêts en faveur des *argentarii* (1).

Ce pacte pouvait même être sous-entendu et, en l'absence de toute convention fixant le taux des intérêts, les banquiers purent percevoir le taux maximum de 80/0 que Justinien venait de fixer (2). Les *argentarii* prêtant avec l'argent qu'ils avaient eux-mêmes emprunté et pour lequel ils servaient un intérêt, il était juste, pensait-on, qu'ils en perçoivent un à leur tour.

Les banquiers pratiquèrent aussi le dépôt régulier et le séquestre, mais le dépôt irrégulier fut l'un des actes les plus caractéristiques de leur profession, car il leur permettait de spéculer non-seulement sur leur argent, mais sur celui qui leur était confié et qu'on laissait se confondre dans leur caisse.

Le dépôt irrégulier était d'un usage courant à Rome, toutes les parties y trouvaient leur avantage : le déposant

1. Not. 136, cap. 4.

2. L. 26, C. de *usuris*, IV, 32.

pouvait ainsi faire fructifier son argent, tout en ayant la possibilité de le retirer facilement et le banquier dépositaire trouvait, par ce moyen, des fonds qui lui permettaient d'étendre ses spéculations et d'augmenter par suite ses bénéfices (1).

A ces diverses opérations, les banquiers joignaient notamment le commerce des bijoux, et les fonctions de greffiers ou de commissaires des ventes publiques, prêtant de l'argent aux adjudicataires. Ils tenaient également les comptes-courants des particuliers qui déposaient à leur caisse leurs fonds qu'ils faisaient valoir.

Les banquiers romains avaient en somme une partie des profits du commerce de l'argent et quelques-unes des attributions de nos agents de change, notaires, commissaires-priseurs et courtiers.

Appendice II. — Influence de la richesse sur la législation et sur les mœurs.

Les Romains furent toujours attachés à la richesse jusqu'à la passion. Ils ne conquièrent, au moins à l'origine, que pour piller, ne s'arrêtant que rarement devant les spoliations les plus odieuses. « Cette passion de l'argent, dit M. Deloume, se manifesta constamment dans leurs usages privés aussi bien que dans leur vie publique, dans leurs principes et leurs constitutions politiques, non moins que dans leurs lois civiles. Elle était trop profondément

1. Delourne. *Les manieures d'argent à Rome*, p. 161.

« enracinée au cœur des Romains, pour ne pas se retrouver
« au fond de presque toutes leurs lois ».

Dans toutes les constitutions, même les plus anciennes, on voit se manifester la prépondérance de la fortune. Dans la constitution du roi Servius Tullius, le classement des citoyens s'opérait suivant leur fortune, c'était le cens qui déterminait d'après les patrimoines la répartition et la hiérarchie des classes.

Le cens jouait encore un rôle prédominant pour la nomination des juges : à l'origine, les juges étaient des citoyens romains portés sur une liste que dressait chaque année le prêteur urbain ; or après des luttes violentes, le droit de figurer sur cette liste, qui avait d'abord appartenu aux sénateurs seuls, fut accordé aux chevaliers et enfin aux personnes ayant une fortune d'au moins 200.000 sesterces.

Plus tard, lorsque la corruption et la vénalité furent pratiquées ouvertement, l'argent exerça une puissance encore plus effective et plus absolue.

Les grandes magistratures livrées au suffrage des comices, les lois votées directement par le peuple furent fatalement l'occasion de désordres et de scandaleux trafics.

Les sénateurs qui se trouvaient éloignés du commerce par les lois, se rattrapaient dans la pratique d'une usure éhontée et dans les profits scandaleux des magistratures provinciales (1).

1. La loi Claudia (217 av. J.-C.), défendait aux sénateurs et aux fils de sénateurs de prendre part aux adjudications publiques et de se livrer à aucun acte de spéculation.

L'autorité étant fondée sur le cens, il y eut une émulation ardente pour augmenter son patrimoine, les maîtres de la richesse étant en même temps les maîtres de l'Etat. L'agriculture fut bientôt complètement négligée comme étant trop peu productive ; on préférait faire l'usure dans les provinces que la loi civile ne régissait pas et l'on s'adonnait surtout aux usures maritimes qui donnaient les plus gros bénéfices et où les parties fixaient librement le taux des intérêts : Rome était devenu le centre d'exploitation du monde entier.

La classe moyenne, qui seule était restée fidèle aux vieilles traditions, à savoir la vie militaire et l'agriculture, n'avait pas tardé à disparaître dans les fatigues de la guerre et par les usures. Il ne restait plus en présence que les nobles et les chevaliers d'une part, aristocratie divisée dans ses éléments, mais unie par son âpreté au gain et une populace toujours plus pauvre, plus vicieuse et plus agitée, d'autre part.

Mais le patricien perdit successivement tous les postes d'honneur qui lui avaient appartenu de droit dans le gouvernement de l'Etat. Son prestige diminuait peu à peu et la noblesse de race vit le pouvoir lui échapper en fait au profit des riches, même d'origine plébéienne, qui se partageaient les honneurs et le pouvoir. Dès lors c'est l'ordre des chevaliers ou des publicains qui prendra l'influence dans les affaires. Composé presque exclusivement d'enrichis, d'hommes nouveaux, il constitua une aristocratie d'argent qui spécula, gagna et finit par tout diriger à l'exclusion de la noblesse de race déconsidérée : *auctoritas nominis in publicanis consistit*.

Depuis les guerres puniques jusqu'à la démagogie militaire des guerres civiles, la lutte politique se continua à Rome, mais ce fut le parti des financiers qui eut presque constamment l'avantage. Durant cette période, il y eut de grands mouvements dans les affaires, les banquiers étendirent leurs opérations, mais en réalité les préoccupations pécuniaires dominèrent tout : la direction de la guerre comme les actes de la paix.

L'argent était entré à Rome par les dépredations des généraux et des proconsuls dans les provinces. C'est par lui qu'on arriva désormais aux fonctions publiques et aux honneurs. Les votes étaient à vendre et dans les hautes fonctions, l'exploitation en perspective d'une province était la rémunération de toutes les peines et des dépenses colossales de l'élection.

« On pillait les provinces, dit M. Laboulaye, pour acheter les comices, on acheta les comices pour piller les provinces et la République se trouva ainsi engagée dans un cercle sans issue, jusqu'à ce qu'elle tombât épuisée entre les mains d'Auguste » (1).

Les frais des élections étaient si considérables que les candidats aux grandes charges devaient emprunter pour pouvoir y suffire, mais ils trouvaient facilement du crédit, si leur avenir politique paraissait assuré. On savait que les bénéfices qu'ils réaliseraient dans leurs fonctions les rendrait facilement solvables et on espérait avoir droit à leur reconnaissance.

C'était au Forum ou dans les Basiliques que tous les

1. *Lois Criminelles des romains*, p. 164.

negociatores avaient pris l'habitude de se réunir pour y traiter leurs affaires ; c'est au Forum que l'on trafique sur le taux de l'intérêt et des valeurs, c'est là que se font et que se défont les fortunes.

La centralisation absolue caractérise l'organisation du grand commerce et des grandes spéculations romaines.

Les Romains furent toujours joueurs par instinct et par tradition, le jeu sur le change de l'argent, sur les marchandises et sur les valeurs a été poussé à Rome jusqu'au suprême degré ; on ne peut nier ces spéculations audacieuses et ces jeux passionnés du Forum en présence des fortunes subites et scandaleuses et aussi des effondrements qui s'y produisaient journellement ; on comprend les tempêtes si dangereuses et les naufrages si fréquents entre les deux Janus dont nous parlent les écrivains latins.

En résumé, on peut dire que la richesse fut une des plus grandes préoccupations des Romains et Montesquieu a raison lorsqu'il attribue la décadence de l'empire romain à la perte des mœurs et lorsqu'il montre cette corruption naissant au contact du luxe, de la mollesse et de la vanité.

Le règne des grands spéculateurs, banquiers et publicains, finit avec la puissance impériale qui se montra impitoyable pour tout ce qui pouvait porter ombrage à sa suprématie.

CHAPITRE III

L'ÉGLISE CATHOLIQUE ET LE PRÊT A INTÉRÊT.

La doctrine de l'Église catholique sur le prêt à intérêt mérite à plus d'un titre notre attention.

C'est en effet sous son influence directe que le législateur proscrivit ce contrat, prohibition qui fut maintenue par le pouvoir civil jusqu'à la veille de la Révolution.

C'est encore cette prohibition qui au moyen âge donna naissance à un contrat inconnu jusqu'alors : la constitution de rente en perpétuel. C'est également à cette époque que parurent le Mohatra, les rentes rachetables des deux côtés et le triple contrat qui soulevèrent tant de discussions.

Cet enseignement doctrinal de l'Église peut se résumer dans les trois propositions suivantes :

1° Tout ce que le prêteur exige en sus de la restitution du capital est illicite.

2° Mais il peut se rencontrer dans le prêt des circonstances qui rendent parfaitement légitime la stipulation d'un intérêt.

3° Il existe en dehors du prêt d'autres contrats permettant au capitaliste de retirer un bénéfice légitime de son capital.

Étudions successivement ces 3 propositions.

§ I. — *Toute stipulation d'un intérêt est illicite si elle ne peut invoquer pour sa légitimité d'autre cause que le prêt lui-même.*

Dans son acception primitive et rigoureuse, on entend par usure tout profit, tout avantage que l'on retire du prêt au-delà du capital sans autre titre que le prêt lui-même, en d'autres termes tout bénéfice qui ne peut être considéré que comme le résultat et le prix du service rendu et qui n'a pas pour objet de compenser le profit que l'on aurait retiré de son argent par d'autres moyens ou de se dédommager la perte que le prêt fait éprouver. L'usure ainsi entendue a toujours été condamnée par la doctrine de l'Église catholique.

A. — *Arguments de droit divin.*

Cette doctrine se fonde d'abord sur un certain nombre de passages de l'Ancien Testament : « Si votre frère est appauvri et ne peut travailler, ne prenez point d'usure de lui et ne recevez pas plus que vous ne lui avez donné... Vous ne lui donnerez point votre argent à usure et vous n'exigerez point de surplus pour les grains que vous lui aurez prêtés. *Pecuniam tuam non dabis ei ad usuram et frugum superabundantiam non exiges* ». (Lévitique, cap. XXV, 35). — Cette sentence, dit saint Ambroise dans son commentaire de la vie de Tobie, ch. XV, prononcée par la

loi de Dieu, condamne généralement tout ce qui est au-dessus du capital. « *Fratri tuo, absque usura id quo indiget et commodabis ut benedicat tibi Dominus Deus tuus in omni opere tuo.* » (*Deutéronome, XXIII, 19*).

David, psaume XIV : « Seigneur, qui habitera dans vos « tabernacles ? Celui dont la vie est sans tache et qui n'a « pas donné son argent à usure, *qui pecuniam suam non dedit ad usuram* ». Ezéchiel, cap. XVIII, condamne comme injuste et coupable d'une chose odieuse celui qui reçoit plus qu'il n'a prêté, *ad usuram dantem et amplius accipientem*.

Dans le Nouveau Testament, on se fonde sur les paroles du Sauveur dans le sermon sur la montagne (Evangile de saint Luc, VI, 35). « *Si mutuum dederitis a quibus speratis recipere, quæ vobis et gratia ? Nam et peccatores peccatoribus fœnerantur, ut recipiant æqualia : verum tamen diligite inimicos vestros, beneficite et mutuum date nihil inde sperantes* ».

Ces derniers mots : *mutuum date, nihil sperantes* sont parfaitement clairs, car il ne faut pas oublier que le Christ s'adressait à des Juifs qui connaissaient la prohibition. On ne peut donc entendre ce précepte que dans le sens d'une confirmation de la règle ancienne.

Aussi l'Église a-t-elle toujours regardé la défense de l'usure que Dieu fit au peuple juif comme obligatoire pour les chrétiens ayant été renouvelée par les paroles de J.-C.

Cette interprétation a toujours été admise par les Pères de l'Église d'Orient et d'Occident, les souverains pontifes, les conciles et l'immense majorité des théologiens et

docteurs de l'Église. Le premier concile général de Nicée (325) ordonnait la déposition contre les clercs qui exerceraient l'usure et il motivait cette mesure par les paroles du psaume XIV où l'usure est condamnée.

Le 3^e concile de Latran (1179) déclarait expressément que l'usure était prohibée par les lois de l'un et de l'autre Testament et que les usuriers devaient être privés de la communion et de la sépulture ecclésiastique. Le 5^e concile de Latran décidait également que d'après les paroles de l'Évangile, il était défendu de rien recevoir au-delà du capital en vertu du prêt. Même décision par le 2^e concile général de Lyon en 1274. Le concile de Vienne, en 1311, allait jusqu'à ordonner de punir comme hérétiques ceux qui soutiendraient opiniâtrement que ce n'était pas un péché que d'exercer l'usure.

Un grand nombre de conciles particuliers ont porté sur ce sujet des décisions analogues et l'on peut voir en outre des décisions des souverains pontifes dans les Décretables au titre *de usuris*. Tous les saints Pères sont également d'accord sur ce point. Cette doctrine a été nettement expliquée par le pape Benoît XIV dans la bulle *vix pervenit*, qu'il adressa aux évêques d'Italie, le premier novembre 1745.

« *Peccati genus illud, quod usura vocatur, quodque*
« *in contractu mutui propriam sedem et locum habet,*
« *in eo est repositum, quod quis ex ipsomet mutuo, quod*
« *suapte natura tantumdem duntaxat reddi postulat,*
« *quantum receptum est, plus sibi reddi velit, quod re-*
« *ceptum est: ideoque ultra sortem lucrum aliquod ipsius*
« *ratione mutui, sibi deberi contendat. Omne propterea*

« *hujus modi lucrum quod sortem superest, illicitum et usurarium est* (1). »

Tous les théologiens catholiques ont également enseigné cette doctrine : « Les prêteurs, dit Saint Basile dans « son commentaire sur le psaume XIV, s'enrichissent « des misères d'autrui, ils tirent avantage de la faim et « de la nudité du pauvre ; faire l'usure, c'est recueillir « où l'on n'a rien semé. »

De même Saint Jean Chrysostome, dans son commentaire sur le chapitre XVII d'Ezéchiel : « Quoi de plus déraisonnable, s'écriait-il, que de semer sans terre, sans « pluie, sans charrue ! Tous ceux qui s'adonnent à cette « damnable agriculture n'en moissonnent que de l'ivraie. « Retranchons donc ces enfantements monstrueux de « l'or et de l'argent, étouffons cette exécrable fécondité. » Saint Ambroise, dans le chapitre XIV de son commentaire sur le livre de Tobie, Saint Augustin, Saint Jérôme, Lactance, dans ses *institutions divines*, l. VI, ch. 18, tiennent le même langage.

Dans Saint Jérôme, nous trouvons un dilemme qui lui fut certainement plus inspiré par la charité que par la logique : « Avez-vous prêté, disait-il, à celui qui avait ou à « celui qui n'avait pas ? S'il avait, pourquoi lui prêter ? « S'il n'avait pas, pourquoi lui en demander davantage, « comme s'il avait. »

Un pareil argument est facile à réfuter : en effet, si l'on prête à ceux qui ont, c'est parce qu'ils ne peuvent pas toujours disposer des ressources qu'ils possèdent et qu'un

1. Encycl. *Vix pervenit*, § 3, nos 1 et 2.

prêt d'argent leur permettra d'attendre l'échéance de leurs revenus. Si au contraire on prête un capital à ceux qui ne possèdent rien, on leur donne le moyen de faire fructifier leur travail et d'arriver à la richesse. S'ils n'avaient pas de crédit, ils seraient encore plus pauvres, et c'est bien le moins qu'ils doivent, en faveur d'un bien souvent inespéré, que de payer le loyer de l'argent qu'ils ont emprunté.

Seul parmi les docteurs de l'Eglise, Gerson, l'auteur de l'Imitation de J.-C., professa une opinion différente : « mieux valent quelques usures légères, écrivait-il avec beaucoup de bon sens, qui procurent des secours aux indigents que de les voir réduits par la pauvreté à voler, à dissiper leurs biens, ou à vendre à vil prix leurs meubles et immeubles. »

L'enseignement des Pères de l'Eglise a été recueilli par Bossuet dans un livre intitulé *Dogma ecclesiae circa usuram*.

Ce n'est donc pas seulement l'usure, c'est-à-dire l'oppression que défend l'Ancien comme le Nouveau Testament, mais toute stipulation d'intérêts, *quodcumque lucrum perceptum*. L'Eglise ne limita même pas ses prohibitions au prêt à intérêt, elle condamnait aussi les ventes à terme, en tant qu'un intérêt moratoire s'y trouvait stipulé. « C'était, disaient les scholastiques, vendre le temps qui ne peut être vendu, puisque Dieu l'a rendu commun à tous ». Cette maxime du droit canon fut d'abord proclamée en Angleterre par le concile de Coventry, dans le même pays où l'on a inventé depuis l'adage populaire *time is money*, le temps est de l'argent.

Calvin, et après lui Turgot, et le plus grand nombre des

économistes ont soutenu que dans le fameux passage de l'Evangile de Saint Luc : *mutuum date, nihil inde sperantes*, les théologiens scholastiques n'auraient dû voir qu'un précepte de charité, un conseil de perfection n'obligeant pas en conscience ; que faire de ce précepte de charité un précepte de justice rigoureuse, c'était choquer la raison et le sens du texte. Nous trouvons cette opinion professée par notre regretté maître, M. Batbie, dans son *Cours d'économie politique* (20^e leçon). Si vous prenez, disait-il, le texte de l'Evangile de saint Luc dans son entier, vous verrez qu'il n'a pas le sens qu'on lui donne avec la citation tronquée, car les mots *nihil inde sperantes* ne portent pas seulement sur *mutuum date*, mais aussi sur *diligite et benefacite*. Le véritable sens de la phrase est donc le suivant : pour aimer votre prochain ou lui rendre service, ne pensez ni à l'affection, ni au service que vous pouvez réciproquement attendre de lui, faites le bien pour le bien et aimez votre prochain pour lui-même. Le texte étant absolu, on pourrait même soutenir qu'il défend aussi bien d'exiger le remboursement du capital que le paiement des intérêts.

M. Batbie tire ensuite un argument d'un autre évangile (saint Mathieu, XXV, versets 14 et suiv. et notam, 27), pour décider que le Christ autorisait le prêt à intérêt. Un maître ayant confié ce qu'il avait à ses serviteurs avant de partir en voyage, leur demande des comptes à son retour, l'un d'eux qui n'avait reçu qu'un talent, dit qu'il l'avait caché sous terre et le maître alors lui répond : « il fallait porter l'argent chez les banquiers et à mon retour j'aurais retiré le capital augmenté de l'intérêt. »

Cette parabole prouverait donc que le Christ autorisait le placement chez les banquiers comme une sorte de pis-aller et qu'il trouvait qu'il était encore préférable de placer chez eux son argent que l'enfouir sous terre.

A ces arguments des économistes, l'Eglise répond avec Bossuet que ces mots *mutuum date, nihil inde sperantes* ne sont pas seulement une règle de discipline émanée de l'autorité ecclésiastique, mais bien la confirmation de la loi de Moïse avec cette seule différence que celle-ci ne concernait que les Juifs tandis que l'Evangile s'applique à tous les peuples : « Notre Seigneur, en effet, dit Bossuet, « pose pour fondement que si notre justice n'est pas « plus parfaite que celle des scribes et des pharisiens, « nous n'entrerons pas dans le royaume des cieux. Si « donc la défense de l'usure, par la tradition commune « des juifs et des chrétiens, regarde la perfection des « mœurs ; si elle regarde la perfection de la justice, en « défendant de recevoir plus qu'on ne donne ; si elle « regarde la fraternité qui doit être entre tous ceux qui « sont participants de la même religion et qui sont tous « ensemble en face de Dieu, un chrétien peut-il penser « que sa justice soit au-dessus de celle des pharisiens, « quand il voit le pharisien se défendre la moindre usure « avec son frère, pendant qu'il se la croit permise. Le « précepte de charité, le précepte de pardonner se trouve dans l'ancienne loi aussi bien que celui de l'usure « qui dérive du même principe. Comme donc tous les « préceptes sont, non relâchés, mais perfectionnés dans

« la loi évangélique, il en faut dire autant de celui contre
« l'usure (1). »

B. — *Arguments de droit naturel.*

Aux arguments tirés de l'Ancien et du Nouveau Testament, l'Eglise ajoute un certain nombre d'arguments tirés du droit naturel à l'appui de sa doctrine.

Passons-les rapidement en revue.

1^o Le premier argument est emprunté à Aristote ; il se fonde sur la fameuse théorie du grand philosophe, que
« l'argent est stérile de sa nature ».

« L'argent, disait Aristote, ne devrait servir qu'à l'é-
« change, et l'intérêt qu'on en tire le multiplie lui-
« même, comme l'indique assez le nom qu'on lui donne
« (τοκος) dans la langue grecque. L'intérêt est de l'ar-
« gent issu de l'argent et c'est de toutes les acquisitions,
« celle qui est le plus contre nature (2). »

Nous avons vu plus haut quel était le fonds de la pensée d'Aristote, nous n'y reviendrons pas. Le passage suivant, tiré des lettres de Calvin, est la réfutation de ce système : « L'argent, dit-on, n'enfante pas l'argent et la mer
« le produit-elle ? Est-il le fruit d'une maison pour l'u-
« sage de laquelle pourtant je reçois un loyer ? L'argent
« naît-il à proprement parler du toit et des murailles ?
« Non. Mais la terre produit, la mer porte des navires

1. Bossuet, *Traité de l'usure*, IV proposition (vol. XXXI, Œuvres complètes, éd. Vivès).

2. Aristote. *Traité de la politique*, l. 1. ch. IV.

« qui servent à un commerce productif, et avec une somme d'argent l'on peut se procurer une habitation com-
« mode. Si donc il arrive que l'on retire d'un négoce
« plus que de la culture d'un champ, pourquoi ne permet-
« trait-on pas au possesseur d'une somme d'argent d'en
« retirer une somme quelconque, quand on permet au
« propriétaire d'un champ stérile de le donner à bail
« moyennant un fermage ? Quelle est cependant le source
« des produits que fait un marchand ? Son industrie,
« direz-vous, et son activité intelligente. Qui doute que
« l'argent que l'on n'emploie pas, soit une richesse inutile ?
« Celui qui demande à un emprunteur un capital
« veut apparemment s'en servir comme d'un instrument
« de production. Ce n'est donc pas de l'argent même
« que provient le bénéfice, mais de l'emploi qu'on en
« fait ».

Aristote, dit également M. Paul Leroy-Beaulieu (1), ne s'est arrêté pour condamner l'intérêt qu'à la surface, à la forme extérieure, sans voir le fonds et le sens de l'opération qui s'appelle le prêt. Dire que l'argent n'enfante pas son pareil, est une conception superficielle à laquelle se sont arrêtées les anciennes civilisations et la plupart des religions à l'origine.

Car en réalité, ce n'est pas l'argent que l'on prête, ce sont des capitaux. Ces pièces d'or, ces billets de banque dans nos sociétés modernes ne sont que des mandats qui donnent droit au porteur de prélever des marchandises à son choix et jusqu'à concurrence d'une certaine valeur.

1. P. Leroy-Beaulieu. *Essai sur la répartition des richesses*, p. 230 et suiv.

Ce que l'on prête, ce sont des capitaux qui de leur nature sont productifs d'utilité. Or il n'est pas juste que l'emprunteur soit seul à jouir de tout le surcroît de production que lui procure l'argent emprunté. Il faut donc que le prêteur qui a fourni l'instrument ait le droit de prélever une part dans les nouveaux produits.

2° Le deuxième argument sur lequel s'appuyait la doctrine de l'Eglise était fondé sur cette idée que l'on ne peut dans l'argent séparer l'argent lui-même de l'usage de l'argent.

Cet argument, formulé par saint Thomas d'Aquin, a été repris par Pothier (1). « L'équité, dit-il, veut que
« dans un contrat non gratuit les valeurs données de
« part et d'autres soient égales.... Or, dans le prêt, tout
« ce que le prêteur exige au delà du capital est une chose
« se qu'il reçoit au delà de ce qu'il a donné, puisqu'en
« recevant le capital seulement, il reçoit l'équivalent
« exact de ce qu'il a donné ; on peut exiger un loyer pour
« les choses dont on peut user sans les détruire, cet usage
« étant appréciable, mais il n'en est pas de même pour
« les choses fongibles, on ne peut pour elles concevoir
« un usage de la chose outre la chose elle-même (l'usage
« qu'on en fait les détruisant), qui ait un prix outre ce-
« lui de la chose ; on ne peut céder l'usage de cette chose
« sans la lui céder entièrement et lui en transférer la
« propriété. Vendre cet usage en exigeant un intérêt,
« c'est vendre une chose qui n'existe pas ou bien exiger
« deux fois le prix de la même chose ».

1. Pothier. *Traité du droit français*, t. IV. *Du prêt de consommation* p. 77. (éd. Dupin).

Pour nous, il n'y a pas d'intérêt à distinguer dans le prêt entre les choses qui se consomment et celles qui ne se consomment pas par le premier usage ; car s'il est vrai que dans tout contrat non gratuit les valeurs données doivent être égales de part et d'autre, il est certain que cette valeur dépend uniquement du degré d'utilité qu'ont les choses échangées dans l'opinion des deux contractants.

En rendant le capital, l'emprunteur rend évidemment le même poids de métal, le même nombre d'écus que le prêteur lui avait donnés, mais ce qu'il faut considérer c'est leur valeur ou plutôt leur utilité, car c'est l'utilité seule que l'emprunteur a retirée de l'argent reçu qu'il paie en acquittant un loyer. « N'est-il pas inadmissible, disait Turgot, que l'on puisse me faire payer la mince utilité que j'aurai retirée d'un meuble ou d'un bijou et que l'on ne puisse me faire payer l'avantage immense que j'aurai retiré de l'usage d'une somme d'argent, sous le prétexte que dans un cas on peut séparer de la chose son usage et qu'on ne le peut pas dans l'autre » (1).

Il est évident que l'identification de l'intérêt au loyer est juridiquement inexacte. L'argent étant une chose fongible ne peut pas se louer, attendu que dans le louage il y a réserve de la nue-propriété par le bailleur et abandon au locataire de la jouissance de la chose louée, distinction impossible à faire quand il s'agit d'argent. Mais en somme, cette différence empêche-t-elle les deux contrats de se ressembler dans leur principe et dans leurs résultats ? La prétention de prélever un intérêt dans le

1. Voir Turgot, *Mémoire sur les prêt d'argent*.

prêt n'a rien qui soit contre nature, cette exigence est aussi légitime que le prix du loyer des choses non fongibles.

L'emprunteur a, il est vrai, dans le prêt de choses fongibles, l'*usus* et l'*abusus*; en doit-on conclure que le prix du *mutuum* est illégitime? S'il est licite de faire payer le simple *usus*, pourquoi ne le serait-il pas de faire payer l'*usus* et l'*abusus* provisoire? Si en principe, dans le *mutuum*, la chose périt pour l'emprunteur et dans le *commodat* pour le locateur, dans la pratique on peut dire que les chances de ne pas rentrer dans sa chose sont plus grandes pour celui qui a prêté une somme d'argent que pour celui qui a loué une ferme ou un appartement. Le prêteur d'argent court donc une chance qui mérite d'être payée.

Que l'usage ait été transporté avec la propriété ou séparé de cette propriété, on ne voit pas bien la différence pour le prix qu'on peut en retirer. Dans le *commodat*, le prêteur, après le transport de sa chose, en est privé comme le prêteur dans le prêt d'une somme d'argent; dans les deux cas, l'usage n'appartient plus au prêteur parce qu'il l'a transporté, or dans un cas il peut en retirer un prix, pourquoi ne le pourrait-il pas dans l'autre? La privation est la même dans les deux contrats et l'exercice de l'usage est le même pour les deux emprunteurs.

§ II. — *Circonstances qui rendent légitime la perception d'un intérêt dans le prêt.*

Nous venons de voir les motifs invoqués par l'Eglise

pour condamner la stipulation d'intérêt dans l'hypothèse où cette stipulation n'a d'autres causes que le prêt lui-même. Nous allons examiner maintenant les différentes circonstances qui rendent légitime la stipulation d'un intérêt.

Les théologiens, en effet, avaient établi la distinction suivante : Toutes les fois que le prêteur éprouve une perte ou renonce à l'espérance d'un bénéfice par l'effet du prêt, il a le droit d'exiger un intérêt de son capital. On reconnaissait comme titres suffisants pour percevoir un intérêt les deux causes que l'on exprimait par les mots « *lucrum cessans et damnum emergens* ». D'où la distinction entre l'usure lucrative condamnée par la doctrine catholique et l'usure compensatoire qui est légitime.

L'intérêt est alors une indemnité due au prêteur comme compensation de la perte qu'il éprouve ou du bénéfice dont il se prive. Ce n'est plus en vertu du prêt qu'il perçoit l'intérêt, mais en vertu d'une circonstance accessoire, c'est-à-dire à raison du dommage qui en est la suite. Enfin les théologiens admettaient encore comme titre suffisant le risque de perte du capital, si l'emprunteur n'offre pas toutes les garanties désirables, c'est ce qu'ils appelaient le *periculum sortis*. Benoît XIV a constaté l'existence de ces diverses causes dans son Encyclique » *Vix pervenit* » § 3, III, mais sans les définir. Nous allons les passer rapidement en revue :

A. *Damnum ex mutuo emergens*, ou préjudice causé au prêteur par suite du prêt qu'il a consenti.

J'ai, par exemple, des réparations qu'il serait urgent de faire à ma propriété, mais le prêt que j'ai consenti, en me privant des fonds qui me sont nécessaires, m'oblige à les ajourner et ma maison achevant de se détériorer, je suis obligé de la faire reconstruire en entier.

Dans cette hypothèse, comme dans bien d'autres semblables, le prêt que j'ai fait me cause un préjudice, car si j'avais eu mon argent à ma disposition, j'aurais pu faire faire en temps utile les travaux nécessaires alors de peu d'importance, mais qui ajournés ont laissé le mal s'aggraver.

Il est juste que dans ce cas, j'aie droit sous forme d'intérêt, à un dédommagement proportionné à l'étendue du préjudice que j'ai éprouvé ; par suite, il ne peut être question ici d'un maximum pour la fixation de cet intérêt.

Le *damnum emergens* a de tout temps rendu légitime la stipulation d'un intérêt, ainsi que l'a reconnu formellement saint Thomas d'Aquin dans sa somme (*quæstio* LXXVIII, art. II, *ad secundum*).

B. — *Lucrum ex mutuo cessans* ou gain dont le prêteur s'est privé en prêtant son argent.

Cette cause se confond souvent avec le *damnum emergens*, dont elle n'est en quelque sorte qu'une variété. L'Eglise exigeait, à l'origine, qu'il s'agît d'un gain habituel ou moralement certain. Le gain simplement probable ou même simplement possible ne suffisait pas pour légitimer la perception d'un intérêt. Paul de Castro, au 16^e siècle, est le premier qui ait défendu la légitimité de l'intérêt

dans cette hypothèse, aujourd'hui elle est généralement admise.

C. — *Periculum perdendæ sortis*, c'est-à-dire le risque de perte du capital, si l'emprunteur n'offre pas toutes les garanties désirables.

L'intérêt représente alors ici une prime d'assurance. Il suffit toutefois que le danger soit probable, ainsi que cela résulte de plusieurs décisions papales. Dans une instruction notamment adressée au père Félix, missionnaire en Afrique, par ordre de Benoît XIV, il est reconnu que « *ratione periculi cui mutuum sortem exponit, non* » « *prevenientis ex natura negotiationis, sed ex alia causa ex-* » « *trinsecâ accidentali, posse exigi lucrum tali periculo propor-* » « *tionatum.* »

Certains auteurs (1) ont objecté que ce titre avait pour premier inconvénient de toujours peser sur les pauvres, d'autant plus que leur pauvreté est plus grande et ont par suite contesté la valeur de ce titre, mais en général il est reconnu aujourd'hui.

D. — *Titulus legis civilis*.

Le prêt à intérêt devient-il légitime d'une manière générale lorsque la loi civile l'autorise, sans se préoccuper si l'un des trois titres précédents existe? La question est diversement résolue par les théologiens.

Ceux qui la repoussent, objectent qu'il n'est pas admissible que le prince ait le pouvoir de faire que ce qui

1. Abbé Morel, *Du prêt à intérêt ou des causes théologiques du socialisme*, p. 272 et 73.

est injuste en soi devienne juste et de rendre ainsi illusoires les défenses de l'Eglise.

A cela les partisans de l'affirmative répondent que dans certains milieux sociaux, tels que le nôtre en ce moment, le prêt est nécessaire non-seulement à la prospérité, mais à l'existence même du commerce et de l'industrie. L'Etat, dont la mission est de veiller à la prospérité publique, peut alors, en vertu du haut domaine qui lui appartient sur les biens de chacun des citoyens, transporter dans l'intérêt général, comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, d'impôts, etc., la propriété d'une partie des biens des citoyens des uns aux autres et rendre ainsi légitime l'intérêt exigé par le prêteur. Lorsqu'une disposition du pouvoir civil permet le prêt à intérêt, comme la loi de 1789, l'Eglise se fait juge du milieu social, et si le prêt lui paraît effectivement nécessaire, elle ne condamne pas la loi civile, qui par suite de l'approbation tacite que lui donne l'Eglise, devient un titre suffisant. Dans cette opinion, l'intérêt perçu en vertu du *titulus legis civilis*, représente une prime d'encouragement. Enfin, pour certains théologiens, le titre de la loi civile ne serait pas à proprement parler un titre, mais plutôt la présomption d'existence des autres titres. Lorsque dans un pays le commerce et l'industrie ont pris un grand développement, comme autrefois durant certaines foires et comme de nos jours, si l'Eglise permet aux fidèles de considérer la loi de 1789 et les lois postérieures comme des titres suffisants pour exiger un intérêt dans les prêts qu'ils consentent, c'est qu'elle voit dans les décisions du pouvoir civil, une preuve suffisante de l'exis-

tence, à l'état permanent, du *damnum emergens*, du *lucrum cessans* et du *periculum sortis*.

La cour de Rome, consultée à plusieurs reprises sur ce point, n'a jamais tranché la question de principe, elle s'est toujours bornée à donner des solutions toutes de pratique et spéciales aux cas qui lui étaient soumis.

Nous ne citerons pas toutes les décisions du Saint-Siège, nous nous bornerons à constater qu'il résulte de ces réponses que de nos jours, les catholiques, sauf le cas où le prêt gratuit leur est imposé comme un devoir de charité, peuvent en toute sûreté de conscience, alors même qu'il n'existe aucun titre externe, exiger un intérêt de l'emprunteur, par ce fait seul que la loi civile de leur pays autorise le prêt à intérêt. Les décisions rendues en 1822 sous le pontificat de Pie VII et en 1830 sous celui de Pie VIII portent en effet que les prêtres ne doivent pas priver de l'absolution ceux qui ont prêté à intérêt, jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement et pourvu qu'ils fussent vraiment décidés à se soumettre aux ordres du Saint-Siège « *dummodo parati sint stare mandatis sanctæ sedis.* »

Plusieurs membres du clergé protestèrent contre l'arrêt de la pénitencerie moderne, mais la majorité se soumit à l'avis du pape. En somme, on peut dire que la réprobation de l'Eglise ne frappe plus aujourd'hui que ceux qui perçoivent des intérêts supérieurs au taux légal et en d'autres termes qui commettent une infraction à la loi civile (1).

1. Consulter sur ce sujet l'ouvrage de l'abbé Jules Morel ; *du prêt à intérêt ou des causes théologiques du socialisme*, p. 212 et suiv.

§ III. — *Des contrats qui permettent au capitaliste de retirer un bénéfice légitime de son argent.*

Il existait au moyen âge différents contrats dont il est parlé par Benoît XIV dans son Encyclique *Vix pervenit* et qui offraient un moyen légitime de faire valoir son argent.

A. — Le plus connu de tous ces contrats fut sans contredit la constitution de rente en perpétuel, dont la légitimité fut toujours reconnue par l'Eglise.

Pothier, dans son traité du contrat de constitution de rente, en donne la définition suivante : « Ce contrat consiste en ce que l'un des contractants vend à l'autre une
« rente annuelle et perpétuelle dont il se constitue débiteur, pour un prix licite convenu entre eux, qui doit
« consister en une somme de deniers qu'il reçoit de lui,
« sous la faculté de pouvoir toujours racheter la rente,
« lorsqu'il lui plaira, pour le prix qu'il a reçu pour la constitution et sans qu'il puisse y être contraint ».

A l'origine, la rente constituée était comme la rente foncière inexigible de la part du créancier et irrachetable de la part du débiteur. Celui-ci étant considéré comme un acheteur véritable, on conçoit qu'il ne pût forcer son vendeur à reprendre sa chose malgré lui. Mais bientôt, sous la pression des besoins sociaux, on comprit que le débiteur de la rente avait le plus grand intérêt à pouvoir

rembourser lorsque, s'étant engagé à une époque où le capital était rare et où par suite les arrérages de la rente étaient élevés, il arrivait plus tard que l'argent devenant plus abondant, le débi-rentier aurait pu s'affranchir de la dette en empruntant à un taux inférieur. Aussi le pape Pie V, par une bulle de l'an 1570, ordonna qu'à l'avenir les rentes constituées pouvaient toujours être rachetées (1).

Dès lors, la constitution de rente se rapprocha beaucoup du prêt à intérêt ; mais ce qui aux yeux de l'Eglise les différenciait profondément, c'est que le crédit-rentier ne pouvant exiger le capital de la rente, l'emprunteur ne voyait jamais arriver le moment critique de la restitution.

Très usitée dans notre ancien droit, la constitution de rente n'est plus guère en usage de nos jours entre particuliers. Les rédacteurs du Code civil n'ont vu en elle qu'une variété du prêt à intérêt (art. 1909-1913).

B. — Nous arrivons maintenant au Mohatra (de l'arabe Mokhatra, chances, risques). Escobar, qui enseigna l'un des premiers cette combinaison, en explique ainsi le mécanisme. « Le contrat Mohatra est celui par lequel on
« achète des étoffes chèrement et à crédit pour les reven-
« dre au même instant à la même personne, argent comp-
« tant et à bon marché ».

Cette définition peut être complétée par le passage de l'*Epilogus summarum*. « Un homme qui a affaire de 20 pis-
« toles achète d'un marchand des étoffes pour 30 pisto-

1. Consulter Loysel, *Institutes coutumières*, liv. IV. tit. 1. § 7.

« les payables dans un an et les lui revend à l'heure même
 « pour 20 pistoles comptant ».

Telle est la subtilité qui courroussait si fort Pascal dans les *Lettres provinciales* (1). Dans le Mohatra, en effet, le prêt à intérêt est à peine déguisé : l'acquisition des marchandises n'étant qu'un prétexte, puisqu'elles sont revendues immédiatement, et la différence entre le prix d'achat et le prix de revente représentant l'intérêt. Le Mohatra fut condamné par le pape Innocent XI, lorsqu'il n'avait pour but que de tourner les défenses de l'Eglise, mais les théologiens considérèrent le Mohatra comme licite, lorsqu'il avait été contracté de bonne foi, comme par exemple lorsque les marchandises avaient été revendues à une autre personne qu'au vendeur lui-même.

C. — *Quid* des trois contrats ?

Les trois contrats appelés *contractus trium*, sont dus à la subtilité des clercs orientaux, qui cherchaient des détours pour échapper à la prohibition de l'usure. On croit que le moyen est antérieur au concile de Nicée (315) et contemporain de l'hérésie arienne. Les plus anciens canonistes de l'Orient, Zonare (2) et Théodore Balsamon, au 12^e siècle, en parlent déjà comme d'une invention frauduleuse.

Ils consistent dans un contrat auquel on adjoint un contrat d'assurance et un contrat de vente.

1^o Je contracte une société avec un négociant dont le fonds de commerce est de 300,000 francs ; je lui fais un apport de 100,000 francs et il m'associe pour un quart dans

1. Pascal 8^e *lettre provinciale*.

2. Zonare sur le 17^e canon du 1^{er} concile de Nicée.

ses affaires. La part que je toucherai sera selon toute vraisemblance 12 0/0. 1^{er} contrat.

2^o Mais je suis exposé à perdre mon capital, et alors, afin de ne courir aucun risque, je fais avec mon marchand un contrat d'assurances pour mes 100,000 francs moyennant lequel je lui abandonne une part de mes bénéfices. Quoiqu'il arrive je serai sûr de rentrer dans mon capital. C'est le 2^e contrat.

3^o Mais il est seulement probable, il n'est pas certain que des bénéfices soient réalisés. La société peut faire de mauvaises affaires. Je vends donc au marchand mon capital de 100,000 fr. et les gains à espérer, moyennant le prix de 100,000 fr. qu'il me rendra à la fin de la société et 5,000 fr. d'intérêts annuels jusqu'au jour du remboursement.

Cette vente, appelée par les casuistes : vente d'un plus grand gain espéré pour un profit moindre et certain, ne me fait courir aucun risque et m'assure un intérêt annuel de 5,000 fr.

Considérés isolément, ces trois contrats sont licites, il ne peuvent pas cesser de l'être par le seul fait qu'ils sont réunis dans une même convention. Ainsi raisonnaient les casuistes.

D'après l'avis des R. P. Jésuites, personne n'avait de scrupules lorsque l'intérêt était de 5 0/0 et cette opinion approuvée à Rome était enseignée en Italie et en Espagne par des professeurs de théologie.

Les trois contrats trouvèrent également des défenseurs en France, car la prohibition du prêt à intérêt commençait à peser et ce moyen permettait de rendre les capitaux

civils productifs d'intérêts dans le commerce, ce qui n'empêchait pas les esprits sincères en théologie et en jurisprudence de condamner les trois contrats, car il est évident qu'au fond les parties n'avaient cherché qu'à faire un prêt. Pothier écrivait que ce n'était « qu'une illusion de la cupidité » (1).

D. — *Quid* du prêt de commerce ?

Un certain nombre de théologiens ont enseigné que les prohibitions de l'Église ne s'appliquaient qu'au prêt civil et non pas au prêt de commerce (2).

Mais cet enseignement est en contradiction avec l'encyclique de Benoît XIV « *vix pervenit* ». Il y déclare en effet que le prêteur ne peut invoquer, pour excuser son usure, que le prêt est fait à un commerçant. La même décision se trouve reproduite dans le commentaire que Benoît XIV fit lui-même de son encyclique.

La question a été plusieurs fois portée devant la Cour de Rome, mais celle-ci n'a jamais tranché la question de principe, et s'est toujours bornée à donner la solution pratique de l'affaire qui lui était soumise.

E. — Le prêt à la grosse aventure a toujours été considéré comme légitime à cause de son caractère aléatoire.

Quant au contrat de société, l'Église ne s'est pas bornée à le permettre, elle l'a toujours conseillé; elle y vit un

1. Troplong, *Du contrat de Société*, § 47.

2. Cette thèse a été soutenue en France par le Cardinal de la Luzerne (1738-1821). *Dissertations sur le prêt de commerce*.

excellent moyen de régler les rapports du capital et du travail. Si le capitaliste prend part aux bénéfices, il supporte aussi les pertes dans les mêmes conditions.

Enfin les théologiens admettaient également la légitimité du contrat de change, de l'escompte et du droit de commission.

CHAPITRE IV.

LÉGISLATION DU PRÊT A INTÉRÊT DANS L'ANCIEN DROIT FRANÇAIS ET JUSQU'À LA LOI DU 12 JANVIER 1886.

Dans l'ancien droit, on entendait par usure tout ce que le prêteur exigeait au-delà du fort principal : *usura est quidquid ultra sortem mutuam exigitur*. Le prêt était alors considéré comme gratuit de son essence. L'Église, toute puissante au moyen-âge, avait prohibé le prêt à intérêt et les rois obéissants avaient contresigné ses anathèmes. Le droit séculier se conforma donc au droit canonique et jusqu'à la Révolution, la même défense de tirer un profit de son argent se retrouva dans toutes les lois.

Les ordonnances royales qui prohibèrent le prêt à intérêt eurent le tort de ne pas tenir compte des besoins sociaux et de la nécessité absolue du prêt à intérêt. Les Juifs se présentèrent n'ayant pas les scrupules des chrétiens, et ayant de l'argent, ils le louèrent. Mais comme ils avaient de grandes chances d'être condamnés, ils escomptaient par avance dans la vente à réméré à laquelle ils avaient souvent recours, les risques de la condamnation en faisant payer aux emprunteurs la persécution qui s'acharnait sur eux.

Les Juifs firent constamment au moyen-âge le commerce

de l'argent et les rois en édictant contre eux leurs ordonnances, n'avaient le plus souvent pour but que de les dépouiller.

§ 1. — *Principales ordonnances rendues contre les usuriers.*

En France, de Charlemagne à Louis XIV, de nombreuses lois furent rendues contre les usuriers.

Le premier monument législatif concernant le prêt à intérêt est le capitulaire d'Aix-la-Chapelle de 789. L'empereur Charlemagne, se basant sur une décrétale du pape saint Léon de 445 défendit aux laïques comme aux clercs la pratique de l'usure : *omnino omnibus interdictum est ad usuram quidquid dare*. Il renouvela cette prohibition dans le capitulaire de Nimègue en 806 et prit soin de déclarer qu'il y avait usure chaque fois que *amplius requiritur quam datur* (1).

Ces deux capitulaires furent confirmés par Louis le Débonnaire en 814, qui déclarait que l'usure était le fléau des peuples. En 1254, une ordonnance de saint Louis défendait l'usure sans aucune exception, cette ordonnance fut publiée au Concile de Béziers en 1255. Une ordonnance de Philippe III, de 1274, enjoignit à tous les juges d'expulser du royaume, dans les deux mois, tous les usuriers étrangers.

Les peines les plus sévères atteignaient l'usurier à cette

1. Baluze. *Capit. reg. franc.* t. 1, col. 215, V. et col. 454, XII et XVII.

époque. L'Église prononçait contre eux l'excommunication et leur refusait la sépulture ecclésiastique. Cette peine se trouve répétée au Concile de Latran (1179), au Concile de Trêves (1238), au Concile de Ravenne (1317), elle est mentionnée également dans les statuts de l'Église de Liège (1287) et dans les actes du Synode de Cologne en 1300.

Quant aux peines prononcées par le pouvoir séculier, elles consistaient le plus souvent dans la confiscation des biens des usuriers. On le voit entre autres par les lois du roi d'Angleterre Edouard le Confesseur et par le passage d'une charte de Durand, évêque de Chalons-sur-Saône de 1221. Quelquefois la confiscation n'avait lieu qu'après la mort des hommes convaincus d'usure.

On peut consulter entre une charte de Richard I^{er}, roi d'Angleterre pour le clergé de Normandie en 1190, d'après laquelle les usuriers pouvaient disposer de leurs biens pendant leur vie. La preuve qu'ils avaient prêté à usure devait être faite dans l'année qui suivait leur mort, pour qu'ils fussent déclarés usuriers : ceci résulte d'un établissement entre les clers et les barons de Normandie de l'an 1205 qui dit formellement (chap. 20) « Nul ne doit « estre tenu usurier, qui an et jour a cessé de usures mener, après ses derraines usures ». Sinon on supposait qu'il s'était repenti. Pour prouver le crime d'usure, il fallait que trente-deux hommes libres du voisinage jurassent que l'individu était mort dans le crime. La confiscation avait alors lieu au profit du roi. Les usuriers ne pouvaient tester, leur testament était annulé.

Dans son ordonnance de Montargis du 13 janvier 1311,

Philippe le Bel défendit à son tour l'usure sous peine de confiscation de corps et de biens, mais il restreignait l'application des peines aux usures excessives, c'est-à-dire celles dont le taux excéderait un denier pour livre par semaine, quatre deniers par mois et quatre sols par an. L'ordonnance de Maubuisson de juillet 1311 était conçue en termes identiques.

Cette restriction aux usures excessives ayant soulevé les protestations des légistes qui déclaraient qu'en réalité le roi permettait le prêt à intérêt, Philippe le Bel, dans l'ordonnance de Poissy, du 8 décembre 1312, s'éleva contre cette interprétation des légistes « nous ne souffrons, » dit-il, mie usures de menüe quantité ». Il confirma en conséquence la peine de la confiscation pour les usures excessives et pour les usures moindres la punition était laissée à l'arbitrage des juges (1).

Philippe VI de Valois, dans l'ordonnance d'Orléans du 25 mars 1332, prononça également la confiscation de corps et de biens contre les usuriers « tous leurs biens, dit-il, » nous seront acquis, et sera le corps puni comme de cas » criminel ». Il tolérait toutefois le prêt à intérêt tant que le taux ne serait pas supérieur à un denier à la livre par semaine (1).

Louis XII, dans une ordonnance de 1510, confirma les défenses antérieures, il défendit en outre aux notaires de recevoir des contrats usuraires sous peine d'amende et de privation de leur charge, il enjoignait aux juges de

1. De Laurière. *Ordonn. des rois de France de la 3^e race*, 1 vol. page 484, 494, 508.

1. De Laurière. *Ordonn. des rois de France de la 3^e race*, 2^e vol. p. 85.

poursuivre rigoureusement les usuriers et il prononçait des récompenses en faveur des dénonciateurs, si l'usure était prouvée.

François I^{er}, en 1535, confirma simplement l'ordonnance de 1510.

Charles IX, dans son ordonnance de 1567, enjoignait à nouveau aux juges de poursuivre les usuriers.

Par un édit d'octobre 1576, Henri III ordonnait l'exécution pure et simple des ordonnances de ses prédécesseurs sur l'usure. Mais en mai 1579 il rendait la célèbre ordonnance de Blois dont l'art. 202 contenait les dispositions suivantes : « Faisons inhibitions à toutes personnes
« de quelque état ou condition qu'elles soient, d'exercer
« aucune usure, ou prêter leurs deniers à profits et in-
« térêts ; ou bailler marchandises à perte de finance par
« eux ou par d'autres, encore que ce fût sous prétexte
« de commerce, à peine pour la première fois d'amende
« honorable, bannissement et condamnation à de grosses
« amendes, dont le quart sera adjugé aux dénonciateurs,
« et pour la deuxième fois de confiscation de corps et de
« biens, ce que semblablement nous voulons être ob-
« servé contre les proxenètes, médiateurs et entremet-
« teurs de tels trafics et contrats illicites et réprouvés.
« Sinon au cas qu'il vinssent volontairement à révélation,
« auquel cas ils seront exempts de la peine ».

Les mots « encore que ce fut sous prétexte de commerce » avaient été mis dans le but de réfuter la distinction de certains légistes entre le prêt ordinaire et le prêt de commerce, entre ce qu'ils appelaient l'usage de consommation et l'usage d'emploi et d'accroissement. Henri IV,

par édit de 1606, proscrivit toute usure et ordonna les poursuites par la voie extraordinaire.

Louis XIII confirme également les dispositions antérieures (art. 151 de l'ordonnance de 1629).

Enfin Louis XIV, par les art. 1 et 2 de l'ordonnance du commerce, défendit aux négociants, marchands et autres de comprendre les intérêts avec le principal dans les lettres et billets de change et de prendre des intérêts d'intérêts sous quelque prétexte que ce fût.

Avant 1789 l'usure fut toujours poursuivie par la voie extraordinaire. Les peines variaient suivant que l'usure était minime ou excessive. L'usure minime était punie de l'admonestation, de l'amende ou du blâme, l'usure excessive au contraire était punie de l'amende honorable, du bannissement, des galères et en cas de récidive de la confiscation de corps et de biens, c'est-à-dire des galères perpétuelles ou du bannissement à perpétuité.

§ II. — *Hypothèses où l'usure était licite au moyen âge.*

Il existait dans l'ancien droit une hypothèse où l'usure était licite. Quand l'emprunteur avait été mis en demeure, par une sommation judiciaire, de restituer ce qu'il avait reçu, il devait au prêteur des intérêts moratoires pour le retard par lui apporté dans l'exécution du contrat, calculés à 5 0/0 en matière civile et à 6 0/0 en matière commerciale.

La jurisprudence finit même par devenir pour ainsi

dire la complice de l'infraction des lois : au moyen d'une mise en demeure convenue, les parties remplaçaient l'usure lucratoire interdite par l'usure compensatoire qui était permise, l'unique objet de la mise en demeure étant de donner cours à des intérêts moratoires.

Ces intérêts étaient dus de plein droit par suite du retard, sans que le prêteur eût à justifier d'un préjudice effectif, mais par contre, il ne pouvait prétendre à un dédommagement plus élevé, quelque grand que fût le préjudice éprouvé.

Les intérêts des deniers appartenant à des mineurs étaient productifs d'intérêts à leur profit, si le tuteur ne les avait pas employés d'une manière productive, dans les six mois à compter du jour où il les avait reçus.

La dot produisait également des intérêts de plein droit. La prohibition de prêter à intérêt avait reçu également de bonne heure une exception importante au moment de certaines foires.

Une ordonnance de Philippe-le-Bel, de juillet 1311, accordait aux marchands qui fréquentaient les foires de Champagne l'autorisation de prêter pendant la durée de ces foires aux taux de cinquante sols par cent livres.

Charles-le-Bel, en 1327, et Philippe de Valois, en 1349, confirmèrent les privilèges des foires de Champagne et de Brie, l'ordonnance du 6 août 1349 exigeait seulement que l'intérêt ne fût pas supérieur à 15 livres pour cent par an (1).

Les mêmes avantages furent accordés aux foires de

1. De Laurière. *Ordonnance des roys de France*, 1^{er} vol. p. 484 et 800 ; 2^e vol. p. 307.

Lyon par Charles VII, en 1419, qui les confirma par l'ordonnance d'Angers en février 1443.

Ces privilèges furent confirmés à maintes reprises et notamment par un édit de 1669 qui permettait aux marchands fréquentant les foires de Lyon de prêter à intérêts pour cause de marchandises, pourvu que ce fût sans fraude, ni déguisement. Bientôt la mesure fut étendue et tout le commerce du royaume put jouir d'une concession qui lui devenait de plus en plus nécessaire.

§ III. — *Du prêt à intérêt dans le dernier état de la législation.*

Cependant, avec le progrès du commerce et de l'industrie, les capitaux commençaient à devenir un puissant moyen de production.

Locke, Montesquieu (*Esprit, des lois*, l. XXII, Ch. 19), Adam Smith (l. II ch. IV), Say (l. II, ch. 8.), et tous les économistes du 18^e siècle démontrent que dans le contrat de prêt, l'argent n'était qu'un intermédiaire, que l'intérêt n'était pas le loyer d'une certaine quantité de métal, mais bien celui des objets que l'on pouvait acquérir avec la somme prêtée et que cette locution populaire « intérêt de l'argent » était radicalement fautive. Dès lors, plus de différence entre la location d'un capital de celle d'un fonds de terre.

L'emploi possible de la somme prêtée établit l'obligation pour l'emprunteur de tenir compte au prêteur de l'u-

tilité qu'il y peut trouver et du tort dont l'absence de ce capital peut être cause.

Bentham, dans une suite de lettres datées de l'année 1787, se constitua le défenseur de l'usure. « Le résultat
« de mes méditations, écrivait-il, se réduit pour moi à
« la proposition suivante, à savoir que nul homme par-
« venu à l'âge de raison, jouissant d'un esprit sain, agis-
« sant librement et en connaissance de cause, ne doit
« être empêché, même par des considérations tirées de
« son avantage, de faire comme il l'entend tel marché que
« ce soit, dans le but de se procurer de l'argent et par
« conséquent personne ne doit être empêché de lui don-
« ner ce qu'il demande aux conditions qu'il veut bien
« accepter ».

Cette proposition devint la base de la loi du 3-12 octobre 1789, votée sur l'initiative du député Pethion de Villeneuve. Elle permettait à tous particuliers, corps, communautés et gens de main-morte, de prêter l'argent à terme fixe et par conséquent sans aliénation du capital, mais suivant le taux fixé par la loi sans entendre rien innover aux usages du commerce. (*Moniteur* du 4-5 octobre 1789.) Cette loi, qui soumettait la stipulation d'intérêt au joug d'un taux légal, fut rapportée par celle du 11 avril 1793, laquelle déclarait expressément que l'argent n'était qu'une marchandise et qu'ainsi le capitaliste pouvait attacher à l'argent prêté le prix qu'il trouvait dans ses convenances. En vain la Convention s'empressa-t-elle de rapporter dès le mois suivant la loi du 6 floréal, le signal était donné et d'ailleurs, un an après, une loi du 5 thermidor de l'an IV vint consommer l'affranchissement

du contrat de prêt en proclamant qu'à l'avenir chaque citoyen serait libre de contracter comme bon lui semblerait et que les obligations qu'il aurait souscrites seraient exécutées dans les termes et valeurs stipulés. Les idées de Bentham et Turgot avaient fini par dominer dans les assemblées législatives.

Mais les luttes des juriconsultes qui avaient fait établir une distinction contraire à la loi entre la poursuite criminelle désormais interdite et la réduction des intérêts excessifs, distinction adoptée par le ministre de la justice et sur le fondement de laquelle des stipulations usuraires furent annulées par plusieurs cours, les abus qui se produisirent amenèrent le dépôt par le gouvernement au corps législatif du projet de loi adopté le 3 septembre 1807.

Le taux de l'intérêt que le Code civil n'avait pas déterminé fut fixé à 5 0/0 en matière civile et à 6 0/0 en matière commerciale. Nous étudierons plus loin avec plus de détail la loi de 1807. Mais revenons un peu en arrière et étudions les discussions que souleva la rédaction de l'article 1907 du Code civil.

Les décrets rendus par la Convention n'avaient d'autre but que de suppléer à la rareté de l'argent et de faire circuler le papier-monnaie, ils furent rendus sous l'empire de nécessités politiques et de crises exceptionnelles. La crise des assignats fut la cause de toutes les incertitudes et contradictions législatives. Comme on défendait de se servir de l'argent et que jamais il n'avait été plus indispensable, son prix s'éleva démesurément, les abus de l'usure devinrent inouïs, le papier-monnaie se dépré-

ciant avec une rapidité et dans des proportions insensées. C'est dans ces conditions que les rédacteurs du Code civil, dans la séance du 28 janvier 1804, furent saisis de la question du taux de l'intérêt à propos de l'article 34 du projet (art. 1907 du C. c.) qui était ainsi conçu : « Le taux
« de l'intérêt est déterminé par les lois particulières,
« l'intérêt qui aura été stipulé à un taux plus fort sera
« réduit conformément à la loi. Si l'intérêt a été payé au-
« dessus du taux légitime, l'excédent sera imputé année
« par année, sur le capital qui sera réduit d'autant (1). »

Les orateurs, au cours de la discussion, furent unanimes à reconnaître que les circonstances pouvaient influencer beaucoup sur le prêt d'argent et sur ses conditions. Mais tandis que les uns se prononçaient pour la liberté des conventions, d'autres voulaient que le taux fût réglementé par le gouvernement.

Parmi les premiers, on peut citer principalement Regnault de Saint-Jean-d'Angely, Treilhard et Béranger. Il est craindre, disait Treilhard, que la loi et les circonstances ne se trouvent pas toujours d'accord : si la loi fixe l'intérêt à un taux modéré, les circonstances pourront cependant être telles qu'il deviendra impossible de trouver de l'argent à ce prix.

La loi d'ailleurs sera éludée au gré des parties, ajoutait Regnault, car elles pourront toujours déguiser la stipulation d'un intérêt supérieur au taux légal, en confondant dans la somme prêtée le capital et les intérêts. En outre il est facile d'apercevoir les inconvénients qu'il y

1. Loqué, tome XV, p. 20 et suiv.

aurait d'imposer aux particuliers une règle dont le gouvernement est souvent forcé de s'éloigner dans ses négociations, on ne peut imposer 5 0/0 pour le placement sur les particuliers alors qu'on placerait à 10 0/0 sur l'Etat en achetant des rentes à 54 ou 55 fr. — La nature de l'intérêt est d'être variable comme toutes les choses sur lesquelles les circonstances peuvent influer.

Malleville, Cambacérès et Tronchet principalement se prononcèrent pour l'intervention du législateur.

Le projet fut transmis au Tribunat qui discuta le projet de loi et le renvoya au corps législatif : il fut adopté par cette dernière assemblée et promulgué le 19 mars 1804. — Le principe de la liberté des conventions s'y trouve concilié avec le droit supérieur de l'Etat. On reconnaissait au législateur le droit d'intervention, sauf à ne l'exercer qu'exceptionnellement, quand les circonstances l'exigeraient. On se borna donc, en 1804, à réserver le droit du législateur et à lui laisser toute latitude pour l'avenir. L'article 1907 du C. c., voté après bien des hésitations, fut ainsi rédigé : « L'intérêt est légal ou conventionnel — L'intérêt légal est fixé par la loi — L'intérêt « conventionnel peut excéder celui de la loi toutes les « fois que la loi ne le prohibe pas. Le taux de l'intérêt « conventionnel doit être fixé par écrit. »

§ IV. — *De la loi de 1807 et de ses résultats.*

Aucune réglementation n'était donc établie par le Code civil, le taux resta libre de 1804 à 1807. Durant cette

période le taux fut assez élevé, mais cela tint à des circonstances tout exceptionnelles et à la situation générale du pays. La valeur du papier-monnaie s'amoindrit chaque jour, et la confiance n'était pas encore rétablie. Quelques abus assez rares d'ailleurs s'étant produits, on réclama une grande sévérité contre les usuriers. Les clameurs persistant, il fallait faire quelque chose, tout en se gardant de contredire l'article 1907. Napoléon fut trompé par les circonstances défavorables dans lesquelles la liberté avait été essayée, il ne distingua pas la véritable cause du mal : le manque de confiance qui rendait les emprunts et les placements très difficiles. L'empereur, désireux de voir le numéraire circuler davantage et se porter sur les fonds publics, crut pouvoir les faire hausser en abaissant arbitrairement le prix de l'argent.

Le 25 août 1807, Joubert lisait son rapport aux corps législatif ; il y montrait les effets déplorables de l'usure, cause de la ruine de familles entières et il terminait par cette phrase si connue : « N'avez-vous pas vu naguère encore, au grand scandale des mœurs, des tourbes d'hommes jadis voués aux travaux de l'agriculture, aux arts et aux professions libérales, se précipiter avec fureur dans les gouffres de l'agiotage ».

La loi de 1807 fixa le taux de l'intérêt conventionnel à 5 0/0 en matière civile et à 6 0/0 en matière commerciale.

L'effet de la loi fut celui qu'en attendait Napoléon. Il avait voulu concentrer les capitaux sur les effets publics et favoriser les spéculations sur la rente afin de relever le crédit et les finances de l'empire. La rente s'éleva en

effet de 80 à 90, c'est-à-dire que le taux descendit de 6 1/2 0/0 à 5 1/2 0/0. Lors de la discussion de la loi, il avait été dit qu'on n'entendait pas établir une règle fixe et éternelle, qu'on réservait l'avenir et que l'on pourrait modifier fréquemment le taux légal suivant les temps et les circonstances.

Or depuis 1807 les éléments d'appréciation sur lesquels le législateur s'était basé se sont complètement modifiés; il est impossible de soutenir que le taux moyen de l'intérêt puisse être le même en 1894 qu'en 1807 et on ne peut laisser subsister le taux de 5 0/0 qui ne correspond plus à la réalité des choses.

§ 5. — *Exceptions apportées à la loi de 1807.*

D'ailleurs, des exceptions assez nombreuses ont été apportées à la loi de 1807 et l'Etat, tout d'abord, s'est complètement affranchi de ses rigueurs.

Deux décrets des 15 et 18 janvier 1814 proclamèrent la liberté illimitée du prêt et suspendirent l'application de la loi de 1807 jusqu'au 15 janvier 1815. Ces deux décrets furent motivés par la triste situation de la France à cette époque, les sacrifices imposés par les invasions étrangères ayant amené une gêne générale.

Une ordonnance du 7 décembre 1835, spéciale à l'Algérie, établissait pour ce pays la liberté complète quant aux intérêts conventionnels, l'intérêt légal seul était fixé à 10 0/0.

Un arrêté rendu le 4 novembre 1848 par le chef du pouvoir exécutif sans l'intervention ni de l'autorité gouvernementale en Algérie, ni du Conseil d'Etat et sous l'empire de discussions politiques relatives au crédit, vint soumettre à une limite fixée à 10 0/0, en matière civile et à 12 0/0, en matière de commerce l'intérêt conventionnel dans notre province d'Afrique.

Les conséquences désastreuses de cette limitation ne tardèrent pas à se produire. Aussi un décret du 21 novembre 1849 dut-il abroger l'arrêté de 1848 pour en revenir à l'état de choses créé par l'ordonnance de 1835, c'est-à-dire à la limitation à 10 0/0 de l'intérêt légal et à la liberté en ce qui concernait l'intérêt conventionnel.

Les passages suivants extraits du rapport du ministre de la guerre au Président de la République feront comprendre l'utilité du décret de 1849, en nous montrant les inconvénients de la fixation du taux de l'intérêt : « L'ar-
« rêté de 1848 n'a fait qu'aggraver le mal et rendre sen-
« sible par l'expérience tous les inconvénients attachés
« à la fixation du taux de l'intérêt. D'une part cet arrêté,
« aussitôt éludé que rendu, a donné lieu à une foule
« d'opérations dans lesquelles l'excédent d'intérêt a été
« frauduleusement dissimulé ; de l'autre, il a été funeste
« en éloignant les capitaux, en élevant leurs prix que la
« concurrence tendait à diminuer, en nécessitant des
« actes simulés qui multipliaient les frais, en livrant
« les emprunteurs à la merci de ceux des prêteurs qui,
« ne craignant pas d'éluder la loi, faisaient nécessaire-
« ment payer les peines ou la honte qu'ils avaient à bra-
« ver. Sous l'empire de l'ordonnance de 1835, les pla-

« cements étaient descendus successivement à un taux
« inférieur à celui du taux légal. Sous l'empire de l'ar-
« rêté du 4 novembre 1848, l'argent a disparu presque
« complètement et malgré les peines édictées, l'intérêt
« des prêts qui s'effectuent aujourd'hui s'élève en fait à
« un taux fabuleux, qu'on n'oserait citer, etc.... ». De-
puis, une loi du 27 août 1881 décide que, « en Algérie la
convention sur le prêt à intérêt, fait la loi des parties »
et fixe à 6 0/0 le taux de l'intérêt légal.

Déjà en 1836 M. Lherbette avait proposé à la Chambre des députés d'abroger la loi de 1807. Il développa à l'appui de sa proposition les meilleurs motifs dans le meilleur langage ; on l'écouta, on l'applaudit, on trouva même qu'il avait raison ; mais néanmoins, après un discours de M. Dupin, la proposition fut rejetée comme étant inopportune. « La protection de la loi de 1807, disait M. Lherbette, avec beaucoup de raison, ne peut-elle pas se
« réduire à celle dont on accablerait un homme pressé
« par la faim, à qui l'on dirait : tu mourras plutôt que
« de payer ce morceau de pain son prix, parce que ce
« prix est au-dessus de mon estimation. Là comme pres-
« que partout, c'est la protection qui tue et la liberté
« qui vivifie. » (Séance du 9 mars 1836, *Moniteur*, page 438.)

Après 1848 l'école socialiste soulevait à nouveau la question de la légitimité de l'intérêt. D'après elle, il était inique qu'un capitaliste se fit payer un intérêt quelconque pour mettre une somme d'argent, qui ne lui était pas nécessaire, à la disposition de celui qui en avait besoin. Cette question donna lieu à la célèbre controverse qui se poursuivit entre Proudhon et Frédéric Bastiat,

mais le talent du premier ne put prévaloir contre la logique et le bon sens du second.

Nous arrivons ainsi à la loi de 1850 qui, loin de revenir au droit et à la liberté des conventions, enchérissait sur la législation de 1807 en aggravant la réglementation avec ses conséquences pénales. La loi de 1850 ajoutait à l'amende pour le simple délit d'habitude d'usure un emprisonnement de six jours à six mois et déclarait que lorsque l'escroquerie serait réunie à l'usure, le coupable pourrait être passible de cinq années d'emprisonnement. Cette réaction ne fut pas de longue durée, elle avait été motivée par les circonstances politiques. Les besoins sérieux et permanents du commerce devaient promptement changer le cours de l'opinion publique.

En 1857, à l'occasion de la loi relative à la prorogation du privilège de la Banque de France, des députés sollicitèrent l'affranchissement des prêts, mais tout le monde fut d'accord pour faire en faveur de la Banque une exception à la loi de 1807.

L'article qui fut adopté définitivement était ainsi conçu : « La Banque de France pourra, si les circonstances
« l'exigent, élever au dessus de 6 p. 0/0 le taux de ses
« escomptes et l'intérêt de ses avances ».

C'était un premier pas vers l'abrogation de la loi de 1807. On voulut, par l'octroi de cette liberté, permettre à ce grand établissement de crédit de protéger son encaisse métallique, et éviter que l'argent ne désertât dans les pays voisins où l'intérêt était plus élevé qu'en France.

L'exposé des motifs de la loi est assez remarquable :
« Ce n'est pas constituer, y est-il dit, au profit de la Ban-

« que de France une espèce de privilège, c'est plutôt ré-
« tablir l'égalité entre elle et les banques privées aux-
« quelles la jurisprudence a depuis longtemps reconnu
« le droit d'ajouter une commission à l'intérêt légal fixé
« par la loi de 1807. » Il résulte donc d'une façon offi-
cielle de cet exposé que la jurisprudence avait admis des
dérogations à la loi de 1807 et que la loi de 1857 avait
pour objet de rétablir l'égalité entre les banques privées
et la Banque de France.

La question de la suppression de la loi de 1807 fut po-
sée et débattue à nouveau au sénat en 1861-1862, à l'oc-
casion de deux pétitions émanant, la première de plusieurs
banquiers de la Charente, la deuxième de la chambre syn-
dicale d'exportation de Paris. La première pétition deman-
dait la liberté du taux et de l'escompte, la deuxième ré-
clamait pour les commerçants français la faculté de sti-
puler le même taux que celui admis dans les pays avec
lesquels ces commerçants seraient en relations d'affaires.

Au cours de la discussion, dans la séance du 21 janvier
1864, M. Jules Favre s'exprimait ainsi : « Il est certain
« que pour préserver les campagnes de l'usure crimi-
« nelle que je réprouve comme vous, on les condamne à
« une sorte d'usure légale, c'est-à-dire qu'on empêche ce
« qu'il y a de plus désirable au monde, la circulation de
« l'argent à bas prix dans les campagnes. Savez-vous
« quel est le moyen de le rendre possible et de l'encou-
« rager, c'est de faire qu'au lieu du prêt hypothécaire,
« on ait recours au prêt chirographaire, c'est que le
« paysan s'accoutume à considérer son billet, sa signa-

« ture, sa solvabilité comme étant une caution et par
« conséquent une raison suffisante de confiance ».

L'Etat lui-même s'est constamment affranchi des rigueurs de la loi de 1807. Il n'a jamais hésité, quand il ne pouvait faire mieux, à faire des emprunts au-dessus du taux légal. Les grands emprunts négociés en 1817-1818 ont été émis au taux de 10 p. 0/0. Les emprunts faits par le gouvernement de Tours en 1870 par M. Thiers et l'assemblée nationale en 1871 l'ont été également en violation de la loi de 1807.

Rien ne peut mieux démontrer l'impuissance de la loi de 1807, que ces variations suivant les époques et les besoins du moment; car si véritablement le législateur avait un droit ou un pouvoir quelconque sur le prix de l'argent, ne s'empresserait-il pas d'en user pour en faire bénéficier l'Etat lors des grands emprunts, mais il n'en est pas ainsi, et l'Etat, comme emprunteur, doit subir une loi plus forte de celle de 1807, la loi de la concurrence. « Il est dangereux, dit Pascal, de dire au peuple que les lois ne sont pas justes, car il n'obéit qu'à cause qu'il les croit justes » (1). Turgot de même, dans son mémoire sur les prêts d'argent, disait : « L'inobservation de la loi diminue le respect que les citoyens devraient avoir pour tout ce qui porte ce caractère. D'un autre côté, l'existence de cette loi entretient un préjugé fâcheux, flétrit une chose licite en elle-même, une chose dont la société ne peut se passer et que par conséquent une classe nombreuse de citoyens est obligée de se permettre. »

1. Pascal, *Pensées*, X, ch. IX.

Quoi qu'il en soit il est toujours fâcheux de voir le gouvernement donner l'exemple de la violation des lois.

C'est en vain que l'on a dit que l'illégalité des emprunts était couverte par une loi qui les autorise. Le vote d'une loi contraire à une loi préexistante ne peut servir que d'argument contre cette loi préexistante. La dérogation pour un cas spécial et accidentel constitue la critique la plus solennelle d'une loi qui ne peut subsister qu'à la condition d'être souvent mise de côté.

L'Etat subit la loi de l'offre et de la demande et il a plus ou moins de crédit comme les particuliers. Les risques qu'il fait courir sont très variables. C'est à tort que M. Dupin a dit que l'Etat était indépendant, car il fixe lui-même le taux de l'intérêt. Or il subit la loi commune et s'il emprunte à un taux élevé, c'est qu'il y est obligé pour trouver de l'argent.

Si le gouvernement avait le pouvoir d'empêcher la hausse du prix de l'argent, il ne laisserait pas les communes et les départements contracter des emprunts qui dépassent souvent en réalité la limite légale. Ces emprunts, en outre, sont autorisés parfois par des décrets et il est assez extraordinaire de voir un simple décret défaire ce qu'a fait une loi.

On a cherché à justifier ces emprunts par toutes sortes de mauvaises raisons; la meilleure de toutes à donner, pour nous, c'est qu'il y a impossibilité de faire autrement. Il en est encore de même des grandes compagnies de chemin de fer qui émettent avec l'autorisation du gouvernement des obligations à un chiffre qui leur a fait souvent produire un intérêt supérieur au taux légal. Le ca-

pital de remboursement supérieur à celui d'émission constitue un supplément d'intérêt.

Il faut que les lois répressives reposent sur des principes nets et précis. Quand le principe est vrai, aucune exception ne doit être admise. La loi doit être toujours et constamment appliquée ou bien supprimée. Nous avons déjà cité quelques exceptions, il y en a d'autres que nous allons passer en revue.

1° Du droit de commission.

Lorsque le prêteur, au lieu d'être un particulier, est un banquier la jurisprudence lui permet de stipuler un droit de commission en sus du maximum du taux de l'intérêt conventionnel. C'était en réalité un moyen détourné permettant aux banquiers de se procurer un intérêt supérieur au taux de l'intérêt légal. On peut le justifier par le service spécial que rend le banquier aux emprunteurs, par les frais de bureau qu'il a à payer et enfin par les risques qu'il court, les déposants pouvant lui réclamer les sommes déposées avant que lui-même les ait recouvrées de ses emprunteurs.

Ce droit de commission est perçu par les banquiers à chaque renouvellement du prêt, aussi ont-ils intérêt à ne consentir des prêts qu'à brève échéance.

Le législateur a reconnu le droit de commission en autorisant par la loi du 6-12 juillet 1860 le Crédit Foncier à percevoir en sus de l'intérêt légal une commission de 0 fr. 45 pour frais d'administration.

Le 1^{er} mars 1860 l'autorisation avait déjà été donnée de prélever au-dessus de 8 0/0 en Algérie une commission de 1 fr. 20 p. 0/0 pour frais d'administration.

Cependant la jurisprudence, tout en autorisant le droit de commission, s'est toujours réservé le droit de le réduire à de justes proportions. Nous verrons plus loin si depuis la loi de 1886 le droit de réduction appartient encore aux tribunaux. Faisons remarquer seulement en passant qu'ils n'en usaient que bien rarement et dans des cas exceptionnels.

2° Les prêts faits par les monts-de-piété ne sont pas soumis à la loi du 3 septembre 1807.

« Le taux de l'intérêt à exiger des emprunteurs et à
« accorder aux prêteurs sera fixé par le conseil d'admini-
« stration » (art. 8 du décret du 24 messidor an XII (13 juillet 1804). Cette disposition a été confirmée par le décret du 8 thermidor de l'an XIII qui a organisé le Mont-de-Piété et qui a servi ensuite de modèle pour la création des Monts-de-Piété de province.

D'après ce décret, le taux des droits de prêts à payer par les emprunteurs doit être réglé tous les six mois par le conseil d'administration, sauf confirmation du ministre, sur l'avis du préfet du département, sans que le taux actuel puisse être augmenté (art. 55).

La loi du 24 juin 1851 régit aujourd'hui les Monts-de-Piété. L'art. 2 de cette loi dispose que l'organisation de chacun d'eux sera déterminée par un décret.

C'est ainsi que l'administration du Mont de Piété de Paris a été réglementée par les décrets des 24 mars-6 avril 1852. Aux termes de l'art. 8 § 5, le conseil de surveillance est appelé à donner son avis sur la fixation du taux de l'intérêt des prêts et emprunts.

Or le Mont-de-Piété, cet établissement institué dans un

but de bienfaisance, prête à Paris au taux de 9 1/2 p. 0/0 (savoir 6 p. 0/0 intérêt, 3 0/0 frais de régie, 1/2 p. 0/0 droit d'appréciation), dans onze villes de France au taux de 12 0/0 et enfin à Cambrai au taux de 15 0/0.

Un particulier qui voudrait faire de la charité à ce prix serait aux yeux de la loi un usurier.

Et non seulement le Mont-de-Piété a ce privilège de ne pas observer la loi commune, mais il peut prêter sur simple reconnaissance, avec le droit de vendre le gage aux enchères publiques, à défaut de paiement, dans un délai préfixé, tandis que le particulier qui veut prêter sur dépôt est contraint de recourir pour une somme supérieure à 150 fr. à un acte authentique ou sous seing privé ayant date certaine et il ne peut jamais disposer du gage sans l'autorisation de la justice (art. 2074, 2078, Cc.)

Il existe encore un certain nombre de contrats auxquels ne s'appliquent pas les restrictions de la loi de 1807.

3° D'après une jurisprudence constante, la loi de 1807 ne reçoit pas son application en ce qui concerne le taux de l'escompte. En doctrine, au contraire, la question est discutée ; la controverse vient de ce que les uns considèrent l'escompte comme un véritable prêt (1), tandis que les autres y voient une acquisition de créance non exigible (2). « Le banquier qui escompte, dit M. Troplong, ne fait pas un prêt, il ne fait qu'acheter une créance ».

Pour nous, l'escompte n'est pas le prêt simple, mais c'est une des formes du prêt. Quelle différence y a-t-il, en effet, entre prêter en recevant un effet de commerce signé

1. Lyon Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, I, n° 1391.

2. Troplong, XIV, *Du prêt*, nos 370-380.

par l'emprunteur et prêter en ne recevant que sa simple reconnaissance. Qu'importe que le billet sur lequel on donne de l'argent soit revêtu de 1, 2 ou 3 signatures. Quand les banquiers donnent de l'argent sur une promesse de remboursement à telle ou telle échéance, promesse appuyée de plusieurs signatures, ils font sans contredit une opération de la même nature que lorsqu'ils prêtent de l'argent sur simple engagement de payer garanti par un dépôt quelconque en rente ou en actions.

L'escompte est la forme de prêt la plus usitée dans une société commerçante.

Le taux de l'escompte est généralement plus élevé que celui de l'intérêt, car l'escompteur, qui est le plus souvent un banquier, en fait sa profession et a des frais généraux que n'a pas un simple prêteur.

La jurisprudence n'a jamais voulu appliquer la loi de 1807 au taux de l'escompte, excepté dans le cas où il servait à dissimuler un prêt usuraire.

Depuis la loi du 12 janvier 1886, la controverse sur la nature de l'escompte n'a plus d'importance pratique ; le taux de l'intérêt étant libre en matière de commerce, il faudrait supposer, pour que la question eût encore un intérêt, que l'escompte ne présentât aucun des caractères d'une opération commerciale et qu'il rentrât dans la catégorie des prêts civils et cela dans le système de ceux qui considèrent l'escompte comme un véritable prêt.

4° La loi de 1807 ne s'applique pas davantage à l'opération connue en terme de Bourse sous le nom de Report. Cette opération consiste à acheter des titres au comptant pour les revendre immédiatement à terme, mais il

faut qu'il y ait simultanéité, c'est-à-dire que ce soit au même moment qu'une personne achète au comptant des titres qu'elle revend tout de suite à terme.

« Quelle est la nature juridique du report ? Y a-t-il véritablement deux ventes, l'une au comptant l'autre à terme, ou n'y a-t-il pas un prêt sur gage dans lequel le reporteur jouerait le rôle de prêteur et le reporté, celui d'emprunteur, les titres formant le gage, le prix du marché au comptant la somme à rembourser, et la différence entre les deux prix le montant de l'intérêt (1) ? Si l'on voit dans le report un prêt, on devra appliquer la loi de 1807, et l'intérêt qui consiste ici dans la différence existant entre le prix de vente au comptant et le prix de la vente à terme ne devra pas excéder 5 0/0 en matière civile, sous peine d'être usuraire. Le report produit, il est vrai, pour le reporté, les avantages d'un prêt sur gage, mais je crois qu'il faut voir dans cette opération une vente au comptant suivie d'une vente à terme. A la différence du prêteur, en effet, le reporteur n'est pas tenu de conserver les titres même qui lui ont été remis, il en peut disposer à son gré et doit seulement rendre au reporté un nombre égal de titres semblables. Par suite, le report ne se trouve pas soumis à la loi de 1807.

3° Les restrictions de la loi de 1807 ne s'appliquent pas davantage aux prêts aléatoires, il est juste que dans ces contrats le prêteur puisse stipuler un intérêt en rapport avec les risques qu'il court.

Le prêt à la grosse aventure est le type par excellence

1. Lyon-Caen et Renault. *Manuel de droit commercial*, pages 553 et 564, *Précis* t. I, page 862.

du contrat aléatoire. Il a fait l'objet de dispositions spéciales dans le Code de commerce (art. 311 à 331), même avant la loi du 12 janvier 1886, l'intérêt n'était pas limité dans ce contrat, il atteint parfois un taux assez élevé.

6° Les prêts de denrées et autres choses fongibles échappent également aux prohibitions de la loi de 1807, qui ne s'applique qu'aux prêts d'argent. L'art. 1907 du Code civil demeure applicable même dans le cas où l'intérêt stipulé consiste en argent, pourvu qu'il s'agisse d'un prêt de denrées. La différence entre ces prêts et les prêts d'argent s'explique par les grandes variations dans la valeur des denrées, et par le peu de danger que fait courir à l'emprunteur des prêts de cette sorte.

7° On peut encore citer une dernière exception apportée à la loi de 1807. Aux termes de l'art. 38 de la loi du 10 juillet 1885 modifiant celle du 10 décembre 1874, sur l'hypothèque maritime, « l'intérêt conventionnel, en matière de prêts hypothécaires sur navires, est libre ». L'intérêt légal reste fixé à 6 0/0 comme en matière commerciale. Comme on le voit, de nombreuses exceptions avaient été apportées à l'application de la loi de 1807.

CHAPITRE V

Etude de la loi du 12 janvier 1886 sur la liberté du taux de l'intérêt en matière commerciale.

§ I. — *Historique de la loi.*

L'Assemblée nationale fut saisie, le 18 avril 1871, d'une proposition de M. Limperani tendant à l'abrogation de la loi du 3 septembre 1807. La prise en considération fut votée le 5 mai 1871, sur un rapport sommaire de M. Vente, un autre rapport plus étendu fut déposé le 27 janvier 1874 par M. Sacaze. Mais les événements politiques ne permirent pas de résoudre la question avant la séparation de l'Assemblée. Le 20 mai 1876, une nouvelle proposition reproduisant celle de M. Limperani était présentée à la chambre par M. Truelle, sans exposé de motifs à l'appui. Elle fut prise en considération le 24 janvier 1877 sur un rapport sommaire de M. Constans, déposé le 13 novembre 1876, mais elle devint caduque par suite de la dissolution de la Chambre. Présentée une deuxième fois le 2 janvier 1878, elle fut prise à nouveau en considération le 29 janvier et fut l'objet d'un rapport de M. Jozon, déposé le 6 juillet 1879. Dans son rapport, M. Jozon concluait à l'autorisation de la liberté du taux de l'inté-

rêten matière commerciale seulement. Mais la proposition ne devait pas encore aboutir, la législature ayant pris fin, M. Truelle dut déposer sa proposition une troisième fois, le 11 novembre 1881. Un rapport sommaire fut présenté le 29 novembre par M. Remoiville, au nom de la première commission d'initiative parlementaire et la prise en considération fut votée à la séance du 5 décembre 1881. M. Andrieux, nommé rapporteur de la commission d'examen, conclut favorablement et soumit à la discussion de la Chambre le projet de loi auquel avait abouti la commission.

Les deux premiers articles étaient ainsi conçus :

Art. 1^{er}. Les lois du 3 septembre 1807 et du 19 décembre 1850 sont abrogées.

Art. 2^e. Le taux de l'intérêt conventionnel est déterminé librement par les parties contractantes.

Ce projet fut discuté dans les séances des 11 et 13 mars. M. Laroze, qui n'était partisan de la liberté qu'en matière commerciale, amena la Chambre à voter son amendement, restreignant l'abrogation des lois de 1807 et 1850 aux dispositions relatives à l'intérêt commercial seulement. Ce vote entraîna le renvoi à la commission.

Une nouvelle rédaction fut présentée par la commission, elle était ainsi conçue : « Les lois du 3 septembre 1807 et 19 décembre 1850. dans leurs dispositions relatives à l'intérêt conventionnel, sont abrogées en matière de commerce, elles resteront en vigueur en matière civile. »

Elle vint en délibération et fut adoptée sans discussion à la séance du 28 mars 1882,

Le projet admis par la Chambre fut transmis au Sénat le 1^{er} avril 1882. Mais la commission nommée crut devoir surseoir à son examen, ayant été saisie peu de temps après d'un projet du gouvernement sur l'organisation du crédit agricole mobilier. Aussi M. Labiche ne présenta son rapport que le 30 juillet 1885. Partisan en principe de la liberté absolue du taux de l'intérêt, il déclarait néanmoins qu'il était préférable d'accepter le projet auquel la Chambre s'était arrêté afin d'éviter de nouvelles résistances et de nouveaux retards, la réforme même ainsi restreinte étant appelée, disait-il, à produire déjà des effets considérables. « Nous avons déjà prouvé, disait M. Labiche au Sénat, à la séance du 3 décembre 1885, que nous qui sommes partisans de la liberté absolue, nous savons faire abstraction de nos idées personnelles... dans le désir de ne point voir ajourner indéfiniment une solution désirée depuis si longtemps par le commerce et l'industrie. »

Après avoir été adoptée sans discussion en première délibération le 24 novembre, la proposition revint en deuxième délibération aux séances des 1, 3, 14 et 19 décembre 1885.

Cette fois la lutte fut ardente, mais les partisans de la liberté complète, MM. Léon Say, Labiche, Tenaille-Saligny durent borner leurs efforts à faire voter la loi telle que la Chambre des députés l'avait approuvée.

On évitait ainsi un ajournement que pouvait faire redouter l'active controverse entreprise par des sénateurs ayant sur l'assemblée une action considérable, tels que

MM. Bozérian et Marcel Barthe et à un degré moindre M. de Gavardie.

M. Marcel Barthe avait en effet présenté un contre-projet aboutissant au maintien de la législation en vigueur, mais accordant seulement aux banques privées la faculté, lorsque la Banque de France porterait au-dessus de 6 pour 100 le taux de son escompte et l'intérêt de ses avances, d'élever dans les mêmes proportions et conditions l'intérêt de leurs prêts commerciaux faits à courte échéance. En outre, les lois de 1807 et 1850 ne seraient plus applicables entre les négociants français et étrangers pour le règlement de leurs affaires d'exportation et d'importation. Ce contre-projet fut repoussé. M. Bozérian présenta de son côté un amendement ayant pour but d'empêcher la dissimulation d'un prêt civil sous des apparences commerciales. Il demandait en conséquence de n'autoriser la liberté du taux de l'intérêt qu'entre commerçants, sans tenir compte de la forme civile ou commerciale donnée aux prêts. Cet amendement, renvoyé à la commission, fut adopté avec le texte suivant, malgré l'opposition du rapporteur. « Les lois du 3 septembre 1807 et 19 décembre 1850, dans leurs dispositions relatives à l'intérêt conventionnel, cesseront d'être applicables aux prêts et opérations entre commerçants. »

Enfin M. Tenaille-Saligny présenta au Sénat un contre-projet établissant la liberté du taux de l'intérêt tant en matière civile qu'en matière commerciale, mais édictant d'autre part des dispositions pénales permettant d'atteindre l'usure. Cet amendement était ainsi conçu : « Qui-

« conque en abusant de l'inexpérience, de la faiblesse ou
« des passions de l'emprunteur, aura stipulé à son profit
« ou au profit d'un tiers des avantages excédant le taux
« légal, de façon à se trouver en disproportion choquante
« avec le service rendu, sera déclaré coupable du délit
« d'usure et puni d'un emprisonnement d'un mois à un
« an et d'une amende de 1000 à 10.000 francs ou de
« l'une des deux peines seulement. L'art. 463 du C.
« pénal sera applicable ».

Laissez toute liberté en matière de prêt, disait M. Tenaillon-Saligny, seulement prévoyez l'abus, prévoyez la fraude qui peut se produire à l'abri de la liberté et réprimez-la.

Cet amendement, appuyé par M. Léon Say, fut repoussé par le Sénat le 14 décembre 1885. Nous verrons plus loin s'il était vraiment utile d'établir cette disposition pour réprimer l'usure.

Le même amendement, présenté sous une autre forme par M. Barthe, fut rejeté le 19 décembre 1885 par le Sénat.

La proposition, telle qu'elle avait été votée par la chambre des députés fut alors mise aux voix et adoptée le 12 janvier 1886. Elle a été promulguée au journal officiel du 14 janvier 1886.

En résumé, la loi du 12 janvier 1886 a abrogé les lois des 3 septembre 1807 et 19 décembre 1850 dans celles de leurs dispositions relatives à l'intérêt conventionnel, mais en matière commerciale seulement, ces deux dernières lois conservant tout leur empire en matière civile.

§ 2. — *Discussion de la loi à la Chambre et au Sénat.*

La discussion de la loi de 1886 fut très animée à la Chambre des députés et au Sénat. Deux partis en effet se trouvaient en présence. Les uns défendaient la théorie économique qui, considérant le numéraire comme une marchandise, veut que le taux de l'intérêt suive la loi naturelle et nécessaire de l'offre et de la demande, ainsi que le prix de tout autre marchandise. Il faut, disait-on, laisser le champ libre, permettre à tous les capitaux de se présenter et par le fait même qu'il y aura concurrence, l'intérêt sera moins élevé. Le taux légal de l'intérêt doit être établi d'après la moyenne ordinaire des conventions libres. En proclamant un taux légal définitif, la loi de 1807 a enlevé tout moyen d'arriver à constater quel est le taux normal et régulier de l'argent, à supposer qu'il en ait un. La loi est donc mauvaise et doit être abrogée.

« La limitation du taux de l'intérêt est absolument in-
« justifiable en soi, disait M. Tenaille-Saligny au Sénat
« (séance du 3 décembre 1885). Il est aussi inadmissible
« de demander à l'Etat de fixer le taux de l'intérêt con-
« ventionnel, qu'il le serait de lui demander de fixer la
« valeur de telle ou telle marchandise de première né-
« cessité, du blé, du vin ou de la viande. Il est incontes-
« table que c'est là, en économie politique, un fait absolu-
« ment anormal, illogique, condamné par l'unanimité des
« économistes et repoussé par la législation de 1791.

« En droit, disait M. Labiche, pourquoi le propriétaire d'un capital argent ne peut-il en disposer librement comme tout autre propriétaire d'un capital immobilier ou même d'un capital mobilier autre que l'argent ».

A ces arguments que nous avons déjà étudiés à plusieurs reprises, les partisans de la limitation objectaient que le numéraire n'est et ne peut être une marchandise. Une marchandise, disaient-ils, c'est un produit naturel ou un produit du travail de l'homme, subissant les fluctuations du marché. Le numéraire ne peut être un produit naturel, puisqu'il émane de la frappe officielle de l'Etat, ni un produit du travail de l'homme puisqu'en dehors de l'Etat, quiconque le fabriquerait passerait pour un faux monnayeur. L'argent sert à procurer toutes marchandises, mais ce n'est pas une marchandise ainsi que le décret du 6 floréal de l'an III le définit (1).

Les marchandises se consomment en s'usant, tandis que l'argent ne perd pas de sa valeur. Aussi, à l'inverse des marchandises dont la concurrence fixe le prix d'après la loi de l'offre et de la demande, le numéraire conserve-t-il toujours sa valeur nominale. Il ne peut donc se prêter à un taux d'intérêts illimité. S'il en était autrement, quelle serait la répression du juge, lorsqu'il serait en face d'un prêteur qui abusant de la loi et dans certains centres de l'absence de concurrence sérieuse, aurait imposé à son emprunteur un intérêt double de celui admis

1. Discours de M. Marcel Barthe, séance du 1^{er} déc. 1885. (J. O. du 2 décembre) ; séance du 14 décembre 1885 (J. O. du 15 décembre).

généralement, ou qui aurait exploité contre le petit commerce besoigneux l'impossibilité où il est de recourir à la Banque de France et de trouver auprès des intermédiaires des fonds à un taux raisonnable. Enfin, au point de vue industriel et économique, comment le petit commerce pourra-t-il, à ce taux, lutter contre la concurrence écrasante des grands magasins ?

Le taux limité de l'intérêt conventionnel est donc absolument nécessaire en tout état de cause.

Nous avons vu que prenant un terme moyen entre ces deux systèmes contraires, nos législateurs se sont déterminés à n'abroger la loi du maximum du taux de l'intérêt qu'en matière de commerce seulement.

Mais que faut-il entendre par prêt civil ou commercial ?

§ 3. — *De la distinction du prêt civil du prêt commercial.*

Sur quel critérium se baser pour déclarer qu'un prêt est civil ou commercial ? La loi de 1886 a en effet donné une grande importance à une distinction ancienne, il est vrai, dans notre législation, mais peu justifiée, surtout de nos jours, et qui n'a cessé de donner lieu à des difficultés. La matière de commerce est définie d'une manière incomplète par l'article 632 du Code de commerce. Pour éviter les difficultés de la pratique, nous avons vu que M. Bozérian avait présenté au Sénat, mais sans succès, un amendement modifiant le texte de la Chambre en remplaçant

les mots « en matière de commerce » par les mots « entre commerçants ». La liberté aurait été complète entre commerçants, et la loi de 1807 maintenue entre les non-commerçants, on aurait évité ainsi toutes espèces de contestations.

M. Labiche, au Sénat, reprenant les arguments de MM. Laroze et Jozon à la Chambre des députés, répondit à M. Bozérian que la distinction était affaire de jurisprudence, que les règles dont celle-ci s'était servie pour distinguer les deux sortes de prêts étaient connues, que l'on continuerait à les appliquer à l'avenir comme on l'avait fait dans le passé, que le mieux enfin était de s'y référer sans rien innover. « La commission sortirait de sa mission, ajouta M. Labiche, en déterminant ce qu'on doit entendre par matière commerciale, c'est à la loi générale et à la jurisprudence à résoudre la question ».

Or, bien que M. Laroze, dont l'intervention funeste a fait rejeter le projet accordant la liberté en toute matière, ait prétendu que la distinction entre les matières civiles et commerciales était très facile à établir, nous prétendons au contraire qu'il n'est peut-être pas de question sur laquelle la jurisprudence soit plus incertaine.

« On nous dit, déclarait M. Laroze répondant à M. Truelle, à quel signe allez-vous reconnaître une affaire commerciale et la distinguer d'une affaire civile?... Eh bien ! je répondrai avec la pratique du Palais que cette distinction s'opère tous les jours et qu'elle s'opère très-facilement. Il y a des textes de loi..., mais encore une formidable jurisprudence qui guide le magistrat dans la distinction dont s'agit, il ne faut pas croire que cette

« distinction soit difficile à faire, etc. (Ch. des députés, séance du 11 mars 1882) ».

M. F. Passy avait cent fois raison, lorsqu'il s'écriait :
« Je mets M. Laroze au défi, malgré sa haute compétence,
« d'établir nettement la distinction entre le prêt civil et
« le prêt commercial ».

La question de savoir si un prêt est civil ou commercial a fait naître les discussions les plus vives, les systèmes les plus opposés. Nous allons essayer de faire connaître toutes les opinions qui ont été émises tant par les commentateurs que par la jurisprudence.

Divers systèmes de la jurisprudence et des auteurs.

1^{er} Système : Le caractère civil ou commercial d'un prêt doit être déterminé uniquement par la qualité des parties, sans qu'il y ait à s'inquiéter de la destination de la somme prêtée. Le prêt sera considéré comme fait en matière de commerce, par cela seul que le prêteur sera commerçant, peu importe d'ailleurs que l'emprunteur soit lui-même commerçant ou non commerçant.

A l'appui de ce système on peut citer un certain nombre d'arrêts : — Cour de Bourges, 14 février 1854 (Sirey, 54, 2, 531). — Cassation, 11 mars 1856 (Sirey, 56, 1, 729), arrêt rejetant le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Bourges. — Cassation, ch. crim., arrêt rej., 27 février 1864 (S. 1864. 1, 341). — Cassation, ch. civ. rej., 29 avril 1868 (P. 1868, 737). — Bordeaux, 27 avril 1869 (S.

1870, 2, 230). — Douai, 24 janvier 1873 (D. 1874, 2, 203). — Pau, 21 février 1887 (Dalloz, 1887, 2, 249).

M. Troplong dit qu'en principe un négociant retirant des fonds de son commerce pour le prêter même à un non-commerçant est censé faire une opération de commerce.

On dit pour justifier cette opinion que l'intérêt est une compensation de la privation de jouissance et que celle-ci est plus grave pour un commerçant par cela même qu'il tire ordinairement de son argent des profits plus grands que le non-commerçant et l'on cite l'adage connu : « *plus valet mercatoris pecunia quam non mercatoris* ».

On ajoute encore que c'était la doctrine de Justinien qui autorisait l'intérêt de 80/0 au profit des commerçants (Const. 26 § 1. C. *de usuris*, IV, 32).

La Cour de Rouen a rendu le 22 mars 1890 (Pand. Fr. 92, 2, 4), un arrêt qui donne pleinement raison à ce premier système, il reproduit l'arrêt de la chambre civile de la Cour de cassation rendu le 29 avril 1868 que nous citons plus haut :

« Est commercial, dit l'arrêt, et par suite échappe à la
 « loi sur l'usure le prêt consenti par un banquier à un
 « taux quelconque, même à un non-commerçant et en
 « vue d'une opération non-commerciale. Attendu que le
 « banquier est toujours réputé faire acte de commerce
 « lorsqu'il remet à un tiers à titre de prêt ou avance des
 « fonds sortant de sa caisse et qu'il cherche nécessaire-
 « ment, comme tout autre commerçant, à réaliser un bé-
 « néfice sans s'occuper de la qualité de l'emprunteur ni

« de la destination de la chose prêtée. Que l'opération a
« un caractère essentiellement commercial par rapport
« au banquier. Qu'à ce titre elle rentre bien dans la ca-
« tégorie des prêts commerciaux... ».

Si cette thèse, aux termes de laquelle le caractère commercial du prêt résultait de la seule qualité de commerçant du prêteur, était admise dans toute sa rigueur, on arriverait à cette conséquence non prévue par les législateurs de 1886 que le délit d'usure serait supprimé. En effet, si le taux de l'intérêt n'est pas limité quand le prêt est fait par un commerçant, et si le fait de prêter habituellement de l'argent confère la qualité de commerçant, les usuriers sont des commerçants et l'intérêt qu'ils perçoivent est sans limitation. C'est pourquoi la jurisprudence de la Cour de cassation n'est pas allée jusque là et elle permet de tenir compte, pour l'appréciation du caractère du prêt, de la destination de la somme prêtée et de toutes les circonstances de la cause. Mais cette théorie qui consiste à déterminer le caractère commercial ou civil d'un prêt d'après la seule qualité du prêteur n'est pas unanimement acceptée et nous citerons plus loin plusieurs jugements et des décisions d'auteurs absolument contraires.

Il est assez difficile d'admettre en effet que le prêteur non-commerçant ne puisse jamais exiger un intérêt de plus de 5 0/0, même quand le prêt est fait pour les besoins du commerce de l'emprunteur. Sur quoi peut-on se baser pour prétendre que de sa part le prêt constituera toujours un acte purement civil. Aussi cette thèse a-t-elle été condamnée par plusieurs décisions. Nous voyons en

effet la Cour de Besançon, dans un arrêt du 4 juillet 1857 (Sirey, 1858, 2, 553) décider qu'un non commerçant qui fait un prêt à un commerçant peut stipuler le taux de l'intérêt en matière commerciale sans se rendre pour cela coupable du délit d'usure.

Les considérants d'un arrêt de la cour de Bourges du 27 janvier 1857 (Sirey 1858, 2, 695), sont également très intéressants.

« Considérant, dit l'arrêt, qu'il ne résulte ni des termes, ni de l'esprit de la loi du 3 septembre 1807, l'interdiction absolue pour le prêteur non commerçant de recevoir un intérêt excédant 5 0/0 ; qu'il en résulte au contraire qu'il peut valablement stipuler en sa faveur un intérêt de 6 0/0 lorsque la matière est commerciale.

« Considérant que pour déterminer le caractère de la matière, c'est plus particulièrement à l'objet auquel doivent être employées les sommes prêtées qu'il faut s'attacher et qu'il suffit qu'elles soient ou doivent être appliquées à des spéculations ou entreprises commerciales pour que la matière soit réputée commerciale. « Considérant que lorsqu'un commerçant emprunte des sommes d'argent il est toujours censé le faire pour les besoins de son commerce, à moins qu'il n'y ait preuve du contraire ;

« Qu'il suit de là que les prêts d'argent qui lui sont faits même par des non commerçants, sont des prêts en matière de commerce et qu'il est licite par conséquent aux prêteurs, qu'ils soient commerçants, ou qu'ils ne le soient pas, de stipuler un intérêt de 6 0/0 qui est le taux légal du commerce, etc. »

Est-ce à dire que c'est à la qualité de l'emprunteur qu'il faut se référer pour déterminer le caractère du prêt ? Le prêt sera-t-il commercial si l'emprunteur est commerçant, civil dans le cas contraire ? Un arrêt de la Cour de Lyon du 20 novembre 1857 (Sirey 1858, 2, 699), a jugé, il est vrai, que la somme prêtée par un non commerçant à un commerçant était productive de l'intérêt commercial « parce que, pour la fixation du taux de l'intérêt, c'est la « qualité de l'emprunteur qu'il faut considérer et non « pas celle du prêteur. »

Quelques mois auparavant, un arrêt de la cour de Bordeaux du 4 juillet 1857 (Sirey, 1857, II, 553) avait décidé que le non commerçant qui fait un prêt à un commerçant peut stipuler le taux légal de l'intérêt en matière commerciale. Une pareille stipulation n'est pas usuraire ; attendu, dit l'arrêt, que selon l'ancien usage attesté par Pothier, le prêt fait à un commerçant, même par un non commerçant, était connu sous le nom de prêt de commerce, que destiné aux spéculations de l'emprunteur, il offre pour ce dernier des chances de gain et pour le prêteur des risques qui n'existent plus au même degré dans le prêt civil, double différence qui explique et légitime la différence du taux des intérêts.

Mais plusieurs décisions ont été rendues en sens contraire, notamment il existe un arrêt de la cour de Besançon du 15 décembre 1855 (Sirey, 56, 2, 504) qui décide que le non commerçant qui fait un prêt à un commerçant ne peut stipuler le taux de l'intérêt en matière commerciale et qu'une pareille convention serait usuraire,

« le prêt n'étant pas de sa nature un acte de commerce ».

En sens contraire il a été jugé à plusieurs reprises que la qualité de non commerçant de l'emprunteur ne devait pas nécessairement imprimer au prêt un caractère civil.

Cassation 18 février 1836 (Sirey, 1836, 1, 940). Bordeaux, 17 janvier 1839 (Sirey 1845, 1, 644). Cassation, 7 mai 1845 (Sirey, 1845, 1, 644).

Il ressort de toutes ces décisions contradictoires que la seule qualité des parties est loin de fournir un moyen efficace de reconnaître la nature d'un prêt : « Elle aura, « dit Marcadé, cette seule portée qu'il en pourra résulter « une présomption en ce sens que sauf preuve contraire « l'opération sera présumée commerciale, si l'emprunteur « est négociant et que dans le cas contraire elle ne sera « pas présumée comme telle » (Tome VII, sur l'art. 1907).

2^e Système. MM. Aubry et Rau apportent une restriction à la doctrine qui base le critérium de la distinction uniquement sur la qualité des parties.

« On doit en général, disent-ils, considérer comme faits « en matière de commerce les prêts rentrant dans les « opérations habituelles d'un négociant, d'un banquier « par exemple, peu importe qu'ils aient été faits à un « commerçant ou à un non-commerçant et pour un « but non-commercial. Toutefois, ajoutent-ils, il en serait autrement s'il était établi par la forme de l'acte « d'obligation, par la nature des garanties fournies ou « par d'autres circonstances que le prêteur a distrait de « son commerce les fonds prêtés pour leur donner une « destination purement civile (1). »

1. Aubry et Rau. *Droit civil*, IV, § 396, pages 605 et 606.

Un arrêt de la Cour de Lyon du 3 juin 1889 décide dans ce sens, que les prêts consentis par un banquier à des non-commerçants, spécialement à des officiers ou employés de l'État, n'ont pas un caractère commercial, lorsqu'ils ne correspondent pour les emprunteurs à aucune opération commerciale et n'ont pour but que de procurer à ces emprunteurs des sommes nécessaires à leurs dépenses personnelles.

La présomption d'après laquelle les prêts faits par un banquier sont réputés faits pour les besoins de son commerce tombe devant la preuve que la destination des sommes prêtées n'a rien de commercial (1).

Ce deuxième système, qui n'est au fond qu'une variante du premier, n'est pas plus acceptable que lui. — Pour nous, ce n'est tout au plus qu'une indication, une simple présomption qui peut résulter de la forme de l'acte, de la nature des garanties fournies et des diverses autres circonstances, le motif déterminant pour les tribunaux est toujours que l'emprunt avait une destination purement civile. En sens contraire à l'arrêt de la Cour de Lyon, on trouve un assez grand nombre de décisions desquelles il résulte qu'un prêt est commercial, lorsque le prêteur est un banquier et que les fonds qu'il prête servent d'aliment à son industrie sans qu'il y ait à rechercher si l'emprunteur les destine ou non à une opération commerciale (2). Nous avons déjà cité plusieurs de ces décisions

1. Dalloz, 1890. 2, 21 (Cogmin c. min. public). Voir également Cass. crim. rej., 9 nov. 1888, Dal. pér. 89, 1, 272.

2. Bourges, 14 février 1854, Sir. pér. 1854, II, 531. — Douai, 24 janv. 1873, Sir. p. 1873, 2, 244. — Orléans, 17 février 1881, Sir

en étudiant le premier système ; le banquier, dit-on, est commerçant et son commerce consiste précisément à prêter ; or du moment qu'il consent un prêt, il fait une opération commerciale, donc le prêt doit être commercial.

Nous avons vu ce qu'il fallait penser de ce critérium, nous n'y reviendrons pas.

3^e Système.

D'après ce 3^e système, qui nous semble préférable aux précédents, on s'attache exclusivement à la destination des fonds prêtés, abstraction faite de la qualité des personnes.

Il paraît, disaient MM. Lyon-Caen et Renault, antérieurement à la loi de 1886, plus rationnel et plus conforme à l'esprit de la loi de 1807 de s'attacher exclusivement à la destination des fonds prêtés et d'admettre en conséquence que l'intérêt peut être de 6 0/0 (aujourd'hui libre) lorsque les fonds empruntés doivent être employés dans les opérations commerciales (1).

Les risques, en effet, dans ce cas sont plus grands pour le prêteur et cela justifie un accroissement de bénéfice pour lui. En outre, les opérations commerciales étant plus lucratives que les autres, l'emprunteur pourra plus facilement payer un intérêt plus élevé. C'est donc à la nature des opérations qu'il faut s'attacher, abstraction faite de la nature de la profession, le prêt sera libre ou non suivant la destination des deniers prêtés.

pér. 1882, II, 245. — Pau, 21 février 1887, Dalloz 87, 2, 249. — Cassation : 19 avril 1868, Sirey pér. 1868, I, 281. — 16 janv. 1888. *Pand. fr.* 88, I, 129.

1. *Précis de droit commercial*, t. I^{er} n^o 1385.

Toutefois, ajoutent MM. Lyon-Caen et Renault, en vertu de la présomption de commercialité fondée sur l'art. 638 du C. de commerce, 2^e alinéa, tout prêt fait à un commerçant doit être réputé fait pour les besoins de son commerce ; par suite, on doit admettre comme légitime jusqu'à preuve contraire la stipulation d'un intérêt supérieur à 5 0/0. « Considérant, dit l'arrêt de la Cour de Bourges du 27 janvier 1857, que lorsqu'un commerçant emprunte des sommes d'argent, il est toujours censé le faire pour les besoins de son commerce, à moins qu'il n'y ait preuve du contraire, qu'il suit de là que les prêts d'argent qui lui sont faits même par des non-commerçants sont des prêts en matière de commerce et qu'il est licite par conséquent aux prêteurs, qu'ils soient commerçants ou qu'ils ne le soient pas, de stipuler un intérêt de 6 0/0, etc... »

A l'appui de ce 3^e système, il nous suffit de rappeler un certain nombre de décisions judiciaires déjà citées par nous plus haut. — Cassation 7 mai 1845, Sirey, 45, 1, 644. — Bourges, 27 janvier 1857, Sirey, 58, 2, 695. — Cassation, 21 avril 1852, Sirey, 52, 1, 511. — Cassation, 5 janvier 1859, Sirey, 59, 1, 220. — Limoges, 25 juillet 1865, Sirey, 65, 2, 284. Voir également Pont : *Petits contrats*, I, n^o 277. On peut citer encore à l'appui de cette dernière opinion : Lyon, 29 janvier 1858, (1) Paris 2 février 1864. Puis, dans ces dernières années, depuis la promul-

1. « Le caractère civil ou commercial d'un prêt se détermine non d'après la qualité de commerçant ou de non-commerçant de l'emprunteur, mais d'après la destination des sommes prêtées. » Sirey 1858, II, 695.

gation de la loi de 1886, un arrêt de cassation, ch. crim., du 14 mai 1886 (*Pandectes franç.* 1886, 1, 153) ainsi conçu :

« La loi du 12 janvier 1886, ayant abrogé en matière
« de commerce les lois des 3 septembre 1807 et 19 décembre 1850 sur l'intérêt conventionnel, tout en les
« laissant en vigueur en matière civile, les juges du fond,
« pour apprécier si des prêts qui font l'objet de poursuites pour délit d'usure ont été consentis en matière
« commerciale ou en matière civile et peuvent bénéficier
« de la liberté du taux de l'intérêt établie en matière
« commerciale par la loi de 1886, doivent rechercher non
« point si ces prêts ont été faits entre commerçants, ou
« sous une forme commerciale, mais s'ils se rapportent
« en réalité à des engagements et à des opérations de
« nature commerciale ou civile et leur appréciation sous
« ce rapport est souveraine.

Ainsi il résulte clairement de cet arrêt que du moment qu'il est constaté que l'opération incriminée n'est pas une opération commerciale la loi du 12 janvier 1886 ne peut être invoquée par le prêteur pour l'exonérer du délit d'usure pour lequel il est poursuivi.

Dans le même sens : Cassation crim., 18 mars 1887 (*Pand. franç.* 87, 1, 249). — Cassation, 20 janvier 1888 (*Pand. franç.*, 88, 1, 75). — Cassation, 2 juin 1888 (*Pand. franç.*, 88, 1, 441). — Cassation, 9 novembre 1888 (*Pand. franç.*, 89, 1, 259).

Enfin un jugement du tribunal correctionnel de la Seine 10^e Chambre, du 11 janvier 1892 (*Pand. franç.*, 92, 2, 342), décide également : « Que pour apprécier si des
« prêts sont usuraires depuis la loi du 12 janvier 1886,

« il faut rechercher non pas seulement si ces prêts ont
« été faits entre commerçants, mais quels sont les en-
« gagements ou opérations auxquels ils se rappor-
« tent. »

On peut encore voir un argument en faveur de ce système dans les expressions de la loi de 1807 : « en matière civile et en matière de commerce » et dans celle de la loi de 1886 « en matière de commerce ». Ces lois en effet, dit M. Guillouard, ne disent ni que les prêts faits « par des commerçants », ni que des prêts faits « à des commerçants » seront soumis au taux commercial, et en employant ces mots en matière de commerce, elles indiquent suffisamment qu'on devra examiner la nature de l'opération et non la qualité des parties (1).

Ce 3^e système, qui paraît si simple en théorie, est d'une application très difficile dans la pratique. Car au fond est-il toujours avéré qu'un acte présente un caractère civil plutôt que commercial ? D'autre part, comment s'assurer que la somme empruntée aura en fait une destination civile ou commerciale ? tiendra-t-on compte de la déclaration des parties ou s'attachera-t-on exclusivement à la nature de l'opération ?

Passons rapidement en revue ces divers points.

1^o En ce qui concerne le caractère civil ou commercial d'un acte, on peut dire qu'il n'existe pas de caractère distinctif commun à toutes les opérations qualifiées par la loi d'actes de commerce ; le législateur a été dans l'impossibilité de fixer d'une manière certaine le critérium

1. Guillouard. *Traité du prêt, du dépôt et du sequestre*, page 192.

permettant de reconnaître la nature civile ou commerciale d'un acte.

La loi a énuméré un certain nombre d'actes auxquels elle a, par des présomptions formelles, attribué le caractère commercial, et qu'elle a elle-même qualifiés d'actes de commerce. Les art. 632 et 633 du Code de commerce renferment cette énumération, mais est-il possible de dégager de ces diverses applications, des termes différents de cette énumération, le caractère commun essentiel, constitutif qui est la raison de la commercialité ?

Quel est le principe de raison supérieur qui a guidé le législateur dans la distinction ? Les auteurs qui ont cherché à résoudre la difficulté, ont cherché l'essence de la commercialité, les uns dans la nature des personnes à qui s'adressait l'acte, d'autres dans la nature des choses à l'occasion desquelles les actes se produisaient, d'autres enfin dans une détermination arbitraire de la loi.

La plupart des idées sur lesquelles reposent ces divers systèmes sont vraies, mais elles ne suffisent pas pour pénétrer dans l'essence même de la commercialité des actes de commerce.

M. Boistel, dans son précis de droit commercial, a donné de l'acte de commerce une définition qui rend bien compte, à notre avis, des caractères distinctifs de l'acte de commerce : « Un acte est commercial, dit-il, de la part de l'une des parties contractantes, lorsque cette personne n'entend être qu'un *intermédiaire spéculant* sur la transmission de la valeur qui fait l'objet du contrat. » (§ 30) :

Ainsi donc, pour qu'il y ait acte de commerce, il est

nécessaire qu'il y ait entremise et spéculation, mais il faut en outre que la spéculation ait sa raison d'être dans l'entremise et que l'entremise ait pour objet la spéculation, il faut que le fait dont on entend bénéficier soit précisément le fait de l'entremise.

Ce n'est pas la spéculation qui est le caractère distinctif de l'acte de commerce, ce n'est pas davantage l'entremise, c'est la réunion de l'entremise et de la spéculation ; l'entremise et la spéculation, en un mot, doivent reposer sur le même fait.

Tout fait d'entremise, en effet, n'est pas nécessairement un fait de spéculation : ainsi Paul, pour un placement, achète une valeur de Bourse, puis il la revend au bout d'un mois, il y a là entremise, il n'y a pas spéculation. De même l'achat de tonneaux par un vigneron pour vendre son vin, n'est pas un acte commercial, quoique les tonneaux soient revendus avec le vin, car on ne spéculé pas sur les tonneaux.

Il peut y avoir au contraire spéculation sans entremise ; A a un petit terrain enclavé dans la propriété de B, B veut acheter ce terrain à tout prix. A spéculé sur le désir de B et lui vend le terrain pour plusieurs fois sa valeur.

Ce qui est donc caractéristique, c'est la position d'intermédiaire spéculant prise par une personne, or cette position pourra difficilement être discernée par le prêteur, car c'est avant tout une question d'intention. L'article 632 du Code de commerce ne dit pas ce qu'il faut entendre par acte de commerce, il indique seulement différents actes qui sont réputés actes de commerce par la loi, et les circonstances ordinaires au milieu desquelles

se produit l'entremise commerciale ; or il se peut que toutes ces circonstances se réalisent, que tous ces faits se présentent sans qu'il y ait acte de commerce.

Le mot « réputé » employé dans l'art. 632 indique bien d'ailleurs qu'il ne s'agit pour la loi que d'établir une présomption.

Les faits desquels la loi induit l'existence de l'acte de commerce peuvent se diviser en plusieurs classes : Quand le législateur voyant une personne acheter avec l'intention de revendre (§ 1 art. 632), suppose que cet acte est inspiré par une pensée de spéculation et constitue un fait d'entremise, il ne fonde sa présomption que sur le fait de l'achat et de l'intention sous l'empire de laquelle l'achat a été accompli, il ne tient aucun compte, pour établir sa présomption, de la qualité des personnes quel que soit le caractère de celui qui achète pour revendre, qu'il soit ou non commerçant, peu importe. On ne tient pas compte davantage de la forme de l'acte qui constate l'opération.

D'autres fois, le législateur s'attache pour établir sa présomption (§ 5 de l'art. 632) à la qualité des personnes. La souscription d'un billet à ordre par un commerçant au profit d'un commerçant est un acte de commerce, tandis que la souscription d'un billet à ordre par un commerçant ou non au profit d'un commerçant ou d'un non-commerçant, n'est pas un acte de commerce.

D'autres fois enfin, le législateur ne tient compte que des formes de l'engagement, des instruments à l'aide desquels l'opération s'établit, c'est le cas des lettres de

change. Le fait par une personne quelle qu'elle soit, de signer une lettre de change, est un acte de commerce.

Mais en somme la loi n'a fait que créer des présomptions au moyen desquelles elle permet de reconnaître les actes de commerce. On comprend dans quel embarras se trouvera souvent un prêteur, lorsqu'il lui faudra distinguer si l'acte en vue duquel un emprunt lui est fait, constitue réellement ou non un acte de commerce ; dans bien des cas, le prêteur honnête préférera s'abstenir que de s'exposer à commettre un délit. Les divergences d'opinion qui existent tant dans la jurisprudence que dans la doctrine, expliquent l'hésitation du prêteur.

Prenons comme exemple le paragraphe 1 de l'art. 632 ainsi conçu : « La loi répute acte de commerce : tout achat de denrées et marchandises pour les revendre, soit en nature, soit après les avoir travaillées, et mises en œuvre, ou même pour en louer simplement l'usage » et voyons quelle difficulté peut soulever ce premier alinéa.

Pour que l'achat et la revente constituent un acte de commerce, il faut que cette opération soit faite avec une pensée de spéculation, or comment discernera-t-on s'il y a ou s'il n'y a pas spéculation.

La spéculation, peut-on dire, c'est l'intention de rechercher un bénéfice dans une opération, car l'obtention du bénéfice n'est pas nécessaire, mais cette intention comment le prêteur la connaîtra-t-il ?

M. Pardessus cite une opération qui consiste à acheter et à revendre sans qu'il y ait spéculation ; « on voit, dit-il, des amateurs de tableaux, de livres rechercher et acquérir les objets de cette espèce, dans la vue de se procu-

rer des assortiments par voie d'échange, acheter dans un lot des tableaux ou des livres qu'ils possèdent déjà pour ne pas manquer l'occasion d'en acheter d'autres qu'ils désirent et qui y sont joints; presque toujours ils revendent les doubles, ou même une nouvelle direction donnée à leur fantaisie peut les porter à se défaire de ce qu'ils ont acheté » (1).

Dans tous ces cas, il n'y a pas spéculation, quoiqu'il y ait achat et vente, et par suite l'opération n'a rien de commercial.

Comment le prêteur pourra-t-il discerner s'il y a ou non spéculation? Lorsque les achats et les reventes sont nombreux, répétés, successifs, il y a une forte présomption que celui qui se livre à ces actes le fait dans une pensée de spéculation, cependant nous venons de voir que la fréquence des opérations peut être indépendante de l'idée de spéculation, et à l'inverse un seul acte d'achat peut constituer un acte de commerce.

Une question fort intéressante que soulève notamment le § 1 de l'art. 632 est celle de savoir, si l'achat d'un immeuble pour le revendre constitue un acte de commerce?

La décision de cette question est fort débattue.

M. Boistel est d'avis que les expressions « denrées et marchandises » paraissent bien exclure les immeubles. Le sens naturel des mots denrées et marchandises, dit-il, corrobore à priori cette opinion; l'idée du commerce a toujours entraîné l'idée de circulation, de transport, et les économistes le définissent par là; or le transport n'est

1. Boistel. *Traité de droit commercial*, I, p. 11.

pas possible pour les immeubles, quoiqu'ils soient susceptibles d'une circulation intellectuelle par une série de transactions de propriété. Cette circulation requiert beaucoup moins de célérité ; les formes expéditives du commerce ne lui sont pas nécessaires, ils ne peuvent être dissimulés aux créanciers, les garanties spéciales de la faillite sont donc moins nécessaires contre celui qui spéculé sur les immeubles (1).

Cette solution est vivement contestée : il est certain, dit-on, que les caractères de l'acte de commerce doivent être cherchés dans la nature des opérations, dans les motifs qui les inspirent et non dans la nature des choses sur lesquelles elles portent ; d'autre part, le fait d'acheter pour revendre est un fait de commerce par sa nature tout aussi bien si la chose achetée est immobilière que si elle est mobilière. La qualité de marchandise n'est pas inhérente à certains objets déterminés, tout ce qui existe peut faire l'objet d'un commerce et par conséquent tout ce qui existe avec une valeur, est une marchandise.

On voit par cet exemple du § 1 de l'art. 632 du Code de commerce, quelles difficultés peut soulever dans la pratique, la question de savoir si un acte a bien le caractère commercial, et par suite s'il rentre dans la catégorie des actes auxquels s'applique la loi de 1886. Cette difficulté de distinguer l'acte civil de l'acte commercial n'est-elle pas un puissant argument en faveur de ceux qui, comme nous, demandent l'établissement de la liberté du taux de l'intérêt en matière civile comme en matière commerciale !

L'étude des controverses que soulèvent également les autres paragraphes des articles 632 et 633 du Code de commerce nous entraînerait trop loin, nous avons voulu seulement montrer combien la distinction de l'acte de commerce était délicate, et peu de nature à rassurer les prêteurs, ainsi qu'on se l'était proposé.

II. Comment le prêteur pourra-t-il s'assurer en fait que la somme empruntée aura une destination civile ou commerciale, comment saura-t-il que les fonds qu'il prête sont bien réellement destinés à un acte de commerce ?

A cette question posée par M. Jules Favre à M. Vernier, le rapporteur de la loi du 25 mai 1863 sur le gage commercial : « Mon Dieu, répondit ce dernier, ce sera au « prêteur de s'en assurer. Il sait que son privilège
« comme créancier gagiste ne sortira que de la certitude
« que la somme qu'il a prêtée est destinée à l'acte de
« commerce. Il prendra donc ses précautions. Il fera faire
« une lettre, une simple correspondance par exemple,
« mais qui établira très clairement que la somme prêtée
« a précisément pour destination une opération de com-
« merce (2) ».

Or s'il suffit d'une lettre de l'emprunteur pour établir que les fonds sont destinés à un acte de commerce, rien ne sera plus facile que d'éluder la prohibition de la loi et de rendre la loi de 1886 applicable à tous les emprunts.

D'autre part, si malgré toutes les précautions et renseignements pris par le créancier, le débiteur parvenait

1. Voir le *Moniteur officiel* du mardi 5 mai 1863, *débats parlementaires*, page 107.

à le tromper en consacrant à des affaires civiles l'argent emprunté, il est certain que dans ce cas la stipulation d'un intérêt supérieur à 5 0/0 serait et resterait parfaitement valable, car le créancier honnête ne doit pas souffrir des fraudes et manœuvres déloyales employées par son débiteur.

En résumé, le prêteur devra s'enquérir autant qu'il sera en son pouvoir de la destination des fonds qu'il donne, mais il est évident que le plus souvent il sera obligé de se contenter de la déclaration de l'emprunteur, car il est impossible pratiquement d'imposer à un banquier par exemple dont le métier consiste surtout à prêter, l'obligation de surveiller si les fonds prêtés sont bien employés à une opération commerciale. C'est pour cette raison, qu'un certain nombre d'arrêts ont décidé que les intérêts des fonds avancés par un banquier, même à un non-commerçant, pouvaient être fixés à un taux supérieur à 5 0/0, dès que le prêt constituait de la part du prêteur, une opération de son commerce de banque et qu'il avait été fait avec les fonds servant d'aliment à son industrie. (Voir notamment l'arrêt récent de la Cour de Rouen du 22 mars 1890 que nous avons cité plus haut, et Cass. 16 janvier 1888. Sirey, 88, I, 457).

Maintenant, si l'on s'attache exclusivement à la nature de l'opération à laquelle les fonds empruntés ont été employés, il est possible que l'emprunteur ait réellement eu l'intention, au moment de la réalisation de l'emprunt, d'employer l'argent à une opération commerciale, mais que, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté, il ait été obligé de changer cet emploi et ait dû

par exemple payer la dette d'un ami pour lequel il avait répondu ou des dettes de son fils. Dans cette hypothèse, on ne peut pas rendre le prêteur responsable, et les tribunaux devraient condamner le débiteur à payer les intérêts stipulés quel que fût leur taux, le prêteur ne devant pas avoir à souffrir de cet état de choses qu'il n'avait pu prévoir.

III. Enfin, — dernière observation, — une jurisprudence décide que la liberté du taux de l'intérêt n'ayant été introduite en matière commerciale qu'en vue d'un commerce sérieux, régulier et licite, ne saurait profiter à l'individu qui ne se livre qu'à des pratiques constitutives du délit de tenue illicite de maison de prêts sur gage.

« Ne sauraient avoir aucun caractère commerciale, dit
« un jugement du tribunal correctionnel de la Seine,
« parce qu'elles sont essentiellement délictueuses, des
« opérations de prêt sur reconnaissance du Mont-de-
« Piété, faites avec de besogneux ouvriers et qui ne sont
« en réalité que des opérations de prêt sur gage. Dès
« lors elle tombent sous le coup de la loi du 19 décem-
« bre 1850 (1) ».

Somme toute, ce qui résulte le plus clairement de l'exposé de ces divers systèmes. C'est la difficulté de trouver un critérium pour distinguer le prêt civil du prêt commercial. Les sérieuses divergences d'opinion qui existent sur ce point dans la jurisprudence et dans la doctrine, montrent combien M. Laroze se faisait illusion lorsqu'il affirmait à la tribune de la Chambre que la distinction

1. Trib. Corr. de la Seine, 10^e ch. 11 janv. 1892 (*Pand. fr. pér.* 92, 2, 342.)

s'opérait tous les jours et très facilement. Il n'existe peut-être pas de question plus délicate et sur laquelle la jurisprudence soit plus incertaine.

§ 4. — *Considérations qui ont fait établir la distinction entre les prêts civils et commerciaux.*

Quelles sont les considérations qui ont fait établir la distinction entre les prêts civils et les prêts commerciaux ?

En matière commerciale, a-t-on dit, il y a une concurrence qui s'établit forcément dans les grands centres entre les prêteurs, les banquiers principalement, il y a un cours qui s'impose et qui permet à l'emprunteur de savoir à quoi s'en tenir.

En matière civile, au contraire, l'ouvrier, le paysan ou le petit propriétaire est obligé de s'adresser à l'usurier de sa localité qui n'ayant personne pour lui faire concurrence se fera payer l'intérêt très cher. Souvent même cet emprunteur demandera le silence pour sauvegarder sa situation et le prêteur ne manquera pas d'en profiter pour élever ses exigences. Le commerçant, ajoute-t-on, ne peut prétexter l'ignorance, il doit connaître les affaires, il n'a donc pas besoin d'être protégé contre l'usure, étant assez fort pour se défendre. Cela est vrai, des grandes maisons de commerce qui ayant un crédit bien constitué peuvent faire escompter leur papier à la Banque de France et n'ont par suite rien à redouter des usuriers, mais les petits commerçants qui ont déjà à lutter contre la concurrence

des grands magasins, n'ont-ils pas autant besoin d'être protégés que les petits cultivateurs et les petits propriétaires? la protection de l'emprunteur n'est-elle pas motivée bien plus par la violence morale qu'il subit à la veille d'une échéance fatale par exemple que par son inexpérience des affaires (1).

L'usure même est plus à redouter par l'individu qui fait du commerce que par l'individu qui n'en fait pas. Le débiteur pour dette civile a généralement le temps de se retourner grâce aux lenteurs de la procédure suivie contre lui, il peut trouver de l'argent ou obtenir un délai à l'amiable. Le commerçant au contraire peut être déclaré en faillite dans les 24 heures et saisi, il lui faut donc trouver de l'argent immédiatement, il sera par suite à la merci d'un bailleur de fonds (2).

A l'appui de la distinction entre les prêts civils et commerciaux, on a argué encore que les gains du commerce pouvaient être indéfinis et qu'il valait mieux pour le commerçant emprunter à un taux élevé que d'être obligé de vendre ses marchandises à vil prix, mais ne vaut-il pas mieux également pour le cultivateur emprunter à un taux un peu supérieur au taux légal que d'être obligé de vendre ses récoltes avec 50 0/0 de perte.

Toutes les considérations en faveur de la distinction sont donc bien peu concluantes. Le vrai motif se trouve dans les paroles de M. Jozon : « Il a semblé à la majorité de la commission qu'il est plus sage, plus prudent et plus

1. Consulter Cauwès, *Cours d'Économie politique*, page 245.

2. Discours de M. Tenaille-Saligny au Sénat, séance du 14 décembre 1885 (*Déb. parl.* p. 1314).

sûr, surtout en présence des résistances que soulève le projet de loi, de le restreindre aux matières commerciales... Un grand progrès sera ainsi réalisé, progrès qui risquerait d'être compromis, si l'on voulait adopter la proposition de loi tout entière » (1). M. Jozon faisait allusion dans son rapport à l'hostilité qu'avait rencontré le principe de la liberté au sein même de la Commission, et dans le Parlement, et qui faisait craindre le rejet du projet. Le maintien de la limitation en matière civile ne fut proposé qu'à titre de transaction dans le but de faire aboutir enfin la réforme soumise au Parlement depuis plus de dix ans.

§ 5. — *Améliorations apportées dans la législation par la loi de 1886.*

La consécration de la liberté de l'intérêt commercial a apporté à notre législation une amélioration incontestable. Sous l'empire de la loi de 1807, le commerce français se trouvait dans une situation d'infériorité depuis que la liberté de l'intérêt avait été admise dans la plupart des pays. En effet, par suite des prohibitions légales, il était interdit aux commerçants français de stipuler un intérêt supérieur à 6 0/0 de leurs débiteurs étrangers, alors que leurs créanciers étrangers exigeaient d'eux un intérêt souvent plus élevé. Nous avons vu qu'en

1. Rapport de M. Jozon, député (séance du 3 juillet 1879). — *J. Off.* 1879 juillet, page 7000.

1862 une pétition émanant de la Chambre syndicale d'exportation de Paris avait demandé pour les commerçants français la faculté de stipuler le même taux que celui admis dans les pays avec lesquels les commerçants seraient en relation d'affaires. La question fut portée au Sénat, qui prononça le renvoi de la proposition au bureau des renseignements (Voir le *Moniteur officiel* du 30 mars 1862). La loi du 12 janvier 1886 a heureusement mis fin à cette situation regrettable.

La loi de 1857 qui avait autorisé la Banque de France à élever le taux de son escompte et l'intérêt de ses avances au-dessus de 6 0/0, avait mis les autres établissements de crédit dans l'impossibilité de faire l'escompte et de consentir des prêts, ceux-ci ne pouvant prêter ou escompter à 6 0/0 avec des fonds que la Banque de France leur faisait payer 8 et 10 0/0. La jurisprudence avait dû, pour remédier à cet état de choses, autoriser les banquiers à exiger de leurs clients, sous le nom de commission transitoire, la différence existant entre le taux légal et celui de la Banque de France. Ici encore la loi de 1886 a heureusement modifié cet état de choses.

§ 6. — *Des prêts contractés par un Français à l'étranger.*

Un Français peut-il contracter un prêt en matière civile à 7 0/0 à l'étranger, à Londres par exemple, et si l'exécution de son obligation est poursuivie devant les tribunaux français, ceux-ci devront-ils appliquer la loi anglaise,

qui ne limite pas le taux de l'intérêt et le condamner à payer les intérêts stipulés ?

Il faut supposer tout d'abord que le prêt a été contracté dans un pays où le taux de l'intérêt était libre ou tout au moins supérieur à celui fixé par les parties.

Cette question est controversée en doctrine, mais toutefois la majorité des auteurs et les tribunaux s'accordent à faire dépendre la fixation des intérêts de la loi territoriale du lieu de la formation du contrat.

Voir Troplong, *Traité du prêt*, n° 359. — Pont, *Petits contrats*, t. 1, p. 270. — Cassation, 10 juin 1857, Sirey 59, I, 751. — Bordeaux, 22 août 1865, Sirey 66, II, 217. — Chambéry, 12 février 1869, Sirey 70, II, 9.

La loi de 1807, en effet, ne concerne que les prêts faits en France, on ne doit donc pas l'appliquer aux prêts faits dans les pays étrangers dans lesquels l'intérêt est libre, et les tribunaux français doivent condamner à payer l'intérêt stipulé dans l'un de ces pays, quel que fût son taux.

Le taux de l'intérêt fixé par la loi française a uniquement pour base la situation spéciale de notre pays, elle ne saurait exclure des taux plus élevés adoptés dans d'autres pays sous l'influence de circonstances différentes de celles qui nous régissent.

La limitation est faite par le législateur en vue de circonstances variables suivant les temps et les pays. L'état du crédit, la rareté ou l'abondance des capitaux sont des faits qui se modifient journellement et qui justifient dans une contrée une réglementation qui serait funeste dans une autre.

C'est en vertu de cette idée que le gouvernement a fixé

un taux plus élevé dans les colonies que dans la métropole et que le taux varie de colonie à colonie. La détermination du taux a donc une valeur toute locale et se référant à un territoire déterminé. On objecte contre cette opinion que la loi qui fixe le maximum de l'intérêt conventionnel est d'ordre public et que les parties ne peuvent y déroger ni les tribunaux appliquer une convention qui y déroge (1).

Or il y a deux classes de lois d'ordre public : pour les unes le législateur reconnaît le caractère d'une façon tellement absolue que les tribunaux français doivent les appliquer même à l'occasion d'actes accomplis en pays étranger.

D'autres lois au contraire ne présentent ce caractère qu'à l'égard des actes faits sur le territoire national et parmi celles-ci figurent les lois concernant l'usure. L'usure, en effet, n'est pas un fait illicite trouvant sa définition dans les données essentielles et immuables du droit et de la morale. Ces lois ne sont d'ordre public que pour les prêts faits en France, dans des conditions économiques identiques ; elles sont si peu applicables aux prêts faits par les nationaux en tous lieux que l'ordonnance du 7 décembre 1835 permettait aux parties de faire en Algérie des prêts au taux qu'il plairait aux parties contractantes de fixer.

Mais quel pays faudra-t-il considérer pour connaître la législation à appliquer ? Je crois qu'il est plus rationnel de ne considérer ni le lieu où le contrat a été conclu, ni

1. Duvergier, *Du prêt*, n° 313.

celui où les espèces ont été comptées, mais bien celui où l'emprunteur doit les employer. C'est en effet du lieu et de l'emploi que dépendent surtout les risques dont le taux de l'intérêt n'est que la représentation. Ce dernier point ne paraît pas fixé par la jurisprudence.

Maintenant s'il est établi que le prêteur et l'emprunteur n'ont été contracter le prêt à l'étranger que frauduleusement, dans le but de tourner les prohibitions de la loi française en matière de prêt civil, il est certain que les tribunaux devront se refuser à appliquer la loi étrangère; car les juges ont toujours le droit et le devoir de rechercher et de punir la fraude, quelles que soient les circonstances dont elle a été entourée.

§ 7. — *La lettre de change confère-t-elle nécessairement au prêt le caractère commercial ?*

Aux termes de l'article 632 du Code de commerce :
« La loi répute acte de commerce, entre toutes personnes,
« les lettres de change. » En doit-on conclure, qu'un prêt est nécessairement commercial, lorsque l'emprunteur, au lieu de reconnaître sa dette dans un acte authentique ou sous seing privé, souscrit une lettre de change au profit de son prêteur.

S'il en était ainsi, les auteurs de la loi de 1886 auraient laissé un moyen facile de rendre lettre morte la distinction établie par la loi.

M. Bozérian avait prévu la difficulté au Sénat et c'est

pourquoi il avait proposé de n'autoriser la liberté du taux de l'intérêt qu'entre commerçants.

A quoi le rapporteur M. Labiche avait répondu au Sénat (séance du 3 décembre 1885), que l'on pouvait toujours frauder, mais que si dans certains cas, il était bien démontré par les circonstances de la cause que le prétendu prêt en matière de commerce n'était en réalité qu'un prêt civil, que la forme donnée au prêt usuraire n'était qu'une fraude pour déguiser un véritable prêt civil, alors le tribunal aurait parfaitement le pouvoir de rétablir la vérité des faits et de refuser les privilèges d'un prêt commercial à un véritable prêt civil.

M. Laroze avait déjà répondu à la Chambre qu'il serait toujours facile aux tribunaux de découvrir derrière cette formule de la lettre de change si l'opération était réellement civile ou commerciale. La Cour de cassation a été appelée à se prononcer plusieurs fois sur cette question.

Un premier arrêt du 14 mai 1886, *crim. rej.* (Dalloz 86, 1, 428), décide que : « les juges saisis d'une prévention d'usure ont le droit et le devoir de rechercher dans les faits de la cause, pour l'application de la loi du 12 janvier 1886, le caractère civil ou commercial des prêts, quelles que soient les apparences dont ils ont été entourés et la forme même dont ils ont été revêtus ».

Un arrêt du 21 avril 1886 (Cassation, *ch. req.* Dalloz, 86, 1, 85) avait également jugé que le juge du fait « est souverain en matière d'usure pour décider qu'un contrat de prêt contient des stipulations usuraires dissimulées sous le titre de commission ou sous tout

« autre titre, de même qu'il est souverain pour reconnaître que *sous une forme déguisée*, il a été conclu de véritables prêts à l'occasion desquels le prêteur se fait payer des intérêts à un taux usuraire. Dans tous ces cas il y a fraude à la loi et la fraude peut s'établir par tous les moyens ».

Nous pourrions citer également un arrêt de Cassation du 18 mars 1887 (*Pand. franc.* 87, 1, 249) et un arrêt également de Cassation du 20 janvier 1888 (*Pand. franc.* 88, 1, 75).

Ces diverses solutions sont absolument juridiques et doivent être approuvées. En matière pénale, en effet, la preuve de la fraude à la loi est toujours admise, or ici les parties qui ont donné une forme commerciale à une opération purement civile n'ont eu d'autre but que de tourner la loi, espérant éviter par ce moyen que leur convention, en réalité usuraire, tombât sous le coup de la juridiction pénale.

Autrement, s'il suffisait de faire souscrire à l'emprunteur des lettres de change alors que le prêt aurait une cause purement civile pour échapper à la prohibition, il est clair que celle-ci deviendrait bientôt lettre-morte.

Cette doctrine a été critiquée par M. Lyon-Caen :

La lettre de change, dit-il, est un acte essentiellement commercial pour tous les signataires. Elle entraîne la compétence des tribunaux de commerce et avant la loi de 1867 la contrainte par corps, sans qu'on ait à s'occuper si celui des signataires dont il s'agit, a tiré, endossé ou accepté la traite à propos d'une opération civile ou commerciale. Pourquoi appliquerait-on une règle diffé-

rente lorsqu'il s'agit de l'intérêt. Avant 1886 l'intérêt admis en matière de lettre de change était toujours de 6 0/0, aujourd'hui pourquoi ne serait-il pas libre ?

La loi de 1807 qui fixe l'intérêt à 5 0/0 en matière civile, est, dit-on, une loi d'ordre public à laquelle les parties ne peuvent déroger et ce serait leur reconnaître le droit de le faire, s'il suffisait de revêtir un engagement de la forme de la lettre de change. Mais il est une règle concernant la compétence des tribunaux civils, à laquelle les parties ne peuvent pas davantage déroger par une convention, et cependant la création d'une lettre de change par un débiteur civil au profit de son créancier suffit pour entraîner la substitution de la compétence commerciale à la compétence civile.

De même l'art. 2063 du Code civil qui défendait à tous juges de prononcer la contrainte par corps hors les cas déterminés par la loi, était d'ordre public et cependant tout le monde admettait que la contrainte par corps était possible contre le tireur ou l'endosseur d'une traite qui l'avait émise ou endossée à l'occasion d'une opération purement civile.

D'ailleurs, dès qu'un acte est commercial, toutes les règles de la commercialité doivent lui être appliquées. Le juge ne saurait se soustraire à cette conséquence logique et véritable. Aux termes de l'art. 632, la lettre de change est un acte de commerce, elle doit être traitée comme telle au point de vue de l'intérêt comme de la compétence (1).

1. Voir la note de M. Lyon-Caen, mise au bas d'un arrêt de Cassation, crim. du 14 mai 1886. Sirey, 1887, I, 345.

Quelle que soit d'ailleurs l'opinion que l'on adopte, il est certain qu'il sera le plus souvent difficile, sinon impossible en fait d'établir que le prétendu prêt commercial n'est en réalité qu'un prêt civil.

§ 7. — *La loi de 1886 a-t-elle un effet rétroactif?*

On peut répondre *à priori* avec l'article 2 du Code civil que la loi ne dispose que pour l'avenir et qu'elle n'a point d'effet rétroactif. Il est donc certain qu'une convention antérieure à la promulgation de la loi et nulle dès l'origine comme usuraire, n'a pu être validée par elle (1). Il ne pouvait y avoir de doute à cet égard et les législateurs n'avaient en aucune façon besoin de le dire.

Cependant la jurisprudence a été plusieurs fois appelée à se prononcer sur cette question. Et un arrêt de la cour de Besançon du 21 avril 1886 (*Pand. franc.* 86, II, 198) est ainsi conçu :

« Attendu, dit l'arrêt, que tout ce qui excède ce taux « est usuraire et n'était pas dû par J...

« Attendu que la loi du 12 janvier 1886 invoquée par
« L... et qui a admis la liberté de l'intérêt en affaire
« commerciale n'a point d'effet rétroactif et ne peut s'ap-
« pliquer à une convention intervenue en 1882 et qui
« était nulle dès son origine. »

Un arrêt de la cour d'Orléans du 12 juin 1886 décide de même que « la loi du 12 janvier 1886 qui a admis la

1. Caen, 25 février 1883. *Sirey*. 1886, 2, 29.

liberté de l'intérêt en matière de commerce n'a pas d'effet rétroactif et en conséquence ne peut s'appliquer à des faits antérieurs à cette loi qui ont déjà donné lieu à un procès sur lequel il a été statué en première instance » (Sirey, 1887, II, 201).

Mais il existe un autre principe qui doit recevoir ici son application. En matière pénale, en effet, il est de règle que le principe de la non-rétroactivité reçoive une exception lorsqu'une peine se trouve diminuée ou abolie. L'équité ne permet pas d'appliquer une peine que le législateur a déclaré être trop sévère, et à plus forte raison lorsque celle-ci a été abolie, et cela alors même que les faits dont s'agit ont eu lieu sous l'empire de la législation antérieure (1). La loi de 1886, en proclamant la liberté du taux de l'intérêt en matière commerciale, a par cela même supprimé le délit d'usure, dans ce cas, et empêche désormais l'application des peines édictées par les lois de 1807 et 1850. Le prêt commercial usuraire antérieur à la loi de 1886 sera annulé comme vicié dès l'origine, mais ne sera pas punissable.

§ 9. — *Les Tribunaux ont-ils encore le droit de réduire le droit de commission ?*

Un arrêt de la cour d'Orléans du 12 juin 1886 décidait

1. Décret du 23 juillet 1840, art. 6 et Cass. 19 et 20 juin 1885. Sirey, 86, I, 45. « En matière criminelle, dit l'arrêt, dans le concours de deux lois, on doit appliquer à l'infraction commise sous l'empire de la loi ancienne la pénalité prononcée par la loi nouvelle promulguée avant qu'il soit intervenu sur l'infraction un arrêt ou jugement définitif si cette dernière loi édicte une pénalité moins sévère que la loi ancienne... »

« que la loi de 1886 ne faisait pas échec au droit qui appartient au juge de réduire dans de justes limites les perceptions qui lui paraissent abusives ».

De même un arrêt de la chambre des requêtes de la Cour de cassation du 11 décembre 1888 (Sirey, 89, I, 197) décide que le banquier qui consent une ouverture « de crédit, peut stipuler en sus de l'intérêt de 6 0/0 sur « les avances par lui faites un droit de commission à raison des opérations de banque dont il se charge, des « risques qu'il court et des services qu'il rend et les « commissions ainsi allouées par la convention ne tomberaient sous le coup des lois du 3 septembre 1807 et « 19 décembre 1850 qu'autant qu'elles seraient excessives et dégénéreraient en intérêt usuraire.

« Il appartient aux tribunaux d'apprécier si les commissions sont en réalité la rémunération d'un service rendu et si le taux est excessif. »

Ces décisions peuvent être critiquées à juste titre, car elles méconnaissent les principes généraux du droit sur la liberté des conventions et la disposition de la loi de 1886 qui a posé le principe de la liberté du taux de l'intérêt en matière commerciale. Aujourd'hui que la loi de 1807 est abrogée, nous ne voyons pas sur quel argument pourrait se fonder le droit de réduction, la quotité du taux de l'intérêt commercial n'ayant plus d'autre limite que celle qu'il plaît aux parties de lui assigner.

Sous l'empire de la législation précédente, la jurisprudence avait admis qu'en sus de l'intérêt un banquier pouvait stipuler une somme distincte à titre de droit de commission, mais les tribunaux se réservaient toutefois

le droit de réduire ce droit de commission lorsqu'ils constataient qu'il dépassait le service rendu ou qu'il était supérieur au droit ordinairement perçu ; il fallait donc qu'il ressortit des faits de la cause que la somme perçue sous ce nom servait à dissimuler un intérêt usuraire, le droit de réduction reposait alors sur la violation de la loi de 1807.

On pouvait déjà critiquer cette jurisprudence, en disant que le droit de commission n'était pas un supplément d'intérêt, mais la rémunération d'un service spécial rendu à l'emprunteur ; aujourd'hui on n'a plus à craindre que le droit de commission serve à tourner les dispositions prohibitives de la loi, puisque désormais la convention fait la loi des parties (art. 1134 du C.c.). Nous ne voyons donc pas sur quels motifs peut se baser le droit de réduction dans la législation actuelle. Toutefois, si, sous le nom de droit de commission, se dissimulaient en réalité des intérêts usuraires exigés dans un prêt civil, les juges qui ont le droit de rechercher la fraude quelles que soient les apparences dont elle a été entourée et la forme dont elle a été revêtue, auraient incontestablement le droit de le réduire. C'est ce qu'a décidé avec raison un arrêt de la Cour de cassation du 20 janvier 1888 (1) : « attendu, dit l'arrêt, que les négociations de billets à ordre opérées par X. pour le compte de P. constituaient en réalité des prêts en matière civile... et que les sommes retenues représentaient non des droits de commission, mais les intérêts des capitaux prêtés, intérêts qui s'élèvent au moins à 8 ou

1. *Pandect. franc. pér.* I, 75 (1888). — *Dalloz pér.* I, 329 (1888).

10 0/0 et dépassent ainsi le taux légal..... » Les tribunaux pourraient encore à titre exceptionnel réduire le droit de commission dans les cas où ils ont le droit d'annuler les conventions ; en cas de fraude par exemple, des perceptions pourraient être réduites par application de l'art. 1116 du Code civil (1).

§ 10. — *Résultats pour l'agriculture du maintien de la loi de 1807, en matière civile.*

Bien des esprits sérieux pensent à tort que c'est surtout dans les campagnes que la liberté de l'intérêt jetterait la ruine et la désolation.

L'agriculture se trouve aujourd'hui dans une situation déplorable, par suite de l'avilissement du prix des produits de la terre, de l'augmentation de la main-d'œuvre, de la dépopulation des campagnes et de l'immigration vers les villes. Le seul moyen de lui rendre quelques chances de prospérité, serait d'augmenter la production, mais pour obtenir cette amélioration, il faudrait une dérivation vers les placements agricoles des capitaux et du crédit qui permettrait aux cultivateurs de se procurer soit des engrais artificiels, soit des bestiaux pour produire l'engrais naturel qu'exige l'amélioration du sol.

Or la distinction posée par le législateur de 1886 ne peut avoir pour résultat que de faire affluer les capitaux

1. Voir la note 2 de M. Lyon-Caen dans *Sirey pér.* 1887, II, p. 201, mise au bas de l'arrêt de la cour d'Orléans du 12 juin 1886.

vers les placements commerciaux, et de détourner ainsi de l'agriculture les fonds qui lui seraient nécessaires. Une foule d'entreprises plus ou moins sérieuses absorbent de plus en plus les épargnes du pays, des appels incessants sont faits par des spéculateurs, si bien que le petit fermier lui-même qui parvient par son travail à gagner quelque argent, vient placer son épargne dans toutes les valeurs qui circulent et qui lui offrent un intérêt supérieur à celui qu'il tire du sol.

Qu'y a-t-il à faire pour remédier à cet état de choses ? Il faudrait faciliter les emprunts des cultivateurs, leur procurer de l'argent à de bonnes conditions, favoriser en un mot le crédit agricole, au lieu de le paralyser par le maintien des restrictions.

Il faudrait que les économies confiées aujourd'hui aux grandes compagnies financières servissent aux placements agricoles ; qu'elles fussent employées en prêts particuliers faits au sol au lieu de contribuer à la confection de travaux à l'étranger, il faudrait en un mot que les placements agricoles offrissent autant d'avantages que les placements industriels afin que ces derniers n'absorbassent pas tout le numéraire disponible.

Vendre la récolte en temps opportun, c'est, pour un cultivateur, la principale affaire. Un emprunt même à 10 0/0 vaut mieux pour satisfaire soit le propriétaire, soit un créancier exigeant, qu'une réalisation intempestive ou à vil prix. Cet emprunt lui permettra d'attendre deux, trois ou quatre mois pour bien vendre et le sacrifice qui aura été de 2 à 4 0/0 peut lui éviter une perte de 50 0/0 sur le prix de vente.

M. d'Esterno, dans le *Journal des économistes*, cite de curieux exemples d'emprunt à un taux élevé, qui se pratiquent à la satisfaction réciproque de l'emprunteur et du prêteur dans le département de Saône-et-Loire. « Il y a, dit-il, de petits cultivateurs qui achètent en mai, des bœufs pour le travail et qui les revendent en novembre. S'ils les achètent comptant, ils les payent 600 fr. par exemple, mais comme ils ne payent que 300 fr. au moment de l'acquisition et qu'ils promettent les 300 autres pour l'époque où ils comptent avoir vendu, ils consentent à donner 50 fr. de plus pour cette facilité. Cette transaction est usuelle et elle se renouvelle pour d'autres animaux, etc... ».

Ainsi voilà des cultivateurs qui empruntent à 17 0/0 d'une façon journalière et qui trouvent encore leur avantage dans cette transaction, puisqu'elle se pratique couramment.

Cet usage ne sera déraciné que par la création d'institutions de crédit, de banques agricoles, qui fourniront à meilleur marché un fonds de roulement aux propriétaires et aux fermiers ; mais pour que ces institutions de crédit soient viables et deviennent prospères, il faut la liberté absolue du prêt. Le crédit subit trop les influences étrangères pour pouvoir vivre sous un régime de réglementation. La liberté d'emprunter à un taux supérieur assurerait le salut et la prospérité de l'agriculture, l'utilité du prêt dépassant presque toujours dans une grande proportion l'excédant d'intérêt qu'elle pourra avoir à supporter.

Il est impossible de déterminer à l'avance le taux des

prêts faits aux agriculteurs, car ici comme ailleurs il faut tenir compte de la valeur de la terre, de sa qualité, de ses besoins et du résultat des améliorations projetées qui motivent l'emprunt en question.

§ 11. — *L'usure existe-t-elle encore en matière commerciale ? Etais-il besoin d'établir une disposition spéciale pour la réprimer ?*

Jusqu'en 1886, l'usure en matière commerciale consistait dans le fait d'exiger un intérêt supérieur au taux maximum ou légal, qu'il avait plu au législateur de fixer. Ainsi entendue, l'usure n'existe plus en tant que délit.

Mais pour nous, l'usure consiste dans le fait de la part du prêteur d'exiger de l'emprunteur, en profitant de la faiblesse d'esprit, des besoins ou des passions de ce dernier, un intérêt supérieur tout à la fois aux risques qu'il court, à la privation qu'il éprouve. L'existence de l'usure ainsi définie étant malheureusement trop réelle, peut-on reprocher au législateur de 1886 de n'avoir pas édicté, en même temps qu'il établissait la liberté du taux de l'intérêt commercial, une disposition parallèle ayant pour but de réprimer l'usure. M. Tenaille-Saligny avait présenté au sénat un amendement qui n'eut pas de succès, il proposait de frapper de pénalités le prêteur « qui abuserait de l'inexpérience, de la faiblesse ou des passions de l'emprunteur ». C'était la reproduction de dispositions analogues prises à l'étranger (art. 494 du Code pénal

belge du 8 juin 1867. — Loi allemande du 30 mai 1880, § a et d. — Lois autrichiennes des 28 mai 1881 et 2 mai 1883. — Bâle-ville, loi du 9 avril 1883. — Zurich, loi du 27 mai 1883 etc.).

Etait-il nécessaire de faire de l'usure un délit *sui generis* ou ne suffisait-il pas de la faire rentrer dans les chapitres relatifs à l'abus de confiance et à l'escroquerie ? Il est de toute nécessité, disent les adversaires de toute disposition nouvelle, de commencer par déterminer à quels signes on reconnaîtrait ce nouveau délit et aussitôt un écueil se présente. En effet, si l'on édicte une règle fixe, uniforme, précise et invariable, on retombe dans les dangers du maximum ; dès lors il est nécessaire d'accorder aux tribunaux le droit d'apprécier les divers éléments du contrat, de voir si les garanties que le prêteur a exigées sont utiles ou excessives, de tenir compte en un mot des circonstances et du taux de l'escompte à l'époque de l'emprunt : Les tribunaux auront donc ainsi un pouvoir discrétionnaire. Or est-il bien utile de donner aux tribunaux un tel pouvoir ? Les engagements ont été pris loyalement entre les parties et alors il n'y a rien à dire, on ne peut en effet étendre aux majeurs la sage protection accordée aux mineurs, ou bien il y a escroquerie, abus de confiance et alors si on veut réprimer les supercheries, les entreprises cupides du prêteur tendant à tromper l'emprunteur, on n'a que l'embarras des textes à appliquer (art. 405 et 406 du Code pénal, art. 1109, 1111, 1112, 1113, 1116, 1305 du Code civil).

En outre, l'arbitraire laissé aux tribunaux serait aggravé par le pouvoir d'appréciation si vague qui leur se-

rait concédé ; à la violence, à l'erreur et au dol, on ajouterait comme cause de nullité des contrats l'abus et l'ignorance ; les juges devront examiner chaque cas en particulier ; car les déguisements sous lesquels se cache l'usure sont nombreux et difficiles à découvrir. Dès lors, comment savoir ou s'arrêtera le prêt défendu et le prêt permis ? Il y aurait là une menace incessante pour les prêteurs qui souvent feraient payer ce danger, cette chance de déshonneur.

Cependant, de ce que l'usure est difficile à constater et échappe souvent aux investigations de la justice, je crois qu'il ne faut pas conclure nécessairement à l'inutilité d'une loi ayant pour but de la réprimer. Aussi, aux arguments donnés plus haut, je répondrai avec MM. Cauwès et Leroy-Beaulieu que cette latitude d'appréciation laissée aux juges du délit d'usure n'est pas exorbitante ; que dans tous les contrats, les juges sont compétents pour décider de la bonne foi des contractants et de la validité de leur consentement, et qu'enfin cette loi aura une incontestable action préventive et retiendra bien des prêteurs qui craindront l'intervention de la justice (1).

Avec les lois existantes, pour que l'on puisse appliquer les dispositions répressives du dol, il est nécessaire que l'auteur du dol ait pris une part active aux manœuvres dolosives et que personnellement il ait contribué à tromper son co-contractant sur les conséquences de l'opération. Avec la disposition nouvelle, il suffirait que l'une

1. Cauwès, *Cours d'économie politique*, page 219 et suiv. ; Leroy-Beaulieu, *Essai sur la répartition des richesses*.

des parties ait connu l'incapacité où se trouvait l'autre d'apprécier les conséquences désastreuses de l'acte qu'elle consent.

Il est temps aujourd'hui d'essayer de la liberté tant en matière civile que commerciale, ce qu'il faut seulement, c'est punir les dissimulations ou l'abus qui peut être fait de l'imprévoyance et de l'ignorance des emprunteurs : grâce à la loi que nous proposons, on pourra atteindre les agissements des exploiters et donner la confiance aux capitaux honnêtes qui se réservent. « Laissez toute liberté en matière de prêt, disait M. Léon Say au Sénat, seulement prévoyez l'abus, la fraude qui peut se produire à l'abri de la liberté et tâchez de l'atteindre. ». M. Frédéric Passy soutenait la même opinion : « Présentez-nous, disait-il, un article de loi qui sans être agressif pour la liberté individuelle, pourvoit à la protection de ceux qui ne contractent pas librement. » (Voir la discussion au Sénat, séance du 15 décembre 1885, et les discours de M. Tennaille-Saligny et Marcel Barthe).

Cette disposition de la loi nouvelle pourrait être ainsi conçue : « Quiconque, dans une opération ayant pour but d'accorder ou de proroger un crédit, exploite sciemment la légèreté du débiteur, sa faiblesse d'intelligence, sa situation nécessiteuse, son inexpérience ou son excitation d'esprit, en se faisant promettre ou donner à lui ou à un tiers, des avantages pécuniaires qui par leur exagération sont de nature à causer ou hâter la ruine du débiteur, se rend coupable d'un délit et sera puni..... »

§ 102. — *Du taux légal, nécessité de l'abaisser. — Proposition de MM. Rouanet et Lacombe.*

La liberté étant admise en matière civile et commerciale, on aurait tort de supprimer le taux légal qui s'applique lorsque les parties n'ont pas manifesté leur volonté à cet égard (art. 1153 du C. c.) ou dans certains cas réglés par la loi (comptes de tutelle : art. 474 du C. c., liquidation de la communauté, art. 1473 et 1570 du C. civ., paiement de la dot promise et non encore versée, art. 1440 et 1548 du C. c., etc.) — et enfin dans le cas d'intérêts moratoires. Dans ces hypothèses, les risques du créancier ne sont point considérables ; de courte durée en général, ils sont en outre le plus souvent diminués par des hypothèques légales, privilèges ou par des mesures conservatoires ou exécutoires faisant suite aux jugements. La loi ne doit donc garantir au créancier qu'un intérêt moyen et en rapport avec les revenus mobiliers et immobiliers.

Or la baisse du taux de l'intérêt est peut-être le phénomène économique le plus incontestable de notre époque. Il est certain que depuis un certain nombre d'années tous les revenus ont diminué d'une façon sensible ; les placements agricoles sont devenus bien peu lucratifs et la propriété foncière elle-même grevée de charges multiples ne donne plus le même rapport qu'autrefois.

Dès lors, il est impossible de continuer à imposer aux

débiteurs contre qui court l'intérêt légal ce taux de 5 0/0 qui ne correspond plus à la réalité des choses.

Une proposition tendant à l'abaissement du taux légal fut faite dans la dernière chambre ; elle aboutit à un rapport favorable de M. Etcheverry, mais le projet de loi devint caduque par suite de l'expiration de la législature.

A la séance du samedi 20 janvier 1894, la Chambre des députés fut saisie à nouveau de deux propositions de loi relatives au taux de l'intérêt. — L'une émanant de M. Rouanet tendait à réduire le taux de l'intérêt légal à 4 0/0 en matière civile et à 5 0/0 en matière commerciale. L'autre venant de M. Lacombe réclamait le chiffre de 4 0/0 comme maximum de l'intérêt conventionnel en matière civile.

Ces deux propositions reposent sur cette constatation que nous venons de signaler : La réduction du taux de l'intérêt des capitaux. Remarquons tout d'abord que M. Rouanet, d'accord sans doute en cela avec la plupart des députés socialistes, abandonne la fameuse doctrine de Proudhon contre la légitimité de l'intérêt.

En ce qui concerne l'intérêt légal, c'est-à-dire celui qui court sans convention de plein droit ou en vertu d'une demande en justice, il est certain que le taux devrait être réduit. Il a été établi en 1807, à une époque où les capitaux rapportaient beaucoup plus qu'ils ne produisent aujourd'hui, les valeurs mobilières étant rares, et le crédit peu développé. Le taux de 5 0/0 en matière civile n'avait donc rien que de normal. Aujourd'hui les conditions économiques se sont complètement transformées. L'argent, d'après les dernières statistiques, ne porte plus guère in-

térêt qu'à 3 ou 4 0/0 au maximum. Il ne faut pas s'en plaindre, si l'on admet avec Turgot et la plupart des économistes que « l'abaissement du taux de l'intérêt est le fait et l'indice de l'abondance des capitaux ».

Quant à la 2^e proposition, nous la considérons comme mauvaise, nous avons en effet essayé dans le cours de cette étude de démontrer les effets nuisibles des lois limitatives ; ce n'est pas au moment où nous espérons que la liberté va être proclamée, que nous admettrons l'intervention évidemment arbitraire de l'État.

Si on adoptait cette proposition, ce serait rendre un fort mauvais service aux nécessiteux dont on croit défendre la cause. Très légitime et très suffisant dans beaucoup de cas, le taux de 4 0/0 peut dans d'autres circonstances se trouver bien trop faible pour couvrir à la fois l'intérêt du capital et le risque du prêteur. Quand il en sera ainsi, l'existence d'une limite légale trop basse aura pour effet non pas de déterminer le capital à se contenter d'une rémunération moindre, mais tout simplement de rendre l'avance impossible. L'épargne est déjà bien assez timide. Elle n'est que trop portée à se jeter sur les fonds jouissant de la garantie directe ou indirecte de l'Etat. S'il y a quelque mesure à prendre, ce n'est pas certainement pour la détourner encore davantage des autres placements.

La chambre n'a pas cru devoir prononcer la déclaration d'urgence, l'une et l'autre proposition ont été soumises aux formalités de la procédure habituelle.

Nous espérons que le gouvernement fera un accueil favorable à la proposition de M. Rouanet et que d'ici peu

nous verrons le taux légal ramené à un chiffre plus en rapport avec l'état actuel des transactions et la situation économique du pays.

§ 13. — *La loi n'atteint pas le but qu'elle s'est proposée par la limitation du taux de l'intérêt en matière civile.*

Les contraventions à la loi de 1807 sont fréquentes et le plus souvent impunies en matière civile. Si les lois de 1807 et de 1850 avaient empêché le mal, on comprendrait qu'on tînt à les maintenir et que l'on continuât à les appliquer. Mais puisqu'évidemment il n'en est pas ainsi, il faut chercher un autre procédé et c'est dans la liberté des conventions engendrant une concurrence ouverte et loyale qu'on le trouvera. La loi qui limite l'intérêt dans les conventions n'a d'autre effet que d'obliger ceux qui pratiquent l'usure à dissimuler leurs opérations et à faire payer aux emprunteurs le prix de ces dissimulations.

Le moyen habituel quotidiennement employé et contre lequel les tribunaux ne peuvent rien, parce que la preuve en est impossible à établir, consiste à porter dans la reconnaissance une somme supérieure à celle qui a été réellement versée.

La vente à réméré et le contrat pignoratif sont encore fréquemment employés lorsque l'emprunteur est un propriétaire foncier, surtout un petit propriétaire rural.

L'emprunteur vendra à réméré moyennant 10,000 francs au prêteur une propriété dont la valeur réelle est de

15,000 fr. Le rachat devra avoir lieu dans le délai de cinq ans et moyennant 13,000 francs. Le capital prêté consiste dans le prix de vente, les délais de remboursement sont fixés par le temps laissé pour l'exercice du rachat ; la différence entre le prix de vente et celui du rachat représente l'intérêt. Que le rachat soit ou non effectué, il y aura bénéfice assuré pour le prêteur. Dans le contrat pignoratif, l'emprunteur vend une propriété au prêteur en se réservant le droit d'exercer le retrait, puis le prêteur lui en concède immédiatement la jouissance à titre de fermier moyennant un loyer fort élevé qui représente l'intérêt.

L'échange, la donation et beaucoup d'autres contrats peuvent être employés pour tourner la prohibition de la loi de 1807 et les usuriers ne se font pas faute de s'en servir quotidiennement.

On a dit que la limitation de l'intérêt se justifiait notamment par la nécessité de mettre l'indigence à l'abri de l'extorsion et de défendre les ignorants et les faibles. Or il suffit de voir ce qui se passe tous les jours à la Halle de Paris pour constater que tout le monde trouve son avantage dans l'opération connue sous le nom de prêts à la Halle. Depuis plus d'un siècle il se tient chaque jour à Paris aux abords des Halles centrales des individus qui font métier de prêter aux maraîchers et aux marchands des quatre-saisons, de petites sommes, généralement cinq francs ; ceux-ci achètent avec cette modique somme des marchandises qu'ils vont revendre en ville. Le soir ils rendent 5 fr. 25 au prêteur, soit 5 0/0 d'intérêts par jour. Or ces prêts font vivre journellement des milliers d'indivi-

du, qui grâce à cet emprunt réalisent un bénéfice moyen de 2 à 3 francs par jour. Aussi c'est en vain que les magistrats du parquet de Paris ont voulu requérir au nom de la loi, ils ont dû reculer devant des réclamations incessantes et nombreuses. Cette résistance puisait sa force dans le bon sens du peuple et les bienfaits de la liberté. Si l'on tient compte, en effet, d'une part, du gain relativement considérable que font ceux qui empruntent et d'autre part des risques de non-remboursement que courent les prêteurs, peut-on raisonnablement soutenir que l'intérêt exigé soit oppressif ? Depuis 1886 ces prêts ne tombent plus sous le coup des lois de 1807 et de 1850, mais ne peut-on pas conclure de cet exemple qu'il peut être avantageux parfois de se procurer de l'argent à un taux supérieur à celui autorisé par la loi, s'il est impossible de s'en procurer autrement. Turgot raconte que déjà de son temps des usuriers prêtaient aux marchands de légumes 3 livres moyennant un intérêt de 2 sous par semaine, soit 173 0/0 par an. A Londres, dit M. Leroy-Beaulieu, les vendeuses de fruits ne trouvaient crédit qu'à un taux encore plus exorbitant : elles empruntaient 5 shellings ou 6 fr. 25 pour une journée en payant 1/2 shelling ou 62 centimes 1/2 d'intérêt soit 7,000 0/0 par an.

Or ces petits prêts permettent à beaucoup d'hommes actifs de sortir de la classe des salariés, en quelques jours ils peuvent économiser le capital dont ils auront besoin. Le service qui leur est rendu est donc considérable (1).

Lorsque l'emprunteur a un réel besoin d'argent, il sera

1. Leroy-Baulieu. *Essai sur la répartition des richesses*, p. 282.

encore trop heureux d'aller trouver le capitaliste, celui qu'on flétrit sous le nom d'usurier, car en empruntant il acquiert l'instrument du travail, et peut-être de la fortune qui lui permettra, s'il est intelligent et économe, de devenir capitaliste à son tour. La loi qui interdit, dit Bentham, par un motif d'humanité à un individu la faculté d'emprunter à des conditions qu'elle juge désavantageuses pour lui, ne lui interdit pas de vendre ses valeurs ou propriétés à quelque condition défavorable qu'il le fasse. Les ventes forcées se font forcément avec pertes et à des conditions plus fâcheuses pour lui qu'un emprunt qui lui aurait donné le temps de se libérer en plusieurs fois (1).

Je ne saurais mieux terminer cette étude qu'en citant comme conclusion les paroles de M. Frédéric Passy dans ses leçons d'économie politique à Montpellier : « Procla-
« mons, disait-il, cette liberté conforme à tous nos ensei-
« gnements pour laquelle l'expérience plaide chaque jour
« autour de nous, aux débris incohérents d'une théorie
« qui a perdu ses fondements et aux restes impuissants
« d'une pratique que l'histoire a condamnée. Proclamons
« enfin que les hommes sont maîtres d'eux-mêmes et de
« ce qu'ils ont tiré d'eux-mêmes, que le travail passé et le
« travail actuel sont nécessaires l'un à l'autre, et juges
« au même titre des conditions qu'ils se font librement.
« Proclamons que là où la force n'intervient pas, il ne
« saurait y avoir abus, que ce qui est librement accepté
« n'est pas imposé, que ce qui est motivé n'est pas arbi-
« traire et donnons pour tout dire un gage de plus à ces

1. Voir Bentham. *Défense de l'usure*.

« opinions libérales et élevées qui respectent l'homme,
« respectent ses actes et lui maintenant la direction de
« ses affaires et la spontanéité de ses décisions, enten-
« dent lui conserver en son entier la responsabilité de son
« sort ».

CHAPITRE VI

Législation des principaux peuples modernes sur le prêt à intérêt.

Avant de terminer notre travail, il est utile de jeter un coup d'œil sur la législation qui régit le prêt à intérêt dans les principaux Etats. Cette étude montrera que la liberté existe presque partout en cette matière : elle servira donc d'appoint à la thèse que nous avons soutenue.

§ 1^{er}. — *Angleterre.*

L'Angleterre est un des pays qui ont depuis le plus longtemps réagi contre les lois restrictives et abandonné les préjugés des anciennes sociétés. Depuis Calvin, le prêt à intérêt se pratique sans aucune contestation. Une loi de 1714 fixait le taux à cinq pour cent sous peine de nullité pour toute stipulation qui dépasserait ce taux (statuts de la Reine Anne).

Mais cette loi produisit des effets déplorables : elle fut constamment éludée et le taux courant du marché excéda le taux fixé par la loi. Aussi dès cette époque la réaction

commença et la limitation n'exista bientôt plus que pour la forme : le statut de la Reine Anne tombé en désuétude fut modifié successivement et en détail.

En 1819, Georges III décidait que les lettres de change et les billets à ordre qui pourraient être déclarés nuls pour cause d'usure, seraient valables entre les mains des possesseurs de bonne foi.

En 1833, Guillaume IV supprimait complètement la limitation pour toutes les lettres de change à trois mois d'échéance et au-dessous.

En 1837, la reine Victoria étendit cette disposition à tous les billets de commerce dont l'échéance ne s'étendait pas au-delà d'une année.

Enfin en 1841, un bill du Parlement déclara le taux entièrement libre pour tous les prêts autres que ceux garantis par une hypothèque ou inférieurs à 10 livres sterling (250 francs) qui restèrent soumis aux taux maximum de cinq pour cent.

Le 10 août 1854, M. Gladstone proposa l'adoption d'un projet tendant à supprimer les entraves qui subsistaient encore à la liberté de l'intérêt. Cette motion fut adoptée par le Parlement. Depuis lors le régime de la liberté, sans distinction entre les prêts civils et commerciaux, a été appliqué à l'Angleterre, à l'Ecosse et à l'Irlande où il a produit les meilleurs résultats. Le taux de 5 0/0 est admis comme taux légal, lorsque les parties ont omis de le fixer. Deux exceptions seulement subsistaient au régime de liberté devenu le régime de droit commun : 1^o la première concernait les pawnbrokers, prêteurs sur gages remplissant l'office de nos monts-de-piété, — qui ne peu-

vent dépasser le taux de 10, 15 ou 20 pour cent suivant les circonstances. 2° La deuxième s'appliquait en cas de condamnation judiciaire à une somme d'argent : le taux était alors de 4 0/0 en Angleterre et de 5 0/0 en Ecosse. Les effets de la liberté ont été très heureux et personne ne demande le retour à la limitation. La liberté fut même un véritable bienfait pour le pays ; elle contribua puissamment à sauver les finances de l'Angleterre dans les crises qu'elle eut à traverser.

« J'ai toujours considéré avec surprise et admiration, « disait M. Norman dans le cours d'une enquête qui « avait été ouverte, la fermeté avec laquelle a été sup- « portée en Angleterre la crise commerciale de 1839. « Cette crise a ébranlé toutes les fortunes et cependant « l'on n'eut à regretter qu'un petit nombre de faillites de « quelque importance. Quand je compare un résultat « aussi consolant avec les désastres qui avaient éclaté « en 1826 dans des circonstances semblables, je ne puis « m'empêcher d'attribuer dans une certaine mesure, « notre bonne situation à la loi qui permet aux capitaux « disponibles de refluer vers les marchés où ils sont le « plus nécessaires et où ils doivent trouver la plus forte « rémunération. »

D'ailleurs, pour juger les effets de la liberté, il suffit de constater la prospérité du commerce de l'Angleterre dans le monde entier. A cela on a répondu que ce pays était dans des conditions exceptionnelles et que ce qui peut réussir en Angleterre ne doit pas pour cela être essayé en France, or nous ne craignons pas d'affirmer que ce qui est bon au-delà de la Manche doit l'être également en-deçà.

§ 2. — *Empire d'Allemagne.*

Le prêt à intérêt, bien que condamné par le droit Canon, est entré en Allemagne dans les usages dès la fin du XVI^e siècle. La Reichspolizeiordnung de 1577 permettait le taux de 5 pour cent pour les achats de rente et pour les prêts faits par les juifs ; celui qui avait acquis une rente pouvait dénoncer le capital représentant son prix d'acquisition lorsque le débiteur manquait à ses engagements.

Mais ce n'est qu'à partir de la Diète de 1654, qu'on put, en matière de prêt ordinaire, stipuler un intérêt conventionnel de 5 pour cent. Ce taux de 5 pour cent fut conservé par quelques-unes des législations locales, tandis que d'autres permirent d'aller jusqu'à 6 pour cent, surtout entre commerçants.

Sous l'empire des saines idées économiques, on en est arrivé en Allemagne à affranchir de toute limitation le taux de l'intérêt. Le régime de la liberté fut successivement établi en Wurtemberg, dans les villes Hanséatiques, en Prusse, en Saxe, il devint la règle générale en Allemagne, lorsque les lois restrictives furent abrogées en matière commerciale par l'article 292 du Code de commerce et en matière civile par la loi fédérale du 14 novembre 1867 introduite plus tard dans les autres États allemands.

Dès lors, les principes admis en Allemagne concernant l'intérêt conventionnel furent les suivants :

1° Le taux des intérêts et en général le mode de rémunération stipulé pour des prêts ou créances, sont abandonnés à la libre convention des parties, sauf les règles spéciales aux établissements de prêt sur gages qui demeurent régis par les clauses de l'acte de concession.

2° Celui qui garantit ou promet au créancier un intérêt de plus de 6 pour cent, a le droit d'offrir le remboursement de la dette, à partir de l'expiration du premier semestre depuis la formation du contrat, et ce, nonobstant toutes clauses ou conventions contraires, sous la seule condition de prévenir le créancier six mois d'avance (1). Cette dernière disposition avait l'avantage de permettre à un emprunteur ayant ou méritant peu de crédit de trouver des fonds alors qu'au taux habituel aucun prêteur n'aurait consenti à courir le risque de lui en avancer, et en même temps de le mettre à même s'il revenait plus tard à meilleure fortune de ne pas subir indéfiniment les conditions onéreuses imposées à sa détresse.

Quelques rares restrictions avaient été seulement apportées au régime de liberté.

Les résultats de la liberté ne furent pas aussi heureux qu'on l'espérait. De nombreuses réclamations s'élevèrent dans toutes les classes de la société et dans la presse contre la suppression des lois sur l'usure ; suspendues un moment par les événements de 1870-71, les réclamations se reproduisirent vers 1874, plus vives que jamais.

1. Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Truelle sur le taux de l'intérêt de l'argent, par Jozon, député, n° 1594, p. 22 du rapport.

En 1879, les plaintes furent assez vives en Bavière principalement pour que le ministre de l'intérieur crût devoir ordonner une enquête. Celle-ci révéla l'existence dans toutes les villes importantes de véritables sociétés organisées pour faire l'usure. Devant de tels résultats le ministre déclara à la Chambre que l'usure avait pris des proportions telles que l'intervention du pouvoir législatif était nécessaire, attendu que tout le monde souffrait de cette situation qui pouvait même finir par influencer sur le rendement de l'impôt. La question fut portée devant le Reichstag : Deux propositions furent déposées tendant à réprimer les abus de l'usure. La première émanait de M. Reichensperger (Olpe.), la seconde de MM. V. Kleist-Retzow, V. Flottwell et V. Marschall.

On nomma une commission de 21 membres et de ses délibérations est résulté le texte de la loi du 24 mai 1880.

Le rapport qui précédait le projet de loi montre bien quelle était alors la situation du pays, l'étendue du mal et les remèdes que l'on proposait d'y apporter. Nous allons l'analyser rapidement : Contrairement à ce qu'on attendait des lois de 1867, le taux de l'intérêt s'est élevé depuis la suppression des lois de répression de l'usure. On pensait que le petit capitaliste aurait pu prêter ses capitaux à un taux un peu supérieur au taux légal antérieur et avoir ainsi un revenu plus considérable sans cependant imposer à l'emprunteur des conditions exorbitantes. Or il arrive le plus souvent que ces petits capitalistes confient leur argent à des usuriers connus qui les font valoir et en retirent des bénéfices considérables. Les

conditions auxquelles empruntent le petit commerçant et le petit propriétaire, paraissent acceptables au premier abord, mais où l'usurier apparaît, c'est lorsque le malheureux emprunteur ne peut faire face à ses engagements et demande des délais pour payer : la dette originale grossit alors peu à peu et le débiteur en arrive fatalement à l'expropriation. Toutefois cette usure effrénée peut s'expliquer par les circonstances locales, spécialement par la misère et le penchant à l'ivrognerie des classes pauvres et n'est pas nécessairement la conséquence de la liberté.

Quoi qu'il en soit, le législateur doit intervenir pour protéger le plus faible contre le plus fort ; seulement comment son intervention doit-elle se produire ?

M. Reichensperger proposait de limiter à nouveau le taux de l'intérêt et la capacité de souscrire des lettres de change. Le maximum serait fixé à 6 0/0 en matière commerciale et à 5 0/0 en matière civile. Quelques exceptions seulement seraient admises, c'est ainsi que dans des cas exceptionnels l'intérêt pourrait être porté à 8 0 0 sur l'attestation du juge du baillage constatant que ce taux était justifié par les circonstances.

Quant au droit de souscrire des lettres de change, il ne serait accordé qu'aux négociants et associations dont la raison sociale serait enregistrée par le tribunal de commerce conformément à l'art. 19 du Code de commerce.

Cette proposition de M. Reichensperger fut repoussée par la commission, pour des motifs que nous croyons intéressants de signaler. La commission, en effet, considéra que la liberté était le régime le plus conforme aux prin-

cipes du droit et de l'économie politique et que la limitation était contraire aux véritables intérêts des débiteurs et nuisible aux développements du commerce. Il est impossible aux législateurs de poser une règle unique et invariable, car l'intérêt n'est pas seulement la rémunération du service rendu, mais aussi la prime du risque couru par le capital prêté soit par l'usage auquel on le destine, soit par la situation personnelle de l'emprunteur : ces divers éléments varient avec chaque opération.

C'est donc au droit pénal seul qu'il appartient d'empêcher le retour des abus signalés, puisque le droit civil est impuissant à y remédier.

C'est pourquoi le projet de la commission se composait d'un certain nombre de dispositions destinées à être insérées dans le texte de l'article 302 du Code pénal.

Dans l'opinion des membres de la Commission, l'usure devait consister dans le fait d'abuser de la situation nécessaire, de la faiblesse d'esprit ou de l'inexpérience d'autrui pour, en consentant un prêt ou en accordant un délai, se faire promettre ou donner à soi ou à un tiers des avantages pécuniaires excédant le taux de l'intérêt usuel, si d'ailleurs ces avantages étaient manifestement hors de proportion avec la prestation fournie. Un seul fait suffirait pour l'application de la peine qui consisterait en un emprisonnement de six mois au maximum et en une amende de 1500 marks au plus. La peine serait plus forte en cas de récidive ou d'exercice de la profession d'usurier. Cette loi nouvelle fut représentée soit dans le rapport de la commission, soit dans la discussion qui

suivit, non pas comme un retour en arrière, mais comme un complément utile et naturel de la liberté du taux de l'intérêt.

Le gouvernement présenta à son tour, le 13 mars 1880, un projet en trois articles dont les deux premiers reproduisaient presque absolument le projet de la commission. La discussion commença le 8 avril suivant et l'ensemble du projet fut adopté le 7 mai 1880 par 136 voix contre 99 sur 235 votants, tous les amendements proposés furent écartés.

En conséquence, après l'article 302 du Code pénal de l'empire allemand les articles suivants furent intercalés :

§ 302. *a* : Celui qui en abusant des besoins, de la faiblesse d'esprit ou de l'inexpérience d'un autre auquel il consent un prêt ou qui au moment de l'échéance d'une créance se fait promettre ou procurer soit à lui, soit à un tiers, des profits qui excèdent de telle manière le taux habituel de l'intérêt, que d'après les circonstances de la cause, ces avantages se trouvent être en disproportion choquante avec le service rendu, sera puni comme coupable d'usure d'un emprisonnement de six mois au plus et concurremment d'une amende de 3000 marks au plus. Il pourra aussi être déclaré privé de ses droits civiques.

§ 302 *b* : Celui qui dissimule les profits usuraires qu'il stipule pour lui-même ou pour un tiers, ou qui se les fait promettre, au moyen de lettres de change, ou sous un engagement d'honneur ou de parole d'honneur ou de serment ou sous des garanties ou des protestations analogues, sera puni d'un emprisonnement d'un an au plus ; il pourra aussi être déclaré privé de ses droits civiques.

§ 302 *c* : Les mêmes peines seront applicables à celui qui, en connaissance de cause, acquiert une créance de l'espèce sus-désignée et l'aliène ensuite ou en exige les profits usuraires.

§ 302 *d* : Celui qui exerce l'usure comme métier ou habituellement sera puni d'un emprisonnement de 3 mois au moins et concurremment d'une amende de 150 à 15.000 marks. Il sera également déclaré privé de ses droits civils (1).

§ 3. — Autriche.

L'Autriche fut l'une des premières nations de l'Europe à proclamer la liberté du taux de l'intérêt. Dès 1787 Joseph II avait songé à supprimer tout maximum et toute réglementation, mais peu après, en 1803, le taux fut fixé à nouveau à 4, 5 ou 6 pour cent suivant les cas.

La liberté du taux de l'intérêt ne date réellement que de la loi du 14 juin 1868. Une ordonnance du 14 décembre 1866 avait, peu de temps auparavant, fait un essai très malheureux de la liberté en se bornant à modifier les lois pénales sur la matière.

L'article 1^{er} de la loi de 1868 était ainsi conçu : « Les

1. Consulter : *Droit civil germanique* de Leehr, n° 163 et suiv. ; *Bulletin de la Société de législation comparée* de 1879, page 365 ; *Bulletin de la Société de législation comparée* de 1880, pages 316 et 522 ; *Annuaire de législation étrangère* de 1880, page 77 ; Rapport de M. Labiche, sénateur, n° 431, p. 15 du rapport sur la proposition de loi relative au taux de l'intérêt de l'argent.

« dispositions législatives antérieurement existantes,
« ayant pour objet de limiter le taux de l'intérêt conven-
« tionnel et la valeur des clauses pénales en matière de
« prêt et d'opérations de crédit, cessent d'être en vi-
« gueur. »

La rédaction de cet article était défectueuse, car il signifiait au pied de la lettre que non-seulement les limitations légales du montant de la clause pénale, mais encore celles du taux conventionnel de l'intérêt étaient abrogées uniquement pour ce qui concernait les prêts et avances sur crédit, mais ce n'était pas ainsi que le législateur l'avait entendu. Dans sa pensée, les limitations disparaissaient complètement et sans exception pour ce qui concernait les *usuræ conventionales*. Il eût été à désirer que la suppression des lois restrictives fût également absolue en ce qui concernait la clause pénale, au lieu de se borner aux prêts et opérations de crédit (1).

La loi de 1868 n'eut pas de résultats heureux au point de vue moral et économique, surtout en Gallicie. Dans cette province les paysans étaient encore trop peu éclairés pour profiter du nouvel état de choses et sauvegarder utilement leurs intérêts; ils n'en profitèrent que pour satisfaire leurs goûts d'intempérance et d'ivrognerie que des spéculateurs sans conscience surent facilement exploiter. La faculté qui avait été accordée à tout le monde en 1850 de tirer des lettres de change, facilita les abus. Toutes les opérations du crédit ne se firent plus que sous cette forme, qui permettait d'en déguiser facilement

1. *Revue de droit international* de 1869, page 399.

le caractère usuraire. En Gallicie, des paysans ne sachant ni lire ni écrire se trouvaient avoir souscrit des lettres de change, et cela à la demande du créancier.

En outre, la situation du pays ne permettait pas de laisser s'engager librement la lutte entre le capital d'une part et la propriété foncière et le travail d'autre part. Le capitaliste, en effet, en Gallicie, retirait de son argent un gain trois, quatre, cinq et même dix fois supérieur à celui qu'un cultivateur, au prix de mille efforts, pouvait retirer du sol qu'il exploitait et l'artisan de la profession qu'il exerçait.

Les opérations de crédit dans certains cantons n'avaient jamais lieu à moins de 20 pour cent d'intérêts, le taux moyen était de 30 et 40 pour cent et souvent même il atteignait un chiffre bien supérieur au moyen des clauses pénales insérées dans l'acte. Des dettes de 300 à 400 florins à l'origine s'élevèrent en deux ans à 15.000 et 20.000 florins par suite de l'accumulation des intérêts et des clauses pénales. La loi se trouvait impuissante à réprimer ces abus, leurs auteurs ayant toujours soin de ne pas dépasser les extrêmes limites de la légalité.

Le nombre des ventes forcées était considérable et presque toujours les créanciers achetaient à vil prix les immeubles de leurs débiteurs : il y avait ainsi une sorte d'expropriation en masse.

La Chambre des députés, dans sa séance du 21 novembre 1874, fut saisie d'une proposition de loi conçue en ces termes : « le gouvernement est prié de soumettre à un examen approfondi l'influence de la loi du 14 juin 1868 sur la situation morale et économique de la population,

de faire connaître à la Chambre les résultats de cet examen et de lui présenter les projets qui paraîtront nécessaires pour y porter remède. »

La proposition fut renvoyée au Comité de justice. Celui-ci, dans son rapport, reconnut l'exactitude des faits allégués, mais il déclarait en même temps — et ceci est intéressant à retenir — que pour lui la cause n'était pas dans la suppression du maximum de l'intérêt conventionnel. La fâcheuse situation des propriétaires fonciers était antérieure à la loi de 1868 : son abrogation ne ferait qu'empirer la situation ; les usuriers, obligés de se cacher à l'avenir, stipuleraient une prime pour les risques de répression qu'ils courraient. C'est surtout la légèreté, le peu de goût pour le travail et les habitudes d'ivrognerie qui sont cause du triste état des propriétaires fonciers.

Le meilleur moyen de combattre les causes de ce mal dans une certaine mesure consiste dans un bon système d'éducation populaire et dans une sévère application de la loi sur la curatelle des prodigues. Il peut arriver dans certains cas que les propriétaires fonciers soient obligés d'emprunter à un taux élevé comme dans le cas de besoins urgents causés par les maladies ou les mauvaises récoltes ou encore pour le développement de leurs exploitations. Dans ces hypothèses, l'Etat pourrait procurer aux propriétaires fonciers les capitaux qui leur sont nécessaires en créant des banques hypothécaires dans chaque pays avec des succursales dans les campagnes et une banque hypothécaire de l'Empire chargée de faire parvenir ses lettres de change sur les grands marchés financiers (1).

1. *Annuaire de législation étrangère* de 1875, page 490.

A la suite de ce rapport, la Chambre, dans sa séance du 3 décembre 1875, invita le gouvernement à rechercher dans quelle mesure la situation économique alarmante des petits propriétaires fonciers pourrait être modifiée par les changements apportés à la législation civile. Le gouvernement crut nécessaire de frapper d'une répression pénale les faits qui lui étaient signalés, il présenta en conséquence un projet de loi concernant la protection accordée contre les actes malhonnêtes dans les opérations de crédit. Cette loi, adoptée le 19 juillet 1877, fut rendue exécutoire dans les royaumes de Gallicie, de Lodomélie, le grand duché de Cracovie et le duché de Bukowine. Constatons tout d'abord que dans cette loi le législateur ne touchait pas au principe de liberté établi en 1868. Il considérait que la réglementation absolue des opérations de crédit était inutile et même dangereuse, car il lui était impossible de prévoir à l'avance toutes les combinaisons que la pratique pourra suggérer et qui permettront d'éluder la rigueur des lois en tournant ses prohibitions. Le seul résultat de la limitation serait d'entraver la marche des affaires en arrêtant la libre circulation des capitaux.

Ainsi donc, en Autriche comme en Allemagne, nous voyons le législateur refuser de toucher au principe même de la liberté ; cela n'est-il pas un argument puissant en faveur de la thèse que nous avons soutenue.

Mais, par contre, il est toujours facile de voir si dans une opération déterminée, il existe une proportion normale entre les avantages stipulés respectivement par l'une et l'autre des parties. Lorsqu'il apparaîtra clairement que le débiteur a subi la loi du créancier, le magistrat devra

intervenir et refuser de sanctionner l'obligation au profit de celui qui se sera rendu coupable de moyens malhonnêtes.

Avec les lois existantes, il faut, pour qu'on puisse appliquer les dispositions répressives du dol, que l'auteur du délit ait pris une part active aux manœuvres dolosives et qu'il ait contribué personnellement à tromper ou à abuser son co-contractant sur les conséquences de l'opération. Avec la nouvelle loi, il suffira que l'une des parties ait connu l'incapacité où se trouvait l'autre d'apprécier les conséquences désastreuses de l'acte qu'elle consent.

Ce projet de loi fut vivement combattu et de nombreux amendements proposés. Un seul fut adopté qui déclarait la loi nouvelle inapplicable aux actes de commerce. Ainsi amendé le projet de la Commission fut voté le 18 mai 1877 par la Chambre des députés et le 27 juin par la Chambre des seigneurs.

L'article 1^{er} était ainsi conçu : « Quiconque fait une concession de crédit sachant que les conditions acceptées par le preneur, doivent nécessairement, par suite de la disproportion des avantages réservés au créancier, entraîner la ruine du débiteur alors que celui-ci ne pouvait connaître cette circonstance à raison de sa faiblesse intellectuelle, de son inexpérience ou de sa surexcitation d'esprit, se rend coupable d'un délit et sera puni d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 100 à 1000 florins. S'il y a récidive ou bien si les opérations de ce genre constituent l'exercice d'une profession, l'emprisonnement peut être porté à deux ans ».

Les mêmes peines sont applicables à celui qui fait va-

loir des créances dérivées d'actes de ce genre, sachant qu'elles sont nées de cette façon après la mise en vigueur de la loi nouvelle.

En parlant de la surexcitation d'esprit, le législateur avait en vue l'affaiblissement moral causé par l'abus de la boisson. Nous avons indiqué plus haut qu'il serait utile d'introduire une disposition analogue dans la législation française.

Il est bon de remarquer en outre que la loi autrichienne, à la différence de notre loi de 1807, n'exigeait pas qu'il y eût délit d'habitude, la répétition de l'acte délictueux entraînait seulement une aggravation de peine. — Dans l'article 2^e de la loi de 1877, il est dit que le jugement de condamnation prononce la nullité de l'acte ; il est seulement accordé au donneur à crédit une juste indemnité pour compenser la privation de jouissance qu'il a eu à subir.

L'expression vague « Concession de crédit » a été employée à dessein dans l'art. 1^{er}. Un amendement avait proposé de restreindre le délit d'usure aux prêts faits aux petits propriétaires et petits industriels. Or, comment aurait-on pu établir une délimitation entre le grand et le petit propriétaire ou industriel ; en outre, on aurait soustrait à la loi les opérations de crédit très fréquentes, telles que les conventions fictives d'achat, d'échange, de louage et actes de change.

D'après l'art 7, la présente loi ne reçoit aucune application dans les opérations commerciales où le preneur à crédit doit en vertu des articles 4, 5 et 6 du Code de

commerce du 17 décembre 1862, être considéré comme commerçant ou assimilé à un commerçant (1).

L'ivrognerie étant une des causes principales de l'usure, il était nécessaire de faire une loi pour sa répression.

Cette loi, intitulée « loi répressive de l'ivrognerie » fut votée le 19 juillet 1877. Les mesures législatives prises jusqu'alors étaient tombées en désuétude, mais l'ivrognerie, surtout en Gallicie, était un mal ancien et les débiteurs et usuriers ne cherchaient qu'à exploiter cette passion. On buvait à crédit, mais comme l'argent manquait le plus souvent à l'échéance, on souscrivait un billet ou une lettre de change, sur lesquels les usuriers ne manquaient pas de porter une somme bien supérieure au prix des boissons consommées. Puis les intérêts s'accumulaient, il fallait renouveler les billets et les dettes s'élevaient ainsi à un taux fabuleux. Les paysans engageaient pour les dépenses de cabaret de l'hiver, la moitié de ce qu'ils devaient gagner à la moisson d'automne. Hors d'état de remplir de tels engagements, ils voyaient les créanciers exercer sans pitié les droits qu'ils avaient acquis.

La première partie de la loi frappe les gens qui se montrent en état d'ivresse dans les lieux publics et les cabaretiers qui ont servi des gens déjà ivres ou des impubères ; la deuxième, qui nous intéresse davantage, tendait à empêcher la ruine des populations par l'accumulation des intérêts et par l'usure, en refusant à ceux qui n'étant pas payés d'une première dette de cabaret, au-

1. *Annuaire de la législation comparée de 1875*, page 490, de 1877, page 215.

raient fait crédit pour une seconde, le droit de la réclamer en justice ou de l'opposer en compensation. La nullité des garanties données pour en assurer le paiement était également prononcée.

Cette loi était applicable aux mêmes provinces que celles visées dans la loi sur le taux de l'intérêt dans les opérations de crédit, c'est-à-dire à la Gallicie, la Lodomérie, le grand duché de Cracovie et le duché de Bukowine (1). Son extension à toutes les provinces de la Cisleithanie fut demandée en 1879 au Reichsrath par deux députés, MM. Schœffel et Promber.

Le 18 mars 1879, deux nouvelles propositions furent adressées au ministre de la justice, demandant l'application de dispositions répressives de l'usure dans toutes les provinces de la Cisleithanie. « Laisser l'usure sans frein, y était-il dit, c'est exposer la population des villes et des campagnes à une ruine économique et sociale qui s'accroît chaque jour, il est de toute nécessité que l'on mette un terme à cet état de choses (2). Le ministre répondit qu'il avait chargé tous les agents du gouvernement de faire une enquête.

La solution se faisant attendre, M. Weeber et plusieurs de ses collègues, au début de la session suivante, dans la séance du 9-11 octobre 1879, déposèrent une proposition de loi reproduisant presque textuellement la loi de 1877, mais portant une grave atteinte au principe de la liberté : la loi de 1868 ne devait subsister qu'en matière commerciale et pourvu que le preneur à crédit fût commerçant.

1. *Annuaire de lég. étr.* 1877, p. 210.

2. *Annuaire de législ. étr.* de 1878, p. 320.

Si le débiteur trouvait excessives les conditions qui lui étaient imposées, le juge devait intervenir et fixer lui-même l'intérêt qui devrait être perçu en tenant compte de la situation générale du crédit au moment de la passation de l'acte et des conditions particulières de l'opération. L'emploi de moyens frauduleux constituerait le délit pénal d'usure. Un seul fait suffisait pour constituer le délit, il y aurait seulement lieu à aggravation de peine en cas de récidive.

Or cette proposition qui donnait au juge le pouvoir de restreindre les intérêts qu'il trouvait exagérés rétablissait implicitement le taux maximum de l'intérêt. La modification était d'autant plus dangereuse qu'à une règle légale et invariable, la proposition substituait l'arbitraire du juge; soumettre à cet arbitraire toute opération de crédit, c'était porter atteinte d'une manière sérieuse à la sécurité du commerce. La tâche du juge serait en outre fort délicate, car il faudrait qu'il examine la convention originaire et qu'il en recherche l'économie : à quelle règle se référerait-il ? Enfin le débiteur qui voudrait retarder l'exécution de ses engagements pourrait toujours tenter un procès embrouillé pour s'y soustraire. Par suite il n'y aurait plus de sécurité pour les parties.

La proposition de M. Weeber avait été renvoyée le 17 octobre 1879 à une commission de 24 membres; mais le gouvernement n'ayant pas voulu se rallier à cette proposition, déposait à son tour à la Chambre dans la séance du 29 octobre, un projet conçu dans un esprit différent, qu'il faisait renvoyer à la même commission. Ce projet

n'était que la reproduction de la loi du 19 juillet 1877 à tous les pays représentés au Reichsrath.

De longues discussions eurent lieu au sein de la Commission parlementaire, aboutissant à deux projets nouveaux qui tous les deux rétablissaient un maximum légal de 10 pour cent.

Dans le premier projet — celui de la minorité — pour qu'il y ait délit d'usure, il ne suffisait pas qu'il y ait eu stipulation d'un intérêt supérieur à 10 pour cent, il fallait en outre que l'opération ait été conclue sous des conditions qui devaient, au su du créancier, entraîner la ruine du débiteur. La fixation du taux de l'intérêt à 10 pour cent était ainsi une fonction purement négative, elle avait pour but de mettre le créancier qui ne la dépassait pas à l'abri de toute poursuite pénale et par suite de ne pas détourner les capitalistes honnêtes des opérations de crédit.

Le deuxième projet — celui de la majorité — portait plus gravement atteinte à la loi de 1868 ; il fixait à 10 pour cent le maximum du taux de l'intérêt conventionnel que le juge pouvait reconnaître et sanctionner. L'intérêt légal était de 6 pour cent. La liberté, toutefois, était accordée en ce qui concernait les opérations commerciales. Le projet du gouvernement, disaient les membres de la commission, expose à des poursuites des capitalistes honnêtes qui au moment de l'opération ne savaient pas qu'elle devait entraîner la ruine du débiteur. D'où la nécessité de fixer un maximum et d'ajouter en outre une sanction pénale.

Ces deux projets furent vivement combattus au sein de

la commission par le ministre de la justice qui déclara que si la rédaction proposée par la Commission était adoptée, il ne pourrait pas recommander à l'empereur de sanctionner le projet (1).

De toutes ces discussions sortit la loi du 28 mai 1881 tendant à remédier aux abus commis dans les opérations de crédit.

Cette loi maintenait le principe de la liberté absolue du taux de l'intérêt, mais frappait de pénalités assez graves ceux qui abusaient de cette liberté pour exploiter les débiteurs hors d'état de se protéger. Tous les articles de la loi de 1881 n'ont guère pour objet que de déterminer les éléments constitutifs du délit qu'elle punit et d'en régler les conséquences au point de vue civil et au point de vue pénal.

L'article premier — article fondamental — est ainsi conçu : « Quiconque, dans une opération ayant pour objet d'accorder ou de proroger un crédit, exploite sciemment la légèreté du débiteur, sa faiblesse d'intelligence, sa situation nécessiteuse, son inexpérience ou son excitation d'esprit, en se faisant promettre ou donner à lui ou à un tiers des avantages pécuniaires qui par leur exagération sont de nature à causer ou à hâter la ruine de ce débiteur, se rend coupable d'un délit et sera puni d'un emprisonnement de rigueur de un à trois mois et d'une amende de 100 à 500 florins.

« Se rend coupable du même délit et est passible de la même peine celui qui acquiert une créance, la vend ou la

1. *Annuaire de législ. étr. de 1880*, page 262 (notice générale par M. Lyon-Caen, sur les travaux du Reichrath autrichien, 1879-1880).

fait valoir sachant qu'elle résulte d'une opération prévue par le présent article ».

L'article 14 reproduit l'art. 7 de la loi de 1877, il est ainsi conçu : « Quand il s'agit d'opérations commerciales où le créancier, aussi bien que le preneur à crédit est un commerçant, les dispositions des articles précédents ne sont pas applicables » (1).

Une loi du 15 mai 1885, sans revenir sur le principe de la liberté consacré par la loi de 1868, a simplement pour objet de réduire à 5 0/0 au lieu de 6 0/0 le taux des intérêts exigibles, quand le taux n'en a pas été fixé par la convention des parties et que le paiement en est dû en vertu de la loi (2).

§ 4. — Hongrie.

Une loi du 1^{er} juillet 1877 ou loi VIII modifiant la loi 31 de 1868 qui avait supprimé les dispositions restrictives du taux de l'intérêt, fixait à 8 pour cent le taux maximum de l'intérêt.

L'article 1^{er} décidait même « qu'un notaire public ne pourrait recevoir un acte public ou donner les effets d'un acte notarié à un acte privé dans lequel sont stipulés des intérêts de plus de 8 pour cent. »

Article 2. « L'intérêt de 8 pour cent comprend toutes

1. *Annuaire de legisl. étr.* de 1881, page 307.

2. *Annuaire de lég. étr.* de 1885, p. 231 (Traduction de M. Thévenet).

les prestations accessoires, clause pénale, commissions, indemnités de toute sorte qui doivent être versées indépendamment du paiement ou de la restitution du capital ».

Article 9. « Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux créances nées d'affaires commerciales faites réciproquement entre commerçants patentés. »

Le 27 avril 1883 était sanctionnée et promulguée le 2 mai une loi sur l'usure et sur le préjudice résultant des opérations de crédit.

Aux termes de cette loi, est punissable le fait du prêteur « qui exploite la situation nécessiteuse d'autrui, sa faiblesse ou son inexpérience, en stipulant des avantages qui, par leur exagération, compromettent la fortune de l'emprunteur.

Mais pour que le fait pût être poursuivi, il fallait que le taux stipulé fût supérieur à 8 pour cent.

D'après l'art. 16, cette loi n'est pas applicable aux opérations commerciales dans lesquelles le crédit qui les conclut est commerçant patenté » (1).

§ 5. — *Belgique.*

La loi du 3 septembre 1801 avait fixé pour la Belgique comme pour la France l'intérêt à 5 pour cent en matière

1. *Annuaire de législation étrangère* de 1883 (Traduction de M. Louis Thevenet), p. 396.

civile et à 6 pour cent en matière commerciale, sans distinguer entre l'intérêt légal et l'intérêt conventionnel.

Mais cette loi fut aussi peu observée qu'en France. Il y eut plusieurs tentatives d'abrogation qui ne réussirent pas. En 1860, la question du taux de l'intérêt fut soulevée indirectement à propos de la révision du Code pénal.

En février 1865, lors de la discussion à la chambre des députés de la question des Banques, plusieurs députés demandèrent à nouveau l'abrogation de la loi de 1807. La discussion eut lieu en mars, comme question principale et directe.

M. Jamar fit observer que l'abolition de la loi de 1807 servirait les intérêts des emprunteurs, que la loi du maximum était inutile, les violations en étant continuelles. M. Le Hardy de Beaulieu déclarait de même que l'abolition de la loi de 1807 ne pouvait produire que de salutaires effets, chacun comprenant à présent que le prêteur et l'emprunteur pouvaient trouver dans la liberté du taux d'égales garanties et que tous deux devaient être mis sur la même ligne.

Après une discussion assez longue et très-vive et les conclusions de M. Frère, alors ministre des finances, qui constatait les effets produits dans presque toute l'Europe par l'abolition des lois de maximum, l'expérience ayant péremptoirement prouvé leur impuissance, l'art. 1^{er} ainsi conçu fut adopté à une très grande majorité : « Le taux de l'intérêt conventionnel est déterminé librement par les parties. »

L'article 2 fixait le taux légal à 5 0/0 en matière civile et à 6 0/0 en matière commerciale.

Mais aux termes de l'art. 494 du Code pénal (8 juin 1867). « Quiconque aura habituellement fourni des valeurs de quelque manière que ce soit à un taux excédant l'intérêt légal et en abusant des passions ou des faiblesses de l'emprunteur sera condamné à l'emprisonnement de un mois à un an et à une amende de 1000 à 10.000 francs, ou à une de ces peines seulement ».

Cette disposition complétait l'art. 1^{er} de la loi de 1865.

Une loi du 20 décembre 1890 a réduit le taux de l'intérêt légal à 4 1/2 pour cent en matière civile et à 5 1/2 pour cent en matière commerciale.

§ 6. — *Hollande.*

Le taux de l'intérêt n'était soumis autrefois à aucune limitation dans les Pays-Bas. Lors de l'occupation française, on établit une loi de maximum copiée sur celle de 1807.

En 1857, la Banque de Hollande demanda comme la Banque de France la faculté de pouvoir élever ou abaisser à son gré le chiffre de son escompte, l'état de choses actuelles lui étant très préjudiciable. Cette faveur lui fut accordée par la loi du 22 décembre 1857. La faculté de prêter librement fut plus tard généralisée.

Accordée d'abord à titre d'essai, elle y est devenue définitive, les résultats ayant été excellents.

Depuis ce moment, en effet, les prêts sont devenus plus nombreux que jamais et l'usure a presque complètement

disparu; on voit l'intérêt descendre parfois à 20/0 comme en Angleterre.

La loi du 22 décembre 1857 fixait l'intérêt légal à 5 0/0 en matière civile et à 6 0/0 en matière commerciale.

On rencontre en Hollande des prêts analogues à ceux désignés en France sous le nom de prêts à la Halle.

§ 7. — *Russie.*

Dans l'ancien droit russe, la question de la légitimité de l'intérêt avait donné lieu à deux systèmes opposés. D'après la doctrine de l'église greco-russe, toute perception d'intérêt provenant non de l'exploitation du capital par le propriétaire lui-même, mais du profit que celui-ci avait retiré de la situation embarrassée d'un débiteur, était considérée comme inconciliable avec les préceptes de la charité et constituait un péché qui devait être puni.

Ce fut cette doctrine qui inspira les lois appliquées par les juridictions ecclésiastiques et qui fut consacrée dans l'un des recueils les plus importants de l'ancienne législation russe, le Code du tzar Alexis promulgué en 1649. Il établissait, dans les articles 255 et 258, que toute réclamation faite au débiteur de l'argent prêté ne pourrait porter que sur le capital et non sur les intérêts, toute perception d'intérêt d'un capital prêté étant interdite par les préceptes des apôtres et des saints Pères.

Contrairement aux dispositions du Code du tzar Alexis,

la légitimité de l'intérêt était admise par les coutumes et les lois du pays.

Il résulte en effet d'anciens documents qu'il était d'usage de prêter à intérêt l'argent et les denrées, dans ce dernier cas seulement les intérêts étaient fixés librement par les parties ; le taux des intérêts était limité au contraire lorsqu'il s'agissait d'argent prêté. D'après un ancien recueil des lois nationales des XII^e et XIII^e siècles connu sous le nom de Droit ou Vérité russe (*rousskaïa pravda*), le taux des intérêts variait suivant qu'ils étaient mensuels, trimestriels ou annuels ; ce dernier taux seul nous est connu, il était fixé à 40 0/0, les autres nous sont inconnus, mais ils devaient être plus élevés. Cela résulte d'un article de la Vérité russe qui interdisait au créancier d'exiger son capital, après avoir perçu trois fois les intérêts trimestriels, d'où l'on en peut conclure que le créancier avait recouvré et au delà son capital après ces trois perceptions.

Il n'est question qu'incidemment du taux de l'intérêt dans les Codes du grand prince Ivan III (1497), et du tzar Ivan IV (1550), mais nous trouvons dans d'autres actes de la même époque la preuve que l'usage avait fixé l'intérêt à 20 0/0. Ce taux élevé avait contribué à rendre la situation des emprunteurs très malheureuse et le gouvernement dût même leur venir en aide à plusieurs reprises. C'est ainsi qu'en 1557, on accorda un délai de cinq ans à tout débiteur pour acquitter ses dettes ; le cours des intérêts fut suspendu pendant ce délai pour toutes les dettes contractées antérieurement, il était réduit à 10 0/0 pour les nouvelles.

En 1588, le créancier n'était autorisé à réclamer que l'intérêt des quinze dernières années écoulées, quelle que fût la date du contrat.

En 1626, une nouvelle décision établissait que les intérêts cesseraient de courir lorsqu'ils auraient égalé le capital.

Malgré toutes ces mesures, la situation des débiteurs demeurait aussi malheureuse ; les usuriers continuaient à prélever les intérêts de 20 pour cent comme par le passé et cela même après la prohibition absolue de la stipulation d'intérêts par le Code du tzar Alexis en 1649, nous trouvons là une nouvelle preuve de l'impuissance et de l'inutilité des lois prohibitives.

En 1729, sors l'empereur Pierre II, en présence du désaccord existant entre la législation et la pratique, des commerçants étrangers demandèrent l'autorisation de percevoir légalement un intérêt de 10 0/0. On nomma une commission qui fut d'avis d'autoriser seulement le prélèvement d'un intérêt de 6 0/0 et cela à titre de peine infligée au débiteur dans le cas où il n'acquitterait pas sa dette à l'échéance. Une disposition du 16 mai 1729 établissait un intérêt de 8 0/0 pour les lettres de change non payées à l'échéance, plus un intérêt de 12 0/0 pour chaque mois de retard.

La première disposition législative qui autorisait l'intérêt comme prix du loyer du capital est le règlement des banques de crédit du 13 mai 1754 qui permettait à ces établissements d'avancer les fonds sur garantie mobilière ou immobilière, moyennant un intérêt annuel de 6 0/0 et autorisait en même temps les particuliers à stipuler des

intérêt dont le taux ne pouvait pas dépasser 6 0/0. Toute perception d'intérêts usuraires était frappée de peines consistant pour le créancier dans la privation du capital prêté dont le débiteur devenait propriétaire et dans la confiscation de tous les biens au profit de l'Etat.

Le taux de l'intérêt fut réduit de 6 à 5 0/0 par un manifeste de l'impératrice Catherine II, qui voulait venir en aide à la noblesse, c'est-à-dire aux propriétaires fonciers et aux commerçants.

Il était organisé en même temps une banque d'Etat qui mettait une certaine somme à la disposition de la noblesse et des commerçants, à la condition pour ces derniers de payer 4 0/0 et pour les propriétaires fonciers 5 0/0 et en outre de verser annuellement les uns et les autres 3 0/0 du capital prêté pour l'amortissement de la dette. La Banque recevait aussi les capitaux privés à la charge de payer 4 1/2 0/0 aux déposants, si les capitaux restaient un an à la Banque.

Cet intérêt de 4 1/2 pour cent fut porté à 5 0/0 par un ukase de l'empereur Paul, du 19 novembre 1799, qui autorisait également la Banque à percevoir 6 0/0 au lieu de 5 0/0 pour les sommes prêtées par elle. L'empereur Alexandre I^{er}, en 1808, accorda aux particuliers l'autorisation de stipuler un intérêt de 6 pour cent. Ce taux de 6 0/0 est resté le maximum du taux entre particuliers jusqu'à la loi du 6 mars 1879.

En 1849 fut abrogée l'ancienne disposition législative d'après laquelle les intérêts cessaient de courir lorsqu'ils avaient, accumulés, égalé le capital.

En 1854, l'art. 2020 des lois civiles disposa que les

emprunteurs seraient autorisés à percevoir un intérêt de 6 0/0 au plus et interdit toute stipulation d'intérêts composés. Les intérêts pouvaient être payés tous les ans, tous les deux ans ou même davantage si la dette était d'une durée plus longue. Quand aux intérêts non payés à l'échéance et dus au moins pour un an, ils pouvaient former une dette nouvelle dont le débiteur fournissait une reconnaissance spéciale indiquant l'échéance ; les intérêts convenus étaient payés sur cette dette, à défaut de convention, les intérêts échus portaient eux-mêmes intérêts à 6 0/0 à partir du jour de la réclamation.

Le taux de la Banque a varié à plusieurs reprises. Un manifeste du 1^{er} janvier 1830 prescrivait aux Banques de ne prélever que 5 0/0 sur les sommes prêtées avec garanties immobilières et de n'accorder aux déposants que 4 0/0.

Ce taux fut diminué de 1 0/0 par un ukasè du 20 juillet 1857. Un règlement du 31 mai 1860 réorganisant la Banque d'Etat permit à la Banque de fixer elle-même les conditions des prêts et des dépôts. Celle-ci put des lors déterminer le taux de ses escomptes suivant les circonstances et les nécessités du moment.

En 1863, le chef de la chancellerie privée de l'empereur avait proposé d'abandonner la fixation du taux de l'intérêt à la volonté des parties contractantes ; à défaut de fixation et dans le cas où l'intérêt court de plein droit, le taux serait de 6 0/0. Le projet ajourné par le gouvernement ne fut repris qu'en 1877.

On proposa alors, pour éviter la brusque transition de la limitation à la liberté absolue, le moyen suivant. La fixa-

tion du taux serait libre, mais en cas de contestation entre les parties, les tribunaux ne pourraient accorder plus de 12 0/0. Cette proposition fut rejetée, il n'aurait pas été juridique en effet de consacrer la légalité d'une convention à laquelle les tribunaux n'accorderaient pas de sanction.

Le projet primitif de 1863 fut admis sans restriction ; en conséquence les articles 2020 à 2024 des lois civiles (corps des lois, tome X, partie 1^{re}), furent remplacés comme suit :

Art. 2020 : Dans les emprunts de toute nature, il est permis de fixer pour le loyer d'un capital un intérêt convenu. La détermination du taux de l'intérêt est abandonnée à l'appréciation des parties contractantes.

Art. 2021 : Le taux doit être déterminé dans le titre remis par le débiteur au créancier ; le taux sera de 6 0/0 en l'absence de cette formalité et dans le cas où les intérêts courent de plein droit.

Art. 2022 : Les intérêts dus pour un an au moins et non payés à l'échéance deviendront eux-mêmes productifs de l'intérêt légal, c'est-à-dire 6 0/0 à la demande du créancier.

Art. 2023 : Le débiteur aura la faculté de rembourser le capital emprunté au bout de 6 mois, en prévenant le créancier par écrit 3 mois à l'avance, dans le cas de stipulation d'un intérêt supérieur au taux légal.

Cette décision du Conseil de l'empire fut sanctionnée par l'empereur le 6 mars 1879 (1).

1. *Annuaire de législ. étr.* de 1879, p. 697.

Les prêts en Russie se font le plus souvent à un taux très élevé. Ceux qui peuvent fournir une hypothèque trouvent à emprunter à 6 ou 8 pour cent dans les banques foncières et à 10 et 12 pour cent chez les particuliers, mais la plupart des emprunteurs sont dans l'impossibilité d'offrir une hypothèque, les lots de terre attribués aux paysans étant légalement insaisissables ; il ne leur reste que le prêt sur gage ou sur le crédit personnel : la protection de la loi tourne ici contre son but, car elle réduit à néant les garanties du prêteur. Aussi l'usure est-elle montée à un taux inconnu partout ailleurs à cause des risques et de l'obligation pour le prêteur de surveiller constamment l'approche de la banqueroute. Cette élévation du taux tient également à l'isolement des emprunteurs, à la rareté de l'offre et à la surabondance de la demande. Dans les campagnes les prêts sont faits le plus souvent à raison de 5 0/0 la semaine, soit 260 0/0 par an, et rarement ils sont faits pour plus d'un mois ou deux ; outre l'intérêt, il arrive souvent que le créancier exige de son débiteur des corvées en nature, ce qui fait monter l'intérêt jusqu'à 400 et 500 0/0 par an.

Trois causes principales peuvent être assignées à cette usure villageoise et à son accroissement : 1° le fait même de son existence, le paysan qui emprunte à 500 0/0 est hors d'état de se libérer et sa dette va toujours en augmentant ; 2° l'accroissement de tous les impôts ; 3° les grandes disettes comme celles de 1891-92.

En présence de cette situation, un projet de loi fut élaboré par le ministère de la justice pour réprimer l'usure.

Ce projet est devenu une loi effective à la fin de 1893. Trois articles furent ajoutés au Code pénal (1707-1709).

Art. 1707 : Le coupable de prêt usuraire, 1° si le prêt a été consenti dans des conditions ou à la connaissance du coupable, il constituait pour le débiteur une charge extrêmement pénible ; 2° si le coupable prêtant habituellement des capitaux, a déguisé l'excès des intérêts soit en les comprenant dans le principal, soit en leur donnant la forme de frais de garde, soit autrement, est condamnable à un emprisonnement, etc...

Art. 1708 : Les coupables qui se font un métier des délits visés par la 1^{re} partie de l'art. précédent, sont condamnables à la privation de tous droits et privilèges spéciaux, acquis personnellement ou par position et à l'exil dans un des gouvernements éloignés (excepté ceux de Sibérie), où à la réclusion, etc...

Art. 1709. L'intérêt qui ne dépasse pas 12 0/0 par an n'est pas réputé excessif. Le billet entaché d'usure est réputé nul, mais le prêteur est autorisé à recevoir la restitution du capital qu'il a réellement donné, déduction faite des versements par lui précédemment reçus....

La rédaction de ces articles est vague et arbitraire, sur quelles bases le juge s'appuiera-t-il pour appliquer l'article 1707 ?

Cette loi de 1893 est incapable de rendre les services qu'on attend d'elle. En Russie l'opinion publique considère la justice comme un mauvais lieu, on évite les tribunaux le plus possible à cause de la fréquence des faux témoignages, et bien des gens préfèrent se faire justice eux-mêmes.

La nouvelle loi n'aura d'autre effet que d'ajouter un danger considérable à la position déjà peu sûre des prêteurs et de faire monter le taux de l'intérêt contrairement à son but par la crainte des faux témoignages.

Les usuriers de métier n'y perdront rien, car ils sauront tourner la loi ou fournir des faux témoins. Les prêteurs de bonne foi seuls seront victimes ainsi que les emprunteurs que l'on voulait sauver.

« Ce qu'il faudrait, dit Inostranietz, ce serait de prendre moins d'argent au peuple et de lui laisser plus de facilité d'en gagner : moins protéger, et moins réglementer, mais laisser à la libre concurrence internationale le soin d'établir l'équilibre vers lequel elle tend et à l'activité humaine sa pleine liberté. »

Ce qui explique enfin en Russie l'élévation du taux de l'intérêt, c'est que le crédit de production n'existe pour ainsi dire pas, on ne trouve guère que le crédit de consommation à la différence de la France, et des pays plus avancés en civilisation ; l'importance de ce crédit s'explique en Russie par l'aléa des récoltes, l'imprévoyance des hommes, les accidents du climat, la misère résultant de l'importance considérable de l'agriculture, la Russie en étant encore à la primitive période agricole.

L'État russe, en tant que gouvernement, a grandi beaucoup plus vite que les forces productives de la nation, et plus qu'ailleurs les exigences de son budget sont disproportionnées et écrasantes. L'individu qui peut déjà difficilement subvenir à ses besoins particuliers, devra forcément recourir à l'emprunt, au ruineux crédit pour subvenir aux lourdes charges de l'État. Le propriétaire noble

et oisif emprunte pour combler le vide fait à ses revenus par l'abolition du servage, le paysan travailleur, mais ignorant et mal outillé parce qu'il manque de tout. Dans ces conditions le prêt des capitaux ne peut se faire que sur un taux très élevé (1).

§ 8. — *Italie.*

Jusqu'en 1865, la loi de 1807 fut en vigueur en Italie. Après une première tentative de liberté en 1856, le comte de Cavour réussit à faire voter par le Parlement piémontais une loi abolissant le maximum de l'intérêt. D'après la loi du 5 juin 1857, le taux légal de 5 et 6 0/0 était maintenu, la seule restriction apportée à la liberté des parties consistait dans le droit qu'avait le débiteur après cinq années de mettre fin au contrat et de rembourser le capital prêté, à la condition de prévenir le créancier 6 mois à l'avance et pourvu que le taux stipulé fût supérieur au taux légal.

Depuis 1857, cette loi subsiste et jamais personne n'a songé à en demander la suppression, pour en revenir au système limitatif.

Les dispositions de la loi de 1857 ont été reproduites dans le nouveau Code italien promulgué à Florence le 25 juin 1865 et devenu exécutoire dans toute l'Italie depuis le 1^{er} janvier 1866 : on y proclame la liberté pour les

1. *De l'usure en Russie* par Inostranietz (*Journal des économistes*, de novembre 1893).

parties contractantes de fixer à leur gré le taux de l'intérêt. D'ailleurs voici le texte de ces dispositions :

Art. 1831. L'intérêt est légal ou conventionnel. L'intérêt légal est fixé à 5 0/0 en matière civile et à 6 0/0 en matière commerciale. Cette fixation doit être appliquée dans tous les cas où des intérêts sont dus sans qu'il y ait eu de conventions qui en établissent le taux. L'intérêt conventionnel est réglé par la volonté des parties contractantes. Dans les matières civiles, l'intérêt conventionnel qui excède le taux légal ne peut résulter que d'un écrit, sinon il n'est dû aucun intérêt. »

Art. 1832. Le débiteur peut toujours, après cinq années à partir du contrat, rembourser le capital portant un intérêt supérieur au taux légal, nonobstant toute clause contraire. Toutefois il devra, six mois à l'avance, en donner par écrit avis au créancier. Cet avis emportera de plein droit renonciation au terme plus long qui aurait été convenu » (1).

§ 9. — *Norvège.*

La liberté du taux de l'intérêt fut proclamée en Norvège en 1842, mais en 1851 on en revint à nouveau à la réglementation.

Le 29 juin 1888 fut établie à nouveau une loi sur la liberté du taux de l'intérêt et la répression de l'usure. Elle est ainsi conçue :

1. *Étude sur le nouveau Code italien*, par Huc.

Art. 1^{er}. Toutes les restrictions apportées jusqu'ici par la législation au droit de stipuler des intérêts conventionnels supérieurs à un certain taux, ainsi que les dispositions spéciales actuellement en vigueur concernant l'usure sont abrogées.

Art. 2. Pour les prêts sur gage mobilier, d'une somme inférieure à 80 kroner (110 francs), il ne peut être en aucun cas stipulé d'intérêts plus élevés que suivant le taux qui sera déterminé par ordonnance royale.

Art. 3. L'intérêt légal est fixé à 4 0/0, sauf détermination spéciale établissant un taux plus élevé.

Art. 4. Quiconque abuse des besoins, de la légèreté, de la faiblesse d'esprit ou inexpérience d'autrui pour se procurer ou procurer à autrui contre des avances d'argent ou un délai de paiement, des avantages pécuniaires ou la promesse d'avantages pécuniaires en disproportion grave et manifeste avec ce qui est accordé au débiteur sera puni pour usure d'amende ou d'emprisonnement. Il en sera de même de quiconque aura stipulé, pour un des prêts mentionnés à l'art. 2, un intérêt plus élevé qu'il n'est permis. La même peine sera appliquée lorsque la convention revêtira en général une apparence destinée à déguiser son véritable objet.

Ce dernier article est la reproduction des lois allemande et autrichienne. Désormais l'usure ne consiste plus dans le fait de prêter au-dessus du taux légal, mais bien dans les manœuvres qui accompagnent le prêt, ce qui est beaucoup plus logique et plus équitable (1).

1. *Annuaire de législation étrangère* de 1888, page 773.

§ 10. — *Suède.*

Après plusieurs tentatives infructueuses, notamment en 1859, la liberté du taux de l'intérêt a été établie en Suède par la loi de 1864 pour les prêts non hypothécaires et consentis pour une durée de moins de six mois.

§ 11. — *Danemark.*

Le Danemark a adopté un système différent de celui des autres nations. D'après une décision de la Diète du 6 avril 1855, la liberté n'existe que pour les prêts qui ne sont pas garantis par une hypothèque. Dans les prêts hypothécaires, le ministre a le droit d'autoriser une perception d'intérêts supérieurs au taux légal, mais il faut une autorisation spéciale.

En cas de retard de la part du débiteur, le créancier peut exiger un pour cent en sus de l'intérêt convenu et cette élévation a lieu même quand il s'agit de prêts sur immeubles, pourvu que dans ce cas, ceux qui ont des hypothèques d'un rang inférieur n'aient pas à souffrir de cette élévation.

§ 12. — *Espagne.*

La liberté du taux de l'intérêt existe également en Espagne, depuis 1848 par suite de l'omission faite à dessein dans le Code pénal de 1848 révisé en 1850 de toutes les dispositions relatives à l'usure.

Cet état de choses a été consacré par la loi du 14 avril 1856 votée à l'unanimité par les Cortès, qui exige seulement la rédaction d'un écrit mentionnant la stipulation d'intérêts.

Aux termes de l'art. 8 de cette loi, le gouvernement fixe annuellement le taux légal de concert avec le Conseil d'Etat.

La conclusion de l'exposé des motifs de cette loi est assez intéressante à citer : « L'abolition du taux, y était-il dit, fera une chose conforme à l'intérêt des classes nécessitenses, détruira l'occasion du monopole qui alimente l'usure et accomplira une réforme favorable à l'accroissement de la richesse publique ».

§ 13. — *Portugal.*

La liberté de l'intérêt a été proclamée en Portugal en 1833. Le taux légal y est de 5 0/0 en matière civile et de 6 0/0 en matière commerciale.

§ 14. — *Grèce.*

Les intérêts moratoires ont été fixés à 8 0/0 pour les obligations civiles et à 9 0/0 pour les obligations commerciales par la loi du 22 mai 1882. Les intérêts ne sont dus qu'à la suite d'une demande et ne produisent d'intérêts qu'après une année entière depuis l'échéance. Cette matière n'était réglée jusqu'alors que par l'usage qui fixait l'intérêt au taux de 12 0/0. A chaque sommation les intérêts étaient capitalisés.

§ 15. — *Roumanie.*

Le taux de l'intérêt n'a jamais été limité par une loi. Le Code civil de 1865 reproduit les dispositions des articles 1905, 1906 et 1908 de notre Code civil, mais aucune loi n'est venue restreindre la liberté des parties. Dans les petites villes et surtout dans les campagnes, les prêteurs juifs abondent et leurs exigences ne connaissent aucune borne. Cependant on a toujours maintenu la liberté et cela à cause des sentiments libéraux du peuple et de la productivité des capitaux.

Par contre, les tribunaux se montrent très-sévères pour le dol, l'escroquerie et les manœuvres frauduleuses.

Deux cas seulement étaient réglementés. 1° l'art.

1589 du Code roumain décidait qu'en l'absence d'indication, le taux légal appliqué serait de 10 0/0; ce taux élevé s'expliquait par la situation économique du pays. 2° les dispositions de l'art. 1154 du Code civil français concernant l'anatocisme étaient demeurées en vigueur. (art. 1089 du Code roumain.)

Mais depuis la loi du 20 février 1879, ce dernier article se trouve ainsi modifié : « Les intérêts échus peuvent produire des intérêts, soit par demande judiciaire, soit par convention spéciale, pourvu que dans la demande ou dans la convention, il s'agisse d'intérêts dus au moins pour une année entière. La clause par laquelle avant ou au moment même de la formation d'une convention autre qu'une convention commerciale, on stipule des intérêts dus pour une année ou pour plus ou moins d'une année, soit pour d'autres revenus futurs, sera déclarée nulle ».

Une loi publiée le 10 décembre 1882 a diminuée le taux de l'intérêt légal. D'après cette loi, le taux a été fixé à 5 0/0 en matière civile et à 6 0/0 en matière commerciale.

§16. — Suisse.

Les violations du maximum étaient continuelles en Suisse, aussi la liberté est elle admise à peu près partout aujourd'hui, la législation seule varie suivant les cantons.

Dans le Canton de Genève, la réglementation étant

devenue impossible, la liberté fut accordée le 7 février 1857. Aussitôt les emplois devinrent plus nombreux pour les capitaux, des institutions de crédit furent créées, le commerce se développa et l'usure diminua.

La liberté de l'intérêt existe également dans les cantons suivants : Neuchâtel (art. 1529 du Code civil); — Vaud (art. 1392 du C. c.); — les Grisons (art. 436 du C. c.); — Schaffouse (art. 896 du C. c.); — Lausanne, etc. La limitation était conservée dans les cantons de Fribourg (art. 1849 du C. c.); — de Berne (art. 760 et 762 du C. c.); — de Zurich (art. 926 et 1119 du C. c.); — de Soleure (art. 1012 du C. c.); — de Lucerne (art. 595 du C. c.); — d'Argovie (art. 659 du C. c.), etc.

Une loi du 9 avril 1883 a établi des peines contre l'usure dans le canton de Bâle-ville. Une loi du 23 mai 1864 avait en effet aboli, antérieurement aux lois allemandes, toutes les dispositions contre l'usure contenues dans les lois civiles et pénales. Le législateur cédant au même mouvement qui avait provoqué la loi allemande du 24 mai 1880, décréta la loi du 9 avril 1883 dont les dispositions correspondent à celles de la loi allemande et ont été intercalées dans le Code pénal de Bâle-ville du 17 juin 1872 qui est lui-même une sorte de copie du Code de l'Empire (1).

Dans le canton de Zurich, une loi du 26 mai 1883 sur l'usure a édicté des dispositions analogues à celles de Bâle-ville.

Il en a été de même dans le canton de Saint-Gall par

1. *Annuaire de lég. étr.* 1883, page 602.

la loi du 21 mai-1^{er} juillet 1884. D'après cette loi le délit d'usure consiste, le taux légal n'existant pas, dans le fait d'outrepasser d'une manière injustifiable les conditions d'intérêt ou autres constamment usitées dans les banques publiques du canton pour les opérations du même genre. La loi ne s'applique pas aux prêts sur gage, ni aux prêts hypothécaires.

Dans le canton de Thurgovie, une loi du 8 mars 1887, relative à l'usure est ainsi conçue : Art. 1^{er}. Se rend coupable du délit d'usure celui qui.... abuse des besoins, de la légèreté, de la faiblesse d'esprit ou de l'inexpérience d'une personne pour se faire promettre ou pour procurer à lui ou à des tiers des profits tels que d'après les circonstances ces avantages soient en disproportion avec le service rendu »...

Dans le canton d'Argovie, une loi pénale du 26 septembre 1887 sur l'usure a établi des dispositions analogues aux lois précédentes (1).

§ 17. — *Turquie.*

La loi du 9 Redgeb 1304 (3 avril 1887) est ainsi conçue : « Le taux de l'intérêt en matière civile et commerciale est fixé à 9 0/0. En aucun cas, quelle que soit la durée du prêt, le montant des intérêts ne peut excéder le principal. Les intérêts composés ne sont dus que dans les cas sui-

1. *Annuaire de lég. étr.* 1887, pages 662 et 699.

vants : 1° en matière commerciale pour les comptes courants ; 2° lorsque le débiteur n'a payé aucun acompte pendant 3 ans ; 3° en vertu d'une convention entre les parties et pour 3 ans seulement. L'intérêt usuraire payé ne peut être répété quand l'obligation est éteinte, mais lorsqu'il y a eu novation ou autre transformation, le recours devant les tribunaux civils est ouvert au débiteur pour les intérêts usuraires (1). »

§ 18. — *Principauté de Monaco.*

Aux termes de l'ancien article 1711 du Code civil monégasque, l'intérêt conventionnel ne pouvait excéder l'intérêt légal et celui-ci était fixé à 5 0/0 en matière civile et à 6 0/0 en matière commerciale. — La nouvelle ordonnance du 6 juillet 1877 ne change rien au taux de l'intérêt légal, mais elle permet de porter l'intérêt conventionnel en toute matière à 6 0/0. Il doit être stipulé par écrit.

§ 19. — *Egypte.*

Aux termes de l'art. 582 du Code civil égyptien, l'intérêt stipulé ne peut être supérieur à 12 0/0. Sauf conven-

1. *Annuaire de législation étrangère* 1889, page 868.

tion contraire, il est fixé à 7 0/0 en matière civile, et à 9 0/0 en matière commerciale (art. 183 et 184 du C. c.)

§ 20. — *Chine.*

En Chine les lois qui régissent la matière du taux de l'intérêt de l'argent sont profondément différentes de celles qui existent en Europe.

Il y a une loi qui fixe le taux de l'intérêt, mais ce taux est de 30 0/0. « Cette loi, disent les auteurs chinois, ne fait que de permettre et ne gêne personne, elle a été reçue avec actions de grâce dans tout le pays, mais en fait l'intérêt ne dépasse jamais de 8 à 12 0/0. »

Un économiste chinois Tsien-che, rapporte au contraire que de tous temps le taux a été fort élevé en Chine. « La circulation des capitaux, dit-il, y est très active, le numéraire est sans cesse circulant et l'appât du gain ne laisse jamais les capitaux inactifs. Le taux de l'intérêt est par mois de 2 0/0 pour les dépôts d'habillements et de 3 0/0 pour les dépôts de bijoux et objets métalliques. Le taux légal de l'intérêt a été fixé à 30 0/0 par an et comme cet intérêt se paie par lune ou mois lunaire, c'est 3 0/0 par mois, la 6^e et la 12^e et la lune intercalaire quand il y en a, ne portant pas intérêt (1) ».

L'Etat chinois en portant si haut l'intérêt de l'argent a voulu empêcher que la valeur des biens fonds n'augmen-

1. Extrait de l'*Empire chinois*, par Huc, tome II, p. 157 et suiv.

tât et que celle de l'argent ne diminuât pas la médiocrité de l'intérêt. En le portant à un taux considérable, il a essayé d'obtenir que les biens fonds soient partagés proportionnellement au nombre des familles et que la circulation de l'argent soit plus active et plus uniforme.

Il est évident, dit Tchaoing, écrivain chinois distingué, que l'argent étant inférieur aux biens fonds, parce qu'il offre moins de sécurité en lui-même, le même revenu en biens fonds sera toujours préféré à un revenu égal produit par l'intérêt de l'argent (1).

§ 21. — Japon.

Avant la révolution politique et sociale de 1867, il y avait un taux coutumier correspondant au taux légal français, il variait suivant les provinces, mais il était le plus souvent de 10 0/0.

Le taux de l'intérêt conventionnel ne dépassait pas ce taux coutumier, qui en fait était considéré comme un maximum. Aucune peine ne frappait le prêteur qui exigeait un taux plus élevé, l'opinion publique seule le flétrissait. Le taux moyen était de 4 à 5 0/0, l'anatocisme était défendu.

Aujourd'hui il n'est pas certain que le taux coutumier de 10 0/0 subsiste encore, cependant un décret de ces dernières années qui fixe à 7 0/0 le taux des arrérages

1. Consulter le *Journal des économistes*. De l'intérêt de l'argent en Chine, janvier 1879, page 79.

des rentes sur l'Etat, fait supposer qu'il a été maintenu. L'intérêt conventionnel est entièrement libre, les usuriers sont extrêmement nombreux.

§ 22. — *Etats-Unis d'Amérique.*

La législation varie suivant les Etats. Il n'existe pas de loi fédérale sur cette matière, chaque Etat a sa législation propre, mais en général les tribunaux se montrent fort indulgents et ne punissent que l'usure excessive.

Le taux de l'intérêt est libre dans quelques Etats : Californie, Caroline du Sud, Floride, le Maine, le Massachusetts, l'Etat de Nevada et le Texas. Dans ces Etats les anciens préjugés ont fait place aux vrais principes économiques.

Il est limité dans les Etats suivants ; New-York, Illinois, Indiana, New-Hampshire, Tennessee, etc.

Dans l'Etat de New-York, selon les lois actuelles tout emprunt dont l'intérêt dépasse 7 0/0 n'a aucune valeur légale. Le système de la limitation de l'intérêt compte de nombreux partisans parmi les députés des campagnes qui considèrent les lois sur l'usure comme la sauvegarde des fermiers. Le bill qui fut proposé en 1873 ne demandait pas la liberté complète et ne changeait même pas le taux de l'intérêt légal ; il donnait seulement une valeur au contrat en autorisant les tribunaux à reconnaître pour le principal la dette indûment contractée, seuls les intérêts étaient perdus sans préjudice des pénalités applica-

bles aux usuriers. On espérait ainsi faire passer la réforme, car il n'était pas probable que les usuriers vinsent se livrer aux mains de la justice pour faire reconnaître leur créance.

Le bill passa aux deux premières lectures, mais à la troisième les députés des campagnes se rétractèrent et le bill échoua par suite de nombreux amendements qui divisèrent les voix (1).

Dans l'Illinois, un acte du 24 mars 1879 a fixé l'intérêt à 6 dollars 0/0 par an.

Le Code civil de la Louisiane de 1825, dans son titre XII sur le prêt, reproduit à peu de chose près les dispositions du Code civil français. L'intérêt moratoire ou judiciaire est fixé à 5 0/0. L'intérêt conventionnel ne peut dépasser 8 0/0, sauf dans l'escompte des effets de commerce où il peut être plus élevé.

§ 23. — *Canada.*

Un acte du 23 mai 1873 fixait le taux de l'intérêt légal à 6 0/0 mais il autorisait les parties à élever le taux, au moyen de conventions spéciales, à 7 0/0 lorsqu'il s'agissait d'un prêt garanti sur des propriétés foncières et à 10 0/0 s'il s'agissait d'un prêt garanti sur une propriété mobilière ou par la responsabilité personnelle de l'emprunteur.

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1873, p. 515.

Le débiteur poursuivi en vertu d'un contrat dans lequel il aurait été stipulé directement ou indirectement des intérêts dépassant le taux légal ci-dessus fixé, pourra faire réduire l'intérêt des sommes par lui dues au taux légal.

Dans la province du nouveau Brunswick, une loi du 8 avril 1875, a établi la liberté du taux de l'intérêt. Elle a aboli toutes les lois en vigueur sur l'usure et a déclaré légal et obligatoire le taux d'intérêt ou d'escompte convenu entre les parties.

§ 24. — *Brésil.*

La liberté absolue de l'intérêt conventionnel a été consacrée par la loi brésilienne du 24 octobre 1832 qui a aboli toutes les anciennes dispositions concernant l'usure — Voici le texte de cette loi :

Art. 1^{er}. « L'intérêt ou prix de l'argent, quelle qu'en soit l'espèce, sera celui stipulé par les parties.

Art. 2. La preuve de cette stipulation dépend d'un acte public ou privé ; la simple preuve par témoins n'est pas suffisante.

Art. 3. Si quelqu'un est condamné par justice au paiement d'intérêts, non fixés par convention, ils le seront à 6 0/0 par an.

Art. 4. Les lois et dispositions contraires sont rapportées.

Cette loi a été confirmée par le Code de commerce de

1850. Une seule modification a été apportée en ce qui concerne la preuve ; la preuve par témoins est admise si la somme ne dépasse pas 1000 francs, et au-dessus de cette somme elle sert comme preuve subsidiaire.

Une exception a été également apportée dans l'intérêt de l'Etat (art. 43) à la loi de 1832 : La loi du budget du 28 octobre 1848, a fixé à 9 0/0 le taux de l'intérêt des sommes retenues par les comptables en débet. L'anatocisme est admis, s'il y a eu stipulation expresse ou si cela résulte de la nature de la convention, comme dans les comptes-courants (1).

§ 25. — *Mexique.*

La loi qui fixait le taux de l'intérêt est complètement tombée en désuétude. On peut dire que l'intérêt y est libre. Les prêts hypothécaires se font généralement à 6 0/0, pour les autres l'intérêt varie entre 20 et 30 pour cent.

§ 26. — *Chili.*

Le système restrictif est demeuré longtemps en vigueur le taux de l'intérêt atteignait alors jusqu'à 36 0/0. La liberté a été accordée en 1828. Depuis le taux est descendu à 8 et 10 0/0 excepté pendant les moments de crise, d'ailleurs assez fréquents.

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1879, page 938, note 1.

§ 27. — *Autres Républiques de l'Amérique du Sud.*

Les Républiques de l'Equateur, de l'Uruguay (loi du 2 avril 1838), du Pérou, de la Nouvelle-Grenade, ont également proclamé la liberté de l'intérêt, le taux y est actuellement laissé à la volonté des parties.

Au Guatemala au contraire, on est revenu en 1840 au taux maximum de 6 0/0 après avoir proclamé la liberté en 1835.

Il en a été de même au Vénézuéla, où la liberté fut établie en 1834 et un taux maximum de 9 0/0 rétabli en 1848.

§ 28. — *Ile Maurice.*

L'ordonnance 35 de 1882 sur la liberté de l'intérêt de l'argent est ainsi conçue :

Art. 2. Il est permis de stipuler par convention tel taux d'intérêts que ce soit, sur des sommes d'argent.

Art. 3. Quand la convention ne fixera pas le taux, l'intérêt légal sera de 9 0/0 par an, tant en matière civile que commerciale.

Nous venons de voir que le nombre des pays où l'on est revenu au système du maximum est bien peu considérable, le plus souvent la liberté a produit d'excellents résultats. Pourquoi la France resterait-elle en retard sur les autres nations et ne prendrait-elle pas ce qui est bien aux législations étrangères ?

POSITIONS

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE

Droit Romain.

1° L'*unciarium fœnus*, désignant le taux de l'intérêt d'après la loi des XII Tables, correspondait à l'*uncia* ou douzième partie du capital, soit $8 \frac{1}{3}$ pour 100 par an.

2° Avec la *Pœtelia Papiria* disparaît le droit pour le créancier d'exiger de son débiteur la prestation des *operæ*, ainsi que le droit de le retenir prisonnier dans sa maison sans mandat du magistrat.

3° La loi Marcia prononçait la peine du quadruple contre le créancier qui avait réclamé le paiement d'intérêts usuraires.

4° La bonne foi n'était pas requise du débiteur pour pouvoir recourir au bénéfice de la cession de biens.

Droit Civil.

1° Le maximum légal établi par la loi de 1807 n'est pas applicable aux prêts faits à l'étranger et devant s'exécuter en France.

2° Pour distinguer le prêt civil du prêt commercial, il faut s'attacher exclusivement à la destination des fonds prêtés, abstraction faite de la qualité des personnes.

3° Le droit de commission n'est plus susceptible de réduction, à moins qu'il ne s'agisse en réalité d'intérêts usuraires dissimulés et exigés dans un prêt civil.

4° La loi de 1886 n'a pas d'effet rétroactif, elle ne peut valider

une convention antérieure à sa promulgation, qui était nulle dès l'origine comme usuraire.

Droit Commercial.

1^o Un prêt reconnu par lettre de change n'est pas forcément commercial et les tribunaux peuvent toujours rechercher si la cause n'est pas civile.

2^o Le report est une vente au comptant suivie d'une vente à terme. Le taux du report n'est pas soumis au maximum.

POSITIONS PRISES HORS DE LA THÈSE

Droit Romain.

1^o L'action publicienne n'appartient qu'à celui qui a eu la chose réclamée en sa possession.

2^o Les filles de famille, au moins dans l'ancien droit, étaient incapables de s'obliger civilement.

3^o A défaut de convention, l'égalité des bénéfices et des pertes était absolue entre associés.

4^o Le concubinat en droit romain était une union légale.

Droit Civil.

1^o Le père ou la mère naturelle peut adopter l'enfant qu'il a reconnu.

2^o La séparation de biens, conséquence accessoire de la séparation de corps, ne rétroagit pas au jour de la demande.

3^o Le père de famille ne peut écarter son enfant naturel de sa succession en lui remettant de son vivant la moitié de sa part héréditaire, si celui-ci refuse de l'accepter.

4^o L'individu interdit peut contracter mariage dans un intervalle lucide.

Droit Commercial.

1^o La justice ne peut autoriser la femme mariée à faire le commerce en cas de refus du mari.

2^o La constitution de dot faite par un débiteur failli à sa fille est un acte à titre gratuit et frappé comme tel d'une nullité de droit, quand elle a été faite durant la période suspecte.

Droit Criminel.

1^o La même somme ayant été prêtée plusieurs fois à usure doit entrer autant de fois dans le calcul du maximum de l'amende.

2^o L'amende, dans le cas de complicité en matière de délit d'usure, doit se calculer, quant au complice, en tenant compte seulement des prêts usuraires auxquels il a concouru.

VU :

Le Président de la thèse,

BOISTEL.

VU :

Le Doyen de la Faculté,

COLMET DE SANTERRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Chapitre I ^{er} . — Du prêt à intérêt en général.	
Introduction.	1
§ 1 ^{er} . — Est-il permis de prêter à intérêt ?	3
§ 2. — De la limitation du taux de l'intérêt.	9
Chapitre II. — Étude sur le prêt à intérêt en droit romain.	
Introduction.	14
Section I. — Le prêt à intérêt chez les Juifs.	16
Section II. — Le prêt à intérêt chez les Grecs.	19
Section III. — Le prêt à intérêt à Rome.	24
I ^{re} partie. — Exposé chronologique des événements et de la législation concernant le prêt à intérêt.	
Aperçu général	24
§ 1. — Des droits qui appartenaien ^t au créancier sur son débiteur dans l'ancien droit. Origine du droit de vie et de mort.	26
§ 2. — De la loi des XII Tables et de l' <i>unciarium fœnus</i>	36
§ 3. — Situation malheureuse des débiteurs à Rome. Mesures prises pour y remédier.	44
§ 4. — De la <i>Pœtelia-Papiria</i> (<i>de nexis</i>).	48
§ 5. — De la loi Sempronia.	53
§ 6. — De la <i>centesima usura</i> . Dispositions concernant le taux de l'intérêt jusqu'à Justinien. Ap ^r eté au gain et culte de la richesse poussé chez les Romains jusqu'aux derniers excès.	54
§ 7. — De la loi Julia <i>de cessione bonorum</i>	60
§ 8. — Législation de Justinien concernant le prêt à intérêt.	64
II ^e partie. — Étude juridique sur le <i>mutuum</i> et la stipulation d'intérêts.	70

	pages
§ 1. — Comment la convention d'intérêts prend naissance.	70
§ 2. — Preuve de la convention d'intérêts.	76
§ 3. — Capacité en matière de prêt d'argent.	77
§ 4. — De l'anatocisme.	80
§ 5. — Conséquences de la stipulation d'intérêts usuaires.	83
§ 6. — Principaux détours employés pour la perception d'intérêts excessifs.	91
Appendice I. — Des prêts faits par les banquiers ou <i>argentarii</i>	96
Appendice II. — Influence des richesses sur la législation et sur les mœurs des Romains.	99
Chapitre III. — L'Eglise catholique et le prêt à intérêt. . . .	104
§ 1. — Toute stipulation d'un intérêt est illicite, si elle ne peut invoquer pour sa légitimité d'autre cause que le prêt lui-même.	105
A. — Arguments de droit divin.	105
B. — Arguments de droit naturel.	112
§ 2. — Circonstances qui rendent légitime la perception d'un intérêt dans le prêt.	116
A. — <i>Damnum ex mutuo emergens</i>	117
B. — <i>Lucrum cessans</i>	118
C. — <i>Periculum perdendæ sortis</i>	119
D. — <i>Titulus legis civilis</i>	119
§ 3. — Des contrats qui permettent au capitaliste de retirer un bénéfice légitime de son argent. . . .	122
A. — De la constitution de rente en perpétuel. . . .	122
B. — Du <i>Mohatra</i>	123
C. — Des trois contrats.	124
D. — Du prêt de commerce.	126
E. — Du prêt à la grosse aventure et du contrat de société.	126
Chapitre IV. — Législation du prêt à intérêt dans l'ancien droit français et jusqu'à la loi du 12 janvier 1886.	128
§ 1. — Principales ordonnances rendues contre les usuriers.	129
§ 2. — Hypothèses où l'usuré était licite au moyen-âge. . . .	132
§ 3. — Du prêt à intérêt dans le dernier état de la législation.	135

TABLE DES MATIÈRES

269

	pages
§ 4. — De la loi de 1807 et de ses résultats.	139
§ 5. — Des exceptions apportées à la loi de 1807. . . .	141
Chapitre V. — Étude de la loi du 12 janvier 1886, sur la li- berté du taux de l'intérêt en matière com- merciale.	154
§ 1. — Historique de la loi.	154
§ 2. — Discussion de la loi à la Chambre et au Sénat. .	159
§ 3. — Distinction du prêt civil et du prêt commercial.	161
§ 4. — Considérations qui ont fait établir cette distinc- tion entre les deux sortes de prêts	183
§ 5. — Améliorations apportées dans la législation par la loi du 12 janvier 1886.	185
§ 6. — Des prêts contractés par un Français à l'étranger. Les tribunaux français doivent-ils sanction- ner ce prêt et condamner au paiement des in- térêts quel qu'en soit le taux?	186
§ 7. — La lettre de change confère-t-elle nécessairement au prêt le caractère commercial?	189
§ 8. — La loi de 1886 a-t-elle un effet rétroactif? . . .	193
§ 9. — Les tribunaux français ont-ils encore le droit de réduire le droit de commission?	194
§ 10. — Résultats pour l'agriculture du maintien de la loi de 1807 en matière civile.	197
§ 11. — L'usure existe-t-elle encore en matière commer- ciale? Était-il nécessaire d'établir une dispo- sition spéciale pour la réprimer?	200
§ 12. — Nécessité d'abaisser le taux légal. Propositions de MM. Rouanet et Lacombe.	204
§ 13. — La loi n'atteint pas le but qu'elle s'est proposée par la limitation du taux de l'intérêt en ma- tière civile.	207
Chapitre VI. — Étude de législation étrangère concernant le taux de l'intérêt dans le prêt d'argent . .	241
§ 1. — Angleterre.	241
§ 2. — Allemagne.	245
§ 3. — Autriche.	221
§ 4. — Hongrie.	233
§ 5. — Belgique.	235
§ 6. — Hollande.	236

	pages
7. — Russie.	237
8. — Italie.	246
9. — Norvège.	247
10. — Suède.	249
11. — Danemark.	249
12. — Espagne.	250
13. — Portugal.	250
14. — Grèce.	251
15. — Roumanie.	251
16. — Suisse.	252
17. — Turquie.	254
18. — Principauté de Monaco.	255
19. — Egypte.	255
20. — Chine.	256
21. — Japon.	257
22. — États-Unis d'Amérique.	258
23. — Canada.	259
24. — Brésil.	260
25. — Mexique.	261
26. — Chili.	261
27. — Républiques de l'Amérique du Sud.	262
28. — Ile Maurice.	262

